

LE MONDE diplomatique

EN CISJORDANIE,
LA CÉRÉMONIE
DE L'HUMILIATION

PAR SANDRA MEHL
ET ABAHER EL SAKKA
Pages 14 et 15.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 738 - 62^e année. Septembre 2015

UN DISCOURS ANTICAPITALISTE VENU DU SUD

Le pape contre le « fumier du diable »

En septembre, le chef de l'Eglise catholique doit visiter Cuba, puis les Etats-Unis, après avoir œuvré au rapprochement de ces deux pays. Ces deux dernières années, François, premier pape non européen depuis treize siècles, a décentré le regard de l'Eglise sur le monde. Promoteur d'une écologie « intégrale » socialement responsable, ce pasteur jésuite argentin vient aussi chatouiller les consciences aux Nations unies.

PAR JEAN-MICHEL DUMAY *

DEVANT un auditoire dense réuni au parc des expositions de Santa Cruz, la capitale économique de la Bolivie, un homme en blanc fustige « l'économie qui tue », « le capital érigé en idole », « l'ambition sans retenue de l'argent qui commande ». Ce 9 juillet, le chef de l'Eglise catholique s'adresse non seulement aux représentants de mouvements populaires et à l'Amérique latine, qui l'a vu naître, mais au monde, qu'il veut mobiliser pour mettre fin à cette « dictature subtile » aux relents de « fumier du diable » (1).

« Nous avons besoin d'un changement », proclame le pape François, avant d'inciter les jeunes, trois jours plus tard au Paraguay, à « mettre le bazar ». Dès 2013, au Brésil, il leur avait demandé « d'être des révolutionnaires, d'aller à contre-courant ». Au fil de ses voyages, l'évêque de Rome diffuse un discours de plus en plus musclé sur l'état du monde,

* Journaliste.

sur sa dégradation environnementale et sociale, avec des mots très forts contre le néolibéralisme, le technocentrisme, bref, contre un système aux effets délétères : uniformisation des cultures et « mondialisation de l'indifférence ».

En juin, dans la même veine, François adressait à la communauté internationale une « invitation urgente à un nouveau dialogue sur la façon dont nous construisons l'avenir de la planète ». Dans cette encyclique sur l'écologie, *Laudato si'* (« Loué sois-tu »), il appelle chacun, croyant ou non, à une révolution des comportements et dénonce un « système de relations commerciales et de propriété structurellement pervers ». Un texte « à la fois caustique et tendre », qui « devrait ébranler tous les lecteurs non pauvres », estime la *New York Review of Books* (2). En France, 100 000 exem-



GUY FERRER. – « Apôtre », 2014

plaires de ce petit manuel se sont envolés en six semaines (3).

(Lire la suite pages 8 et 9.)

(1) Le pape reprend ici une expression de l'un des Pères de l'Eglise, Basile de Césarée, un ascétique précurseur du christianisme social.

(2) Bill McKibben, « The Pope and the planet », *The New York Review of Books*, 13 août 2015.

(3) Pape François, *Loué sois-tu. Lettre encyclique Laudato si' sur la maison commune*, disponible en France chez plusieurs éditeurs (Bayard, Cerf, Artège, Salvator, etc.), de 3 à 4,50 euros, et gratuitement sur Internet (www.vatican.va).

NOCES DU NUMÉRIQUE ET DE L'AUSTÉRITÉ

Résister à l'uberisation du monde

En transformant des particuliers possédant un véhicule en chauffeurs occasionnels sans statut, la société Uber n'a pas seulement suscité la fureur des taxis professionnels : son nom symbolise désormais le lien entre nouvelles technologies et précarisation. Le succès des géants de la Silicon Valley s'accompagne en effet d'une vague de dérèglementations. Et si les dirigeants politiques reprenaient la main ?

PAR EVGENY MOROZOV *

VOICI près de dix ans que nous sommes otages de deux bouleversements. Le premier est le fait de Wall Street ; le second, de la Silicon Valley. L'un et l'autre se complètent à merveille dans le numéro du mauvais et du bon policier : Wall Street prône la pénurie et l'austérité ; la Silicon Valley exalte l'abondance et l'innovation.

Premier bouleversement : la crise financière mondiale, qui s'est soldée par un sauvetage du système bancaire, a transformé l'Etat social en un champ de ruines. Le secteur public, ultime rempart contre les avancées de l'idéologie néolibérale, en est sorti mutilé, voire totalement anéanti. Les services publics ayant survécu aux coupes budgétaires ont dû augmenter leurs tarifs ou se sont vus contraints d'expérimenter de nouvelles tactiques de survie. Certaines institutions culturelles ont ainsi dû, faute de mieux, faire appel à la générosité des particuliers en recourant au financement participatif : les subventions publiques ayant disparu, elles n'avaient plus de choix qu'entre le populisme de marché et la mort.

Le second bouleversement, à l'inverse, est plutôt bien vu. Dans ce cas, où il s'agit

de tout numériser et de tout connecter à Internet – phénomène parfaitement normal, à en croire les investisseurs capitalistes –, les institutions doivent choisir l'innovation ou la mort. La Silicon Valley nous assure que la magie de la technologie va tout naturellement se glisser dans le moindre recoin de notre vie. A l'entendre, s'opposer à l'innovation reviendrait à renoncer aux idéaux des Lumières. Dirigeants de Google et de Facebook, MM. Larry Page et Mark Zuckerberg seraient les Diderot et les Voltaire de notre temps – réincarnés en entrepreneurs technophiles et asociaux.

Mais il s'est produit cette chose étrange : nous en sommes venus à croire que le second bouleversement n'avait rien à voir avec le premier. Ainsi a-t-on pu relater l'essor des cours en ligne (les MOOC : *massive open online courses*) sans évoquer les réductions budgétaires qui, dans le même temps, frappaient les universités. Non, la fièvre des MOOC n'était que la conséquence naturelle de l'innovation promue par la Silicon Valley ! Les hackers, devenus entrepreneurs, se sont mis en tête de « bouleverser » l'université comme ils avaient auparavant bouleversé les domaines de la musique et du journalisme.

* Auteur de l'ouvrage *Le Mirage numérique. Pour une politique des big data*, à paraître le 21 septembre aux éditions Les Prairies ordinaires, Paris.

(Lire la suite page 22.)

La primaire des milliardaires

PAR SERGE HALIMI

EN 2012, MM. Barack Obama et Willard Mitt Romney avaient consacré environ 1 milliard de dollars chacun au financement de leur campagne présidentielle. Plutôt que de verser son écot à un candidat, le milliardaire new-yorkais Donald Trump a décidé d'entrer lui-même dans l'arène : « Je gagne 400 millions de dollars par an, alors quelle différence cela fait-il pour moi ? » Un autre milliardaire, M. Ross Perot, promettait dès 1992 « d'acheter la Maison Blanche pour la rendre aux Américains qui ne peuvent plus se la payer ».

M. Trump va probablement échouer à son tour, mais non sans avoir éclairé à sa manière le fonctionnement du système politique américain : « Je suis un businessman. Quand [des candidats] m'appellent, je donne. Si j'ai besoin de quelque chose deux ou trois ans plus tard, je les appelle et ils sont là pour moi. » Ancienne sénatrice de New York et candidate aux primaires démocrates, M^{me} Hillary Clinton fut « là » elle aussi : « Je lui ai dit de venir à mon mariage, elle l'a fait. Vous savez pourquoi ? J'avais versé de l'argent à sa fondation. » Afin d'obtenir un président incorruptible, suggère M. Trump, choisissez-le dans la liste des grands corrupteurs !

Un arrêt de la Cour suprême a supprimé en 2010 la plupart des restrictions aux donations politiques (1). Depuis, les grosses fortunes affichent sans pudeur leurs faveurs. Pour expliquer le nombre sans précédent de candidats républicains à la Maison Blanche (dix-sept), le *New York Times* relève que presque tous peuvent compter « sur l'appui d'un milliardaire, ce qui signifie que leur campagne n'a plus de rapport réel avec leur capacité à lever des fonds en s'adressant aux électeurs ». M. John Ellis (« Jeb ») Bush a déjà redéfini la nature des « petits dons ».

Pour la plupart des candidats, c'est moins de 200 dollars ; pour lui, moins de 25 000 dollars...

Trois milliardaires – MM. Charles et David Koch, M. Sheldon Adelson – sont ainsi devenus les parrains du Parti républicain. Les frères Koch, qui exècrent les syndicats, entendent consacrer 889 millions de dollars aux élections de l'an prochain, à peu près autant que chacun des deux grands partis. Le gouverneur du Wisconsin Scott Walker paraît être leur favori, mais trois de ses concurrents ont obtempéré à leur convocation avec l'espoir d'en tirer eux aussi quelque obole (2).

M. Walker tente également d'enjôler M. Sheldon Adelson, huitième fortune du pays et adorateur du premier ministre israélien Benyamin Netanyahu (3). Là encore, il n'est pas le seul à dorloter le milliardaire octogénaire. Il y a deux ans, M. Adelson estimait que les Etats-Unis devraient expédier des missiles nucléaires sur l'Iran plutôt que de négocier avec ses dirigeants. Les dix-sept candidats républicains avaient peut-être cette appréciation en tête lorsqu'ils ont débattu entre eux le 6 août dernier. En tout cas, tous se sont opposés à l'accord récemment conclu entre Washington et Téhéran.

(1) Lire Robert W. McChesney et John Nichols, « Aux Etats-Unis, médias, pouvoir et argent achèvent leur fusion », *Le Monde diplomatique*, août 2011.

(2) MM. Marco Rubio, Ted Cruz et Rand Paul, respectivement sénateurs de Floride, du Texas et du Kentucky.

(3) Lire « Netanyahu, président de la droite américaine ? », *La valise diplomatique*, 4 mars 2015, www.monde-diplomatique.fr



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA: 2 400 F CFA, Algérie: 250 DA, Allemagne: 5,50 €, Antilles-Guyane: 5,50 €, Autriche: 5,50 €, Belgique: 5,40 €, Canada: 7,50 \$C, Espagne: 5,50 €, Etats-Unis: 7,50 \$US, Grande-Bretagne: 4,50 €, Grèce: 5,50 €, Hongrie: 1835 HUF, Irlande: 5,50 €, Italie: 5,50 €, Luxembourg: 5,40 €, Maroc: 35 DH, Pays-Bas: 5,50 €, Portugal (cont.): 5,50 €, Réunion: 5,50 €, Suisse: 7,80 CHF, TOM: 780 CFP, Tunisie: 5,90 DT.

Lutter contre les inégalités
L'enjeu du XXI^e siècle

SOUS LA DIRECTION DE
BERTRAND BADIE ET DOMINIQUE VIDAL

UN MONDE
D'INÉGALITÉS
L'ÉTAT DU MONDE 2016

Éditions
La Découverte

264 pages, 19 euros
Disponible au format ePub
en version intégrale ou par chapitre

COMMENT FÉDÉRER DES LUTTES ÉPARSES

Ernesto Laclau, inspirateur de Podemos

Contre la corruption, les diktats européens, les grands projets inutiles : la multiplicité des mobilisations contraste avec le sentiment d'impuissance politique. Comment faire vibrer ces batailles particulières sur une corde collective ? En cultivant une forme renouvelée de populisme, expliquait l'intellectuel argentin Ernesto Laclau. Influente auprès de la gauche radicale espagnole, ses réflexions appellent une lecture critique.

PAR RAZMIG KEUCHEYAN *
ET RENAUD LAMBERT

POURQUOI y parviennent-ils et pas nous ? Depuis l'émergence de Podemos en Espagne, la question hante la gauche radicale européenne. Interrogés à ce sujet, les dirigeants de la jeune formation espagnole expliquent volontiers leur succès par le choix d'un populisme assumé, nourri des travaux de l'intellectuel argentin Ernesto Laclau (1935-2014), professeur de théorie politique à l'Université britannique de l'Essex de 1973 à 1997. Cette pensée leur a offert une singulière martingale : la capacité d'épouser la nature protéiforme des revendications liées au mouvement du 15-M (pour « 15 mai », c'est-à-dire l'immense mouvement de mobilisation populaire qui a débuté au mois de mai 2011) tout en réhabilitant la notion d'intérêt général. Elle n'en suscite pas moins quelques interrogations.

En 1985, Laclau publie *Hégémonie et stratégie socialiste* (1), écrit avec la philosophe belge Chantal Mouffe, son épouse. Le propos – dont l'érudition n'est pas toujours servie par un sabir universitaire parfois peu digeste – naît d'un constat : les « échecs » de l'expérience soviétique et l'émergence de nouveaux mouvements sociaux (féminisme, luttes de minorités ethniques, nationales et sexuelles, opposition au nucléaire, etc.) auraient aggravé la crise de la gauche. La surmonter impliquerait de trancher, enfin, un débat qui fait rage depuis plus d'un siècle : les « catégories du marxisme » sont-elles vraiment en mesure d'appréhender les sociétés contemporaines ?

Non, répondent d'emblée les auteurs. Si l'organisation de la société et les luttes qui s'y déroulent dépendaient effectivement de données purement sociologiques, arguent la philosophe et son mari, « il n'y aurait pas de place pour la politique comme activité autonome ». Bien que d'une infinie diversité (et divisé sur cette

question), le marxisme relèverait tout entier d'une forme « d'essentialisme de classe » selon lequel les identités politiques dépendent de la position des agents sociaux dans les rapports de production », résume Mouffe dans un livre d'entretiens avec le secrétaire politique de Podemos Íñigo Errejón, paru en 2015 (2).

Les classes n'existeraient pas plus qu'une quelconque lutte les opposant : « stéréotypée », la formule serait d'ailleurs « presque dénuée de sens » (3). Les identités politiques ne découleraient pas de rapports économiques et sociaux concrets, mais uniquement de constructions façonnées par les « discours ». Du poids de la presse dans la production de ces récits, cependant, les auteurs ne disent rien. Alors même que se développe une réflexion sur le rôle politique déterminant des médias de masse dans les démocraties, Laclau et Mouffe ne les évoquent que pour se réjouir de leur capacité à « ébranler profondément les identités traditionnelles » et à œuvrer à la « démocratisation culturelle ».

Une fois les classes évacuées et la production de récits placée au centre du jeu, le champ serait libre pour la stratégie que dessine Laclau dans un deuxième livre : *La Raison populiste*, publié en 2005.

Selon l'intellectuel argentin, le populisme correspond à une configuration particulière des sociétés. En temps normal, les différents secteurs sociaux interagissent avec l'Etat en lui adressant des revendications spécifiques : les instituteurs demandent des classes moins chargées, cependant que les petits artisans réclament un allègement de leur fiscalité ; les écologistes se concentrent sur la lutte contre le réchauffement climatique, alors qu'émerge un mouvement suggérant de commencer par changer de Constitution, etc. Laclau parle de « logique de la différence ».

Un produit du péronisme

LORSQUE le pouvoir ne veut (ou ne peut) répondre à ces interpellations variées – sans rapport nécessaire les unes avec les autres –, il arrive qu'« une série de particularités établissent des relations d'équivalence entre elles ». Les différences s'estompent ; émerge alors un mot d'ordre susceptible d'incarner, un temps, l'ensemble des doléances. Quand le tiers état fait irruption sur la scène politique au moment de la Révolution française, par exemple, il ne demande pas seulement une place dans l'ordre existant : il le bouleverse et se présente comme le véritable dépositaire de la légitimité nationale. Dans la perspective de Laclau, il parlerait alors au nom de la société entière, et plus uniquement au nom de ceux qu'il représente directement.

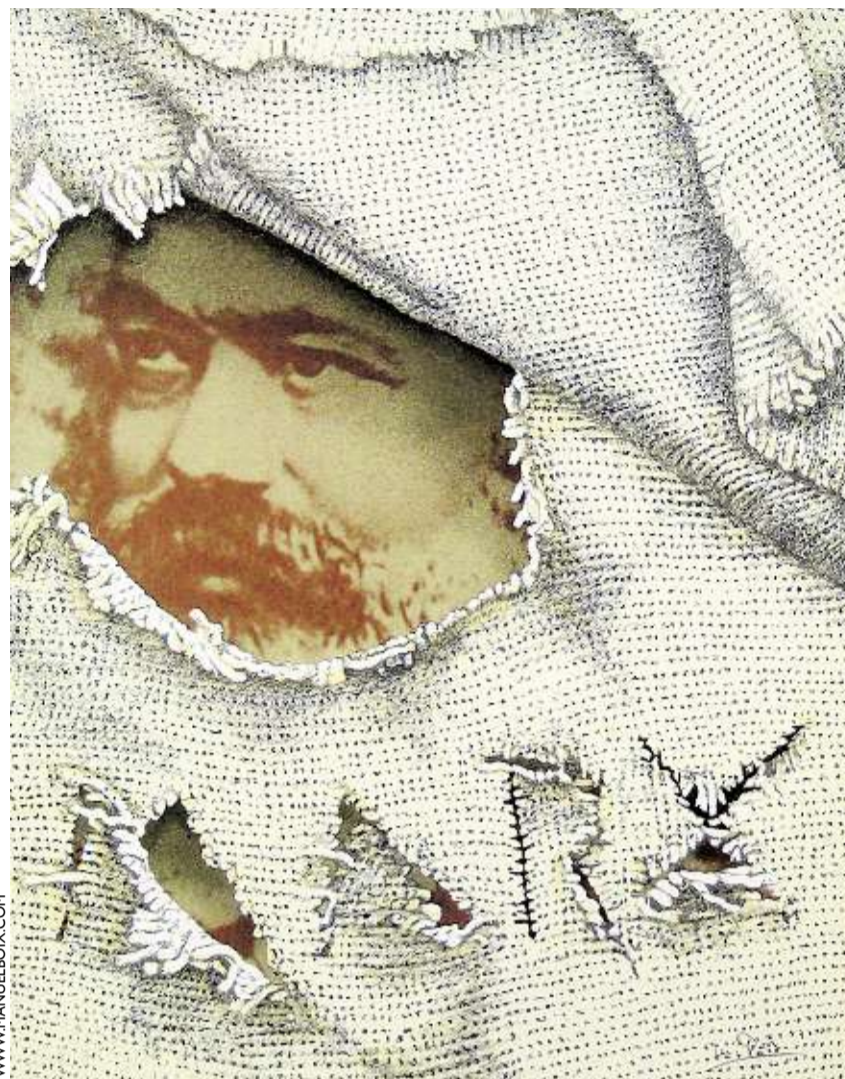
N'hésitant pas à suggérer qu'ils prolongent la réflexion de l'intellectuel sardo Antonio Gramsci (4) jusqu'aux « conclusions auxquelles il serait parvenu s'il avait vécu à notre époque [sic] » (5), Laclau et Mouffe précisent : « Cette relation, par laquelle une certaine particularité assume la représentation d'une universalité qui lui est parfaitement incommensurable, est ce que nous appelons une relation hégémonique. » Le phénomène transformerait soudain la « plèbe », une population fragmentée, en « peuple » : un « nous » trouvant son unité dans la lutte qui l'oppose au pouvoir en place, « eux ».

* Auteur notamment de *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Zones, Paris, 2010.

Comme tous les intellectuels, Laclau est le produit d'une histoire. Tout d'abord, celle de l'Argentine, et plus particulièrement du péronisme, un phénomène politique considéré comme un exemple classique du phénomène populiste auquel se réfèrent tout aussi aisément dirigeants de gauche et néolibéraux (6). Proche de Jorge Abelardo Ramos, une figure du péronisme progressiste, le jeune Laclau milite au sein de la gauche révolutionnaire nationale. Quelques décennies plus tard, il soutient activement les gouvernements, eux aussi progressistes, de Néstor Kirchner (2003-2007) puis de son épouse Cristina (au pouvoir depuis 2007).

Laclau subit par ailleurs l'influence des penseurs poststructuralistes français. « C'était l'époque où les œuvres d'auteurs comme Michel Foucault, Jacques Lacan ou Jacques Derrida devenaient importantes », raconte Mouffe dans son entretien avec Errejón. Ces travaux nous ont offert des outils théoriques nous permettant (...) d'élaborer une conception du monde social en tant qu'espace discursif, comme le produit d'articulations politiques contingentes, qui n'ont rien de nécessaire, qui auraient tout à fait pu se présenter sous une autre forme. »

Tout en insistant sur la « non-fixité » comme « condition de toute identité sociale », les deux auteurs se proposent de dépasser l'un des écueils sur lesquels achoppait le courant de pensée. Poussée à l'extrême, la logique visant à « déconstruire »



MANUEL BOIX. – « Marx », 1978

les identités pourrait mener à une impasse : l'action politique deviendrait problématique puisqu'elle implique de forger des catégories générales a priori incompatibles avec le respect de la diversité des sujets. « Notre apport, poursuit Mouffe, a été d'unir le poststructuralisme avec Gramsci » : « Reconnaître l'existence d'une diversité de luttes ne suffisait pas, il fallait essayer de les fédérer entre elles. (...) Nous avons avancé l'idée que pour pouvoir agir politiquement, il fallait articuler ces luttes distinctes et créer des volontés collectives. » En d'autres termes, le mécanisme d'équivalence permettrait de dépasser l'opposition entre identité et universel.

Trente ans plus tard, le secrétaire politique de Podemos en conclut que l'intérêt du livre a basculé : bien qu'il invite la gauche à « renoncer au discours de l'universel », son intérêt résiderait désormais moins dans sa critique de l'essentialisme que dans celle, implicite, d'un « postmodernisme stérile » – l'idée selon laquelle tout se vaudrait puisqu'il existe autant de réalités que d'individus. « L'air du temps a tellement évolué que le livre permet désormais, dans une perspective opposée, de défendre l'idée que l'intérêt général existe bel et bien, en dépit des dispersions et des fragmentations de la société » (7).

Pour fonctionner, ce « dépassement populiste » des différences exigerait d'une part un chef, un leader, capable d'incarner chacune des revendications ; d'autre part, la disponibilité de « signifiants vides », des symboles, langagiers ou autres, investis de sens divers – on pense par exemple au bonnet rouge des mobilisations d'octobre 2013 en Bretagne. Laclau le concède lui-même : le populisme implique un certain niveau d'indétermination, voire de flou politique. L'émergence du « peuple » acquiert ici une dimension miraculeuse. Et précaire : par construction, les chaînes d'équivalence (l'emboîtement temporaire de divers particularismes) sont destinées à disparaître.

De la même façon, l'hétérogénéité du monde que dépeint Laclau ne lui permet pas d'identifier ceux contre qui « le peuple » s'organise. Parler de « la caste » (la *casta*), comme le fait Podemos, permet-il vraiment de distinguer la responsabilité des différents secteurs qui la composent dans la crise espagnole ? L'indétermination du terme fait obstacle à l'analyse des alliances tactiques avec certaines de ses fractions. Comme l'a constaté Podemos à l'occasion des élections municipales de mai (8), la question se pose pourtant, sauf à s'imaginer que le mouvement devienne immédiatement majoritaire.

Mais l'injonction de Laclau à rejeter toute forme de jacobinisme reflète également l'effort d'une partie de la gauche pour réhabiliter l'idée de socialisme tout en rejetant l'héritage de l'expérience soviétique. Les auteurs d'*Hégémonie et stratégie socialiste* dénoncent le léninisme – pourtant sensible, lui aussi, à l'importance du combat politique –, décrit comme intrinsèquement autoritaire et responsable d'un « appauvrissement considérable du champ de diversité marxienne ». Envisager de résoudre l'affrontement entre les deux

grandes forces sociales par la victoire de l'une sur l'autre constituerait à leurs yeux une « tentative totalitaire » de passer outre le caractère constitutif des antagonismes dans la société et de « nier la pluralité afin de restaurer l'unité ». En conséquence, « la tâche de la gauche ne peut pas être de renoncer à l'idéologie libérale-démocratique [celle de la défense et de la satisfaction des droits individuels], mais, au contraire, de l'approfondir et de l'étendre dans la direction d'une démocratie radicale et plurielle ». Certains socialistes estiment que la démocratie n'est pas le moyen, mais le résultat. Pour Laclau, c'est tout le contraire : elle constitue le point de départ de la stratégie socialiste.

Demeure la question du point d'arrivée. Car Laclau se montre peu disert sur l'étape qui suit la victoire électorale. Bien que son renversement soit évoqué, le système capitaliste ne fait pas l'objet d'une analyse en profondeur, pas plus que sa capacité à contaminer toutes les sphères de la vie sociale. Difficile, dès lors, d'imaginer les alternatives qu'envisage Laclau. Privés des outils de l'analyse de classe, les projets visant à construire un « autre monde » restent vagues. Critique d'une telle approche, le politiste britannique Andrew Gamble va plus loin : « Retranchez-lui la notion de classe et le socialisme se fonde dans le libéralisme » (9).

Si Laclau décrit habilement les moments d'effervescence politique, ceux où le charisme d'un leader est susceptible de mobiliser des secteurs importants d'une population, il délaisse la question de l'inscription de l'émancipation dans la durée, dans des institutions démocratiques nouvelles. Or quelles organisations s'emploieraient à mettre en œuvre les transformations sociales qu'implique la satisfaction des revendications portées par des chaînes d'équivalence ? Des alliances momentanées à réactiver sans cesse ? Des partis « populistes » dont l'expérience tend à montrer qu'en court-circuitant toute interférence entre « leader » et « peuple », ils facilitent les dérives les plus aventureuses ?

Flou programmatique

UNE réflexion sur les institutions permettrait également de constater que des formes de « populisme » efficaces en Amérique latine, un continent où les institutions de la démocratie représentative sont récentes et les Etats peu construits, ne le sont pas nécessairement dans des pays de plus ancienne tradition démocratique.

En Espagne, le pari de Podemos consiste sans doute à entretenir ce flou programmatique. Professeurs de sciences politiques, les dirigeants de la formation ont analysé l'impact du développement de la société espagnole depuis le milieu des années 1980. De nombreux fils d'ouvriers ont accédé à l'université et appris à ne plus s'identifier à l'origine sociale de leurs parents, bien qu'ils vivent désormais souvent moins bien qu'eux. Le constat d'un tel brouillage de classe – que l'on connaît ailleurs – a conduit Podemos à privilégier la construction du référentiel « peuple », plutôt que d'autres plus justes d'un point de vue sociologique.

Une fois le « peuple » constitué, toutefois, comment organiser ses priorités de façon à répondre aux revendications parfois contradictoires des instituteurs, artisans et écologistes cités plus haut ? La décision (contestée) du parti d'afficher son soutien au plan « d'aide » à la Grèce formulé le 13 juillet dernier (10) aurait-elle été possible avec un projet plus trempé idéologiquement ?

Alors que le mouvement ouvrier a été fragilisé et que la plupart des mouvements sociaux sont en recul, Laclau a doté Podemos d'outils rhétoriques qui ont rencontré un écho dans la société espagnole. Mais les dirigeants du jeune parti n'ont pas tort de souligner que leurs succès s'expliquent probablement avant tout par la singularité du contexte dans lequel ils s'inscrivent : celui d'une débâcle économique doublée d'une crise politique ; celui de l'émergence du puissant mouvement du 15-M. C'est sans

doute surtout sur ce dernier facteur que devront se pencher tous ceux qui voudront marcher sur les traces de Podemos.

(1) Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, Les Solitaires intempestifs, coll. « Expériences philosophiques », Paris, 2009. Sauf indication contraire, toutes les citations sont extraites de cet ouvrage.

(2) Íñigo Errejón et Chantal Mouffe, *Construir pueblo. Hegemonía y radicalización de la democracia*, Icaria Editorial, Barcelone, 2015.

(3) Ernesto Laclau, *La Raison populiste*, Seuil, Paris, 2008.

(4) Lire Razmig Keucheyan, « Gramsci, une pensée devenue monde », *Le Monde diplomatique*, juillet 2012.

(5) Íñigo Errejón et Chantal Mouffe, *Construir pueblo*, op. cit.

(6) Juan Domingo Perón a été président de juin 1946 à septembre 1955, puis d'octobre 1973 à juillet 1974.

(7) Íñigo Errejón et Chantal Mouffe, *Construir pueblo*, op. cit.

(8) Lire Pablo Iglesias, « Podemos, "notre stratégie" », *Le Monde diplomatique*, juillet 2015.

(9) Andrew Gamble, « Class politics and radical democracy », *New Left Review*, Londres, juillet-août 1987.

(10) Lire Yanis Varoufakis, « Leur seul objectif était de nous humilier », *Le Monde diplomatique*, août 2015.

MONDE diplomatique

ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ DU JOURNAL DEPUIS SA CRÉATION

www.monde-diplomatique.fr/archives

Aux Etats-Unis, l'art

Impossible, ou presque, de vivre aux Etats-Unis sans contracter un emprunt. Devant les difficultés de leurs clients à rembourser, les banques augmentent les pénalités et... leurs profits. En revanche, dans certains quartiers défavorisés, elles refusent d'ouvrir des agences. Les habitants doivent alors avoir recours aux échoppes de « prêteurs rapaces ».

PAR MAXIME ROBIN *

AU COMPTOIR d'un *check casher*, le long de Broadway, une artère de Central Brooklyn assombrie par le métro aérien de New York, M. Carlos Rivera demande un sursis. « *No tengo los 10 pesos* » (« Je n'ai pas les 10 dollars »), lance-t-il à l'employée derrière la vitre. A Brooklyn, ces boutiques sont omniprésentes : les Pages jaunes en recensent 268. On les reconnaît à leurs façades colorées et décrépités, à leurs néons, au symbole du dollar et au mot « Cash » sur les vitrines. Outre les transferts d'argent liquide, elles assurent l'encaissement des chèques à l'ordre d'habitants qui n'ont pas de compte en banque : le montant est converti en

espèces moyennant une commission (autour de 2 % pour 100 dollars, plus frais divers). Elles proposent aussi des prêts de très court terme à des taux d'intérêt très élevés.

A l'échelle nationale, ces milliers d'échoppes forment une industrie financière puissante, multiforme, désignée par le terme générique de *predatory lenders*, ou « prêteurs rapaces ». Un surnom dû à un modèle commercial agressif : on ne lâche jamais un emprunteur, qui rembourse souvent une dette contractée lors d'un premier emprunt en en souscrivant un nouveau.

Des centaines de déserts bancaires

MALGRÉ leur succès fulgurant, ces prêteurs sans scrupules n'ont pas bonne presse dans le pays. Les Etats essaient tant bien que mal de brider leurs activités. Le produit financier le plus ravageur est interdit dans celui de New York, mais légal en Californie : c'est le *payday loan*, ou « prêt sur salaire », soit un emprunt à ultracourt terme (quinze jours au plus) que l'on rembourse le jour de sa paie avec de gros intérêts. Un client peut ainsi obtenir un prêt de 300 dollars qu'il rembourse 346 dollars le jour où il touche son salaire.

Cette industrie, qui n'existait pas il y a vingt ans, a généré l'an dernier 46 milliards de dollars de profit. Il existe désormais aux Etats-Unis plus de « prêteurs rapaces » que de McDonald's et de Starbucks réunis. Le Centre pour une finance responsable (Center for Responsible Lending, CRL), chargé d'en répertorier les abus, estimait à sa création, en 2002, que le coût total de ces emprunts s'élevait à 9,1 milliards de dollars en intérêts de toute sorte et en saisies en cas d'insolvabilité. Treize ans plus tard, il s'avoue désormais incapable de calculer leur impact : « *Le total s'élève à plusieurs centaines de milliards de dollars, s'alarmait-il au mois de juin. Cela plombe la vie de millions d'Américains, mais aussi du pays dans son ensemble* (1). »

* Journaliste.

Un pauvre aux Etats-Unis paie déjà davantage pour tout : prestations quotidiennes, alimentation, assurances (2). Le concept de *poverty penalty* (« pauvreté pénalisante ») n'est pas neuf : David Caplovitz l'avait théorisé dès 1967 dans un précis de sociologie devenu un classique, *The Poor Pay More* (« Les pauvres paient plus ») (3). Son analyse reste pertinente. « *Les pauvres paient plus cher pour un litre de lait et pour des logements de moins bonne qualité* », s'alarmait en 2009 M. Earl Blumenauer, député démocrate de l'Oregon. Les 37 millions d'Américains qui vivent sous le seuil de pauvreté et les 100 millions d'autres qui se débattent pour intégrer la classe moyenne « *paient pour des choses que la classe moyenne considère comme un dû* » (4).

Un exemple parmi d'autres : selon un rapport de l'association de consommateurs Consumer Federation of America, les grilles tarifaires des principales compagnies d'assurances automobiles accordent plus d'importance au niveau d'études de leurs clients et à leur situation professionnelle qu'à la fiabilité de leur conduite. Dans deux tiers des cas examinés, « *les bons conducteurs pauvres paient plus cher [autour de 25 %] que les riches qui ont déjà causé un accident* » (5).

« *Il faut être riche pour mener une vie de pauvre* », constatait ironiquement le



FANNY ALLIÉ. – « Portraits de rue », 2015

Washington Post (6) en recensant les petites choses de la vie qui pénalisent les travailleurs impécunieux : temps perdu dans les transports, files d'attente de toute sorte pour des services de moins bonne qualité, etc. Le tout sans marge pour les loisirs ni droit à l'erreur.

Ces vies réglées au cordeau prennent parfois un tour tragique. Comme celle de Maria Fernandes, morte en septembre 2014 dans sa voiture sur un parking du New Jersey. Employée depuis quatre ans par la chaîne de restauration rapide Dunkin' Donuts, cette femme de 32 ans cumulait trois postes (après-midi, nuit et week-end) dans trois établissements différents pour assurer l'éducation de sa fille et gagnait le salaire minimum alors en vigueur dans l'Etat du New Jersey : 8,25 dollars l'heure. Elle payait 550 dollars par mois pour un meublé où elle ne dormait que très rarement. Elle se reposait plutôt dans sa voiture, moteur et climatisation en marche pour rafraîchir l'habitacle, tout en gardant un bidon d'essence sur le siège arrière. Ce bidon s'est accidentellement renversé durant l'une de ses

siestes, répandant des fumées toxiques qui l'ont asphyxiée. Un porte-parole de Dunkin' Donuts lui a rendu hommage dans un communiqué en la qualifiant d'« *employée modèle* » (7).

Retour au *check casher* de Brooklyn. La guichetière propose un arrangement à M. Rivera : le remboursement de sa dette pourra attendre le lendemain. Elle l'appelle par son prénom ; il est visiblement un habitué. Soulagé, il passe un bref coup de fil, promettant, en anglais, de rembourser son correspondant. Puis il repart pousser un chariot de supermarché le long des rues. Il le remplit de bouteilles à recycler ; la consigne dans les supermarchés alentour est de 10 centimes la bouteille. Il vit aussi de petits boulots au noir « *dans la construction* ». Il a été client d'une banque, jadis ; il ne sait plus bien quand.

Les établissements financiers traditionnels ouvrent moins d'agences dans les quartiers à bas revenus. L'aire définie par le code postal de M. Rivera, Stuyvesant Heights, en compte seulement deux pour 85 000 habitants : un désert bancaire, comme on en trouve 650 dans le pays (8). Par un paradoxe vertigineux, Stuyvesant Heights se situe à dix arrêts de métro de Wall Street, centre névralgique de la finance mondiale. « *Ouvrir des agences dans les quartiers défavorisés, cela ne vaut pas le coup pour les banques, nous explique Lisa Servon, professeure de politique urbaine à la New School de New York. Les habitants y représentent davantage un fardeau qu'une source de profits. Ils ne déposent pas d'argent et passent trop de temps au guichet. Les banques recherchent l'inverse : des clients qu'elles ne voient jamais et qui déposent de l'argent.* »

Les *check cashers* les ont donc remplacés dans les quartiers pauvres, en fondant leur modèle économique sur un service de proximité, sur la diversification des services (vente de cartes SIM prépayées, loto...) et sur un pourcentage prélevé à chaque transaction. « *Les banques veulent un seul client riche de 1 million de dollars ; nous, nous voulons un million de clients riches de 1 dollar* », résume sans ambages M. Joe Coleman, président de RiteCheck, une importante enseigne qui dispose de douze antennes dans le Bronx et à Harlem (9). Pour les pauvres, ces établissements sont le dernier recours avant les emprunts informels dans la rue, à leurs risques et périls, hors de tout cadre légal, auprès de *loan sharks*

(usuriers). Ces individus en lien avec la petite ou grande criminalité recourent à la violence pour récupérer les sommes empruntées augmentées des intérêts.

Servon remarque également que les communautés immigrées de New York, en particulier hispaniques, mais aussi sénégalaises ou arabes, ont importé une méthode informelle de microcrédit à taux zéro. Le principe est simple : plusieurs personnes investissent un petit montant dans un pot commun. « *Chaque semaine, selon un système roulant, un investisseur différent s'octroie le pot* », explique la professeure, qui se penche sur ces cercles de crédit alternatifs sans pouvoir encore évaluer leur nombre ni leur poids économique.

Si les pauvres n'intéressent pas Chase ou Bank of America, la réciproque est vraie aussi, selon les travaux de Servon. « *Les pauvres préfèrent les check cashers parce qu'ils paieraient encore plus cher avec les banques, en raison des frais de dépassement et des agios [frais occasionnés par un découvert]* », explique-t-elle. Les banques sont plus gourmandes et ne proposent pas de petits crédits à court terme adaptés à leurs besoins. Chaque établissement dispose d'un arsenal moyen de 49 sanctions possibles pour un compte courant ; un simple retrait dépassant le découvert autorisé peut entraîner des pénalités en cascade. Selon les statistiques obtenues auprès des dix plus grandes banques américaines par la Federal Deposit Insurance Corporation – l'organisme assurant les banques –, la moitié des découverts sont provoqués par des dépenses inférieures à 36 dollars. Et si les découverts étaient considérés comme des emprunts à court terme, leurs intérêts atteindraient le taux à peine imaginable de 5 000 % par an.

En 2011, les banques américaines ont réalisé un profit de 38 milliards de dollars uniquement en facturant des agios (10). « *Elles sont de plus en plus chères, commente Servon. L'instabilité financière des Américains a augmenté ; leurs revenus sont devenus volatils. Ils cumulent plusieurs emplois, grappillent des heures ici et là. Leurs chèques n'ont pas le même montant à la fin de chaque mois. Ils n'ont pas de budget prévisionnel. Ils manquent d'argent ; les déficits sont réguliers, les pénalités s'accroissent.* » Il n'est pas rare de rencontrer quelqu'un qui bénéficiait d'un salaire stable avant la crise et qui occupe désormais deux emplois précaires à temps partiel payés à l'heure. Les frais de santé, d'éducation, de garderie ont explosé, et « *les employeurs offrent moins de prestations sociales alors que les Américains doivent gérer de plus grosses dépenses. Il n'y a plus de droit à l'erreur... C'est le cœur du problème.* »

Un Américain dans la norme est un Américain endetté qui rembourse les échéances en temps et en heure. Hors des radars du système bancaire, près de dix millions de foyers américains ne disposent pas d'un outil essentiel pour jouir d'un statut social correct aux Etats-Unis : le *credit score* (« cote de crédit »). Ce nombre à trois chiffres démarre généralement à 300 (très médiocre) et plafonne à 850 (très bon), avec des variantes commençant à 100 ou terminant à 990 selon les établis-

(1) « The cumulative costs of predatory practices », Center for Responsible Lending, Durham, juin 2015.

(2) Lire Serge Halimi, « Pauvreté à l'américaine dans l'autre Californie », *Le Monde diplomatique*, septembre 1988.

(3) David Caplovitz, *The Poor Pay More : Consumer Practices of Low-Income Families*, Free Press, New York, 1967.

(4) DeNeen L. Brown, « The high cost of poverty : Why the poor pay more », *The Washington Post*, 18 mai 2009.

(5) « Largest auto insurers frequently charge higher premiums to safe drivers than to those responsible for accidents », Consumer Federation of America, Washington, DC, 28 janvier 2013.

(6) DeNeen L. Brown, « The high cost of poverty », art. cit.

(7) Rachel L. Swarns, « For a worker with little time between 3 jobs, a nap has fatal consequences », *The New York Times*, 28 septembre 2014.

(8) Russell D. Kashian, Ran Tao et Claudia Perez-Valdez, « Banking the unbanked : Bank deserts in the United States », Université du Wisconsin, Madison, 2015.

(9) Lisa Servon, « The high cost, for the poor, of using a bank », *The New Yorker*, 9 octobre 2013.

(10) « Graphic : Checking account risks at a glance », The Pew Charitable Trust, Philadelphie, 2011.

Fête de l'Humanité 11*12*13 SEPTEMBRE 2015

MANU CHAO ★ **TEXAS** ★ **SHAKA PONK** ★ **METHOD MAN AND REDMAN** ★ **YOUSSOUPHA** ★ **LA FAMILLE CHEDID** ★ **JULIETTE GRÉCO** ★ **TRIGGERFINGER** ★ **SOVIET SUPREM** ★ **TIKEN JAH FAKOLY AND FRIENDS** (concert solidaire avec l'AFRIQUE)

LES INNOCENTS ★ ZOUFRIS MARACAS ★ LES HURLEMENTS D'LEO AL KAMANDJATI avec L'ORCHESTRE DE CHAMBRE de PARIS ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE ★ DIVERTIMENTO ★ LA MAISON TELLIER LÉLINE RENAUD ★ LA CAFETERA ROJA ★ THE MISSIVE

22€ LES 3 JOURS (prévente militante) 32€ points de vente commerciaux / 35€ sur place MOINS DE 15 ANS GRATUIT

PARC DÉPARTEMENTAL GEORGES-VALBON ★ LA COURNEUVE

L'Humanité, L'Humanité DROUOT, L'Humanité.fr, Zebrock, fnac, radio france, inter, info, biqui, m2m, m6, fip, M6 JUV, M6

UNE SOCIÉTÉ GANGRENÉE PAR LE CRÉDIT

de rançonner les pauvres

sements. Cet identifiant personnel devient aussi important qu'un numéro de sécurité sociale. Inconnu en France, le dossier de crédit conditionne la vie entière d'un citoyen nord-américain. Il atteste que l'on rembourse ses échéances à temps et que l'on est suffisamment digne de confiance pour pouvoir emprunter.

Au départ réservé aux banques pour des prêts immobiliers, le dossier de crédit peut être consulté par un commerce, par une assurance, par un propriétaire avant la location d'un bien, ou même par un employeur potentiel. Une bonne cote est une source de fierté. Elle s'immisce jusque dans les sites de rencontres en ligne, où elle permet de juger si votre situation financière est suffisamment saine pour qu'il vaille la peine d'engager la conversation avec vous (11). Une facture en retard l'affecte aussitôt; si les problèmes s'accumulent, elle dégringole, et les banques s'arrogent le droit d'augmenter leurs taux d'intérêt.

Le pire demeure l'exclusion bancaire, faute d'avoir pu construire une cote de solvabilité : on devient alors *credit invisible*. Les portes se ferment; la vie devient plus chère et plus compliquée. Selon un rapport du Bureau de protection financière des consommateurs (Consumer Financial Protection Bureau, une agence fédérale), 30 % de la population des quartiers à bas revenus est exclue du crédit. A l'échelle nationale, cette marque d'infamie touche davantage les Noirs et les Hispaniques : 15 % d'entre eux, contre 9 % des Blancs et des Asiatiques (12).

Alors que l'Europe privilégie l'épargne, la société américaine encourage fortement

le crédit (13). L'endettement des ménages est en expansion constante. Ne pas être endetté est un signe de mauvaise santé financière. Actuellement, chaque foyer dispose en moyenne de huit cartes de crédit et, selon l'Urban Institute, l'en-cours moyen des crédits à la consommation s'élève à 15 000 dollars par famille.

Un événement survenu à la fin des années 1980 a bouleversé à bas bruit des structures économiques anciennes (14) : la déréglementation du taux d'usage, autrement dit la disparition des plafonds des taux d'intérêt bancaires. Cela a permis à un très grand nombre d'Américains d'accéder à l'emprunt; en contrepartie, les banques ont obtenu le droit de fixer

les taux d'intérêt dans une opacité presque totale. Le taux de faillites personnelles a explosé et les prêts à la consommation ont atteint des niveaux jamais vus depuis la Grande Dépression. « C'est la seule industrie capable d'agir de cette façon (15) », s'insurgeait en 2004 M^{me} Elizabeth Warren. Cette figure de l'aile gauche du Parti démocrate a passé sa carrière à dénoncer les abus de l'industrie du crédit. Elle est à l'origine de la création, en 2010, suite à la crise, du Bureau de protection financière des consommateurs. Elle a longtemps enseigné le droit financier à Harvard. Pour illustrer l'opacité de l'industrie bancaire, elle se déclare elle-même incapable de calculer les intérêts des crédits qu'elle a contractés.

courroie de transmission d'une voiture qui lâche, emprunt de jeunesse qui vous rattrape : la perspective d'une faillite personnelle est de moins en moins abstraite, y compris au sein de la classe moyenne.

Pour l'industrie du crédit, M. et M^{me} ShROUT sont des clients parfaits. M^{me} ShROUT a obtenu son diplôme à l'Université de l'Oregon dans les années 1990. Le prix de ses études a été « très modique, surtout comparé à maintenant ». A la rentrée, sur les pelouses du campus, elle se souvient de grandes tentes où l'on proposait aux étudiants des cartes de crédit dans une atmosphère de fête. « Les représentants étaient jeunes comme nous, ils portaient des tee-shirts colorés. Si on signait pour un crédit, on gagnait un repas gratuit ou un Frisbee. C'est stupide; mais quand on a 17 ans, c'est enivrant. On se dit qu'on peut faire ce qu'on veut en un claquement de doigts : on gagnera bien assez plus tard pour rembourser... » En quatre années d'études, elle a signé pour cinq cartes de crédit différentes. « C'est devenu une manière de régler les problèmes. » A son mariage, à l'âge de 28 ans, elle gagnait 25 000 dollars par an, mais cumulait 13 000 dollars de dettes; son mari, 8 000.

Ses parents, eux, ont fait leurs études au Boston College, « mais ni l'un ni l'autre n'avait souscrit d'emprunt pour les payer, comme c'est la règle maintenant ». Pour son père, un job dans une station-service assorti d'une bourse avait suffi. A la rentrée 2015, une année d'études au Boston College coûte 48 540 dollars par an – 62 820 dollars avec chambre sur le campus, selon le site de l'établissement.

Les foyers américains ne contractent pas de dettes pour s'offrir une piscine ou un 4x4, mais pour assurer l'essentiel : logement, santé, voiture, éducation, assurances. « Dans d'autres pays mieux organisés, les gens n'ont pas de dettes de santé ou d'éducation, soupire avec envie M^{me} ShROUT. Si j'étais une mère en Suède, notre histoire serait bien différente, et j'aurais eu plus de dix jours de congé maternité. Je ne veux pas faire porter le chapeau à la société ou aux organismes de crédit : j'ai ma part de responsabilité. Mais aux Etats-Unis, les jeunes sont davantage exposés à la dette que partout ailleurs. Ils sont livrés à eux-mêmes. C'est la porte ouverte à des situations dramatiques. Le système entier peut devenir prédateur. »

Les dettes de M. Rivera ou de M^{me} ShROUT sont de petits ruisseaux; à l'échelle nationale, elles forment la grande rivière des emprunts, qui a gonflé de 22 % ces trois dernières années. En 2014, le crédit à la consommation a même atteint un pic historique de 3 200 milliards de dollars.

MAXIME ROBIN.

(11) « Where good credit is sexy !! », www.creditscore.com

(12) « Data point : credit invisibles », Consumer Financial Protection Bureau, mai 2015, www.consumerfinance.gov

(13) Lire Christopher Newfield, « La dette étudiante, une bombe à retardement », *Le Monde diplomatique*, septembre 2012.

(14) Les lois sur l'usure américaine dérivent de la *common law* anglaise. Cf. Steven Mercatante, « The deregulation of usury ceilings, rise of easy credit, and increasing consumer debt », *South Dakota Law Review*, Vermillion, 2008.

(15) « Frontline », PBS, 23 novembre 2004.

(16) *Ibid.*

Des dettes pour assurer le minimum vital

LES MEMBRES de la classe moyenne et ceux qui travaillent pour y accéder demeurent la principale source de profit des banques, en raison des problèmes qu'ils rencontrent pour rembourser leurs emprunts et des pénalités qui s'accumulent. Pour M^{me} Warren, ce sont eux qui portent à bout de bras l'industrie du crédit : « Les gens en difficulté, proches de la faillite; ceux qui ne peuvent payer que le strict minimum chaque mois pour rembourser leurs intérêts, qui paient parfois en retard, qui font de temps en temps un chèque sans provision, qui loupent une échéance par-ci-par-là (16)... »

Dans l'Oregon, M^{me} Claire ShROUT, infirmière, mariée, deux enfants, appartient à cette catégorie. Un grain de sable a fait

dérailler sa vie de famille : le cancer de son mari, alors qu'elle était enceinte de leur deuxième garçon. « Quand j'ai accouché, mon mari finissait juste sa chimiothérapie », raconte-t-elle. Elle n'a jamais pu épargner pour se constituer un fonds d'urgence à cause d'emprunts contractés durant ses années d'études : « Des milliers de dollars partaient chaque mois. » Son mari a dû abandonner son travail en raison de sa maladie, et elle aussi a dû quitter le sien pendant quatre mois. « Sans revenus, on a dû emprunter pour payer les dépenses médicales et assurer le quotidien. Pour rembourser le premier crédit, on en a pris un deuxième. Pour payer le deuxième, un troisième... C'est ainsi que les ennuis ont commencé. Juste pour vivre. » Maladie d'un conjoint,



FANNY ALLIÉ. – « Portraits de rue », 2015

Barboter dans les privilèges

LE 5 JUIN DERNIER, à McKinney, dans la banlieue de Dallas (Texas), un policier blanc est filmé en train de malmenier des adolescents noirs en maillot de bain. On voit l'agent perdre son calme, pointer son arme, puis pousser et immobiliser une fille de 15 ans en bikini. Les jeunes étaient venus fêter un anniversaire au bord de la piscine de Craig Ranch, une *gated community* (lotissement fermé). Beaucoup étaient noirs et beaucoup n'avaient pas le droit de se trouver là. Dans un contexte national de brutalités policières en série, la vidéo amateur a déclenché un scandale.

Dans le mensuel *The Atlantic*, l'historien et journaliste Yoni Applebaum analyse l'incident selon une grille de lecture raciale et historique. Il y voit le résultat de la privatisation de services publics mise en œuvre pour écarter les populations indésirables, en l'occurrence les Noirs. « Avant 1950, relèvent-ils, les Américains nageaient dans les piscines municipales aussi souvent qu'ils allaient au cinéma. On comptait peu de clubs de natation, et les rares piscines privées étaient un signe d'extrême richesse. » Un demi-siècle plus tard, « le nombre de piscines privées aux Etats-Unis est passé de 2 500 à plus de 4 millions (1) ». Pour s'y baigner, il faut habiter certains quartiers ou adhérer à un club. Applebaum s'appuie sur l'historien Jeff Wiltse pour affirmer que la lutte pour les droits civiques est directement à l'origine de ce processus : « Beaucoup de Blancs ont abandonné les piscines publiques suite à la déségrégation, mais ils n'ont pas renoncé à la natation pour autant. Ils ont construit des piscines privées, soit résidentielles,

soit dans des clubs nautiques, de façon à pouvoir contrôler la classe sociale et la couleur de peau des nageurs (2). »

Cette évolution ne concerne pas que les piscines. L'oxymore *privately owned public spaces* (« lieux publics privatisés ») définit ainsi tout espace dont l'accès est strictement réglementé par les entreprises propriétaires ou par les ayants droit. Il s'est fortement développé et comprend désormais les parcs, ainsi que certaines plages ou abords de lac.

MICHAEL SANDEL, professeur de droit à Harvard, s'est penché sur l'économie des passe-droits accordés aux individus, moyennant finance, à tous les moments de l'existence. « Nous n'avons pas vraiment eu de débat sur la question, remarque-t-il. Jusqu'où peut-on laisser faire le marché? Jusqu'où sert-il le bien public, à partir de quand l'érode-t-il (3) ? » Aujourd'hui, on peut payer pour couper la file dans de nombreux lieux, comme les parcs d'attractions. Sur les autoroutes de Minneapolis, Seattle, San Diego et d'autres métropoles congestionnées des Etats-Unis, on peut payer son accès à la voie rapide, à des tarifs qui fluctuent selon l'état du trafic. La possibilité d'acheter des privilèges s'est même étendue... à la prison : dans le comté de Santa Barbara, en Californie, un détenu peut obtenir une cellule plus confortable pour 90 dollars par nuit.

Sandel relève également de nouvelles manières de gagner de l'argent pour les individus : servir de

cobaye humain pour l'industrie pharmaceutique (autour de 7 500 dollars, parfois davantage si le traitement est handicapant ou si des complications surviennent) ou louer ses services à des entreprises de mercenariat opérant au Proche-Orient (1 000 dollars par jour).

DANS cet inventaire de la marchandisation post-moderne, la démonstration prend un tour nouveau quand le juriste repère une transaction qui bafoue l'idéal démocratique américain. Elle a lieu tous les jours au Capitole de Washington. Les audiences du Congrès sont publiques, mais la queue pour y assister est interminable, à la grande frustration des lobbyistes. Des compagnies recrutent donc des gens pour faire la queue à leur place, moyennant rétribution. Ces individus, affirme Sandel, seraient en grande majorité des sans domicile fixe. « Tout le monde devrait pourtant avoir un accès égal aux institutions », objecte-t-il.

La valeur que la société de marché met le plus en danger, selon lui, est la *communality*, le sens de la vie collective. Lui-même a grandi à Minneapolis au milieu des années 1960, et il était fan des Twins, l'équipe de base-ball de la ville. Au stade, toutes les places coûtaient à peu près le même prix : 3,50 dollars pour la tribune d'honneur, 1 dollar pour une place en virage. « Patrons et employés faisaient la queue pour manger les mêmes hot-dogs et boire les mêmes bières sans bulles. Quand il pleuvait, tout le monde était trempé... Tout cela est terminé. Si vous allez dans les stades, aujourd'hui, il y a des espaces réservés, vitrés, où les privilégiés s'isolent

du reste du monde. Ce n'est plus le même mélange des classes. Ce n'est plus la même queue pour les toilettes. Quand il pleut, certains ne sont pas mouillés (4). » De plus en plus, ajoute-t-il, les gens fortunés et les gens modestes « vivent des vies séparées, vont à l'école et font leurs courses sans se croiser ».

Les toboggans chlorés de la piscine de McKinney sont les témoins de ce changement de société. La ville dispose de trois piscines publiques, toutes du côté où se concentrent les revenus modestes. Dans les quartiers aisés, les piscines sont privées ou semi-privées, avec un accès exclusif et contrôlé. Dans le cas de Craig Ranch, chaque résident dispose d'un nombre de places limité qu'il distribue à sa guise.

A MCKINNEY, les adolescents venus fêter un anniversaire ne nageaient pas dans une piscine publique, mais dans un bassin réservé aux habitants d'un quartier socialement et racialement très homogène, détenteurs d'un ancien bien commun devenu un privilège.

M. R.

(1) « McKinney, Texas, and the racial history of American swimming pools », *The Atlantic*, Washington, DC, 8 juin 2015.

(2) Jeff Wiltse, *Contested Waters : A Social History of Swimming Pools in America*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2010.

(3) Michael J. Sandel, *What Money Can't Buy : The Moral Limits of Markets*, Farrar, Straus and Giroux, New York, 2013.

(4) Lire Richard A. Keiser, « Sportifs de salon », *Le Monde diplomatique*, juillet 2008.

CONFLIT AVEC LE CHILI POUR L'ACCÈS À L'OcéAN

La Bolivie les yeux vers les flots

La Cour internationale de justice devra trancher dans les prochaines semaines un contentieux de plus d'un siècle. Défaite lors de la guerre du Pacifique (1879-1883), la Bolivie a perdu son littoral au bénéfice du Chili. L'enjeu économique, lié à la création d'un corridor qui faciliterait les relations commerciales de toute la région avec l'Asie, éclipse aujourd'hui les considérations politiques.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
CÉDRIC GOUVERNEUR*

L'AUBE se lève sur El Alto, banlieue de La Paz, à 4 000 mètres d'altitude. Dans le froid matinal, MM. Juan Capiona et Sandro T. (1) font tourner les moteurs de leurs semi-remorques. Comme chaque mois, les deux chauffeurs s'apprêtent à partir pour la côte chilienne. Un voyage délicat à travers l'Altiplano, les Andes et le désert d'Atacama, d'où ils reviendront avec chacun 45 tonnes de fret. « *Ce serait bien plus simple s'il n'y avait pas de frontières* », soupire M. Capiona, qui se prépare à affronter une nouvelle fois les files d'attente, les contrôles interminables, les formalités administratives.

Dans un article récent où il se mettait en quête d'oxymores (2) évocateurs, le journaliste britannique Edward Luce en citait deux : « charbon propre » et « marine bolivienne » (3). Comme la plupart de ses compatriotes, M. Capiona aurait sursauté à cette lecture : il sait bien que le territoire qui sépare son pays des flots n'a pas toujours été étranger. Lors de son indépendance, en 1825, la Bolivie jouissait de 400 kilomètres de littoral, qui furent annexés par le Chili lors de la guerre du Pacifique (*lire l'encadré page 7*). Depuis, le pays est le seul du continent à se trouver totalement enclavé, le Paraguay jouissant d'un accès à l'Atlantique grâce au fleuve Paraná.

Selon *El Libro del Mar* (Le Livre de la mer), un document publié par La Paz en 2014 (4), cela entrave son développement, notamment en renchérissant ses exportations et en le privant des ressources du territoire annexé. Une étude de l'économiste américain Jeffrey Sachs (5) conclut que l'absence d'accès à la mer soustrait 0,7 % de croissance économique aux pays concernés (6). Sur chaque continent, la nation la plus pauvre est justement enclavée : Moldavie, Niger, Afghanistan, Népal... et Bolivie. Mais les Boliviens ont, eux, perdu leur littoral après une guerre. Ils vivent donc cette situation non comme une fatalité géographique, mais comme une injustice.

Les deux semi-remorques quittent El Alto en direction du sud. Les camions ne sont plus tout jeunes : sur les portières du premier, on distingue encore le nom et l'adresse d'un transporteur finlandais, vestiges de la première vie du vénérable engin. M. Capiona, 27 ans, est routier depuis six ans. Régulièrement, il se rend au Chili pour charger du fret qu'il achemine parfois jusqu'à la frontière brésilienne. L'océan, il le trouve « beau, sans limites », et il regrette de n'avoir jamais eu l'occasion de s'y baigner ou de profiter de la plage, « *faute de temps* ». Comme tous les Boliviens rencontrés, il rêve de « voir un jour notre drapeau flotter de nouveau sur quelques kilomètres de côte ».

Tout comme son père Lizardo, chef d'entreprise et président de la chambre de commerce du Pando (département à l'extrême nord de la Bolivie), M. Capiona soutient M. Evo Morales sur cette question épidémique. Le président a lancé le 24 avril 2013 une procédure devant la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye en invoquant l'obligation pour le Chili de « *négoçier de bonne foi et de manière effective en vue de parvenir à un accord assurant un accès pleinement souverain à l'océan Pacifique* ». Sur ce dossier, M. Morales, réélu à une large majorité pour un troisième mandat en octobre 2014, fait l'unanimité, ou presque. Signe que ce combat transcende les clivages partisans, l'ambassadeur itinérant bolivien chargé de plaider la cause maritime à travers le globe n'est autre que l'ancien président conservateur Carlos

Mesa (2003-2005). La Bolivie mise sur la récente réélection de la présidente socialiste chilienne Michelle Bachelet, avec qui un dialogue s'était amorcé lors de son premier mandat (2006-2010), pour régler ce contentieux séculaire.

Vers midi, à la sortie de la ville minière d'Oruro, les deux camions obliquent vers l'ouest. L'Altiplano se fait de plus en plus aride, et à l'horizon se dressent les pics enneigés de la cordillère. Les lamas broutent entre les *chulparas*, les sépultures précolombiennes visibles ici ou là. Tout au fond d'un ravin, un conteneur torde témoigne de la dangerosité de la route, pas toujours goudronnée. Des travaux ont pourtant été engagés avec l'appui de l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine (IIRSA), un programme de modernisation en grande partie imaginé par la bourgeoisie de São Paulo pour lui assurer un accès à la façade Pacifique (7). On croise une colonne distendue de semi-remorques chargés de voitures flambant neuves : des véhicules sud-coréens et japonais qui ont traversé l'océan en porte-conteneurs. Escarpée et cahotante, la voie n'en demeure pas moins un axe vital du commerce mondial.

En fin d'après-midi, nous atteignons Pisiga, hameau bolivien endormi qui marque la frontière. M. Capiona et son compère n'oublient pas d'y faire le plein : au Chili, le carburant coûte deux fois plus cher (l'équivalent de 80 centimes d'euro le litre). Puis ils vont se garer devant la barrière déjà close, afin de la franchir parmi les premiers à l'ouverture de la douane le lendemain à 8 heures – 9 heures côté chilien. Derrière eux, camions et autocars viennent bientôt se ranger sur des centaines de mètres. « *Et ça, ce n'est rien*, commente l'un d'eux. *Lors de la grève des douaniers chiliens* [en novembre 2013], *on était des milliers à se retrouver bloqués des jours à la frontière.* » Selon la Chambre des exportateurs boliviens (Camex), 40 % des exportations du pays, soit environ 1,5 million de tonnes par an, doivent transiter par les ports du voisin chilien.

Le lendemain matin, après avoir bu leur maté, les deux hommes avancent leurs camions jusqu'à poste-frontière, où les véhicules seront inspectés. Papiers en main, ils prennent place dans la queue qui mène aux guichets des services migratoires. Première surprise : pas de file réservée aux professionnels. Les routiers boliviens se trouvent donc noyés au milieu des centaines de passagers des autocars de tourisme ralliant les deux pays : familles chiliennes de retour de congés, travailleurs boliviens se rendant au Chili ou routards occidentaux...

Les contrôles, méticuleux, paraissent interminables. La Bolivie compte au nombre des principaux producteurs de cocaïne, et des « mules », ces passeurs de drogue souvent pauvres et vulnérables, manipulés par les cartels, tentent régulièrement leur chance à ce poste-frontière. Trois heures plus tard, les deux chauffeurs remontent enfin dans leurs camions. « *Parfois, c'est plus long* », glisse M. Capiona, avant de sortir de sa poche un paquet de cacahuètes : « *Les policiers ne l'ont pas vu!* », lance-t-il avec un sourire complice. Afin d'éviter toute contamination bactérienne de son fragile écosystème, le Chili interdit aux visiteurs de transporter de la nourriture, même des sandwiches. Pour les routiers, la mesure est douloureuse : au Chili, le moindre repas coûte cinq fois plus cher que de l'autre côté de la frontière (8).

Les camions grimpent désormais sur les routes escarpées du désert d'Atacama, avant de redescen-



OLIVIER TOURON - DIVERGENCE

OLIVIER TOURON. – De La Paz à la frontière chilienne dans le camion de Juan Capiona, janvier 2015 (ci-dessus et page de droite)

dre jusqu'au Pacifique ; au total, un dénivelé de plus de 4 300 mètres. En milieu d'après-midi, les chauffeurs font halte à Alto Hospicio, un bourg situé à une dizaine de kilomètres d'Iquique, où doivent séjourner tous les routiers en transit. M. Capiona hausse les épaules à la vue de l'océan qui scintille : il doit retourner au plus vite en Bolivie, où une nouvelle cargaison l'attend.

Le lendemain, nous le retrouvons à la Zofri. Cette zone franche, créée en 1975 sous l'impulsion des « Chicago boys » (9), est la plus importante d'Amérique du Sud. Une véritable ville dans la ville, où s'écoulent, libres de droits de douane, des produits en provenance d'Asie, pour le plus grand bonheur des consommateurs chiliens, venus parfois de la capitale, Santiago, à 1 800 kilomètres au sud. Des dockers chiliens chargent l'un des semi-remorques de 88 motos nippones *made in China* ; l'autre, de centaines de caisses de spiritueux. Leurs cargaisons arrimées et bâchées, les deux routiers remonteront le lendemain vers Arica, où leurs camions seront pesés. Ils retraverseront alors l'Atacama et les Andes jusqu'en Bolivie. De là, ils descendront jusqu'à Cobija, à la frontière nord avec le Brésil, destination finale de leurs marchandises (10). Puis ils descendront à Santa Cruz de la Sierra, capitale économique de la Bolivie, charger une autre cargaison avant de regagner enfin La Paz.

Une corvette chilienne éperonnée et coulée par un cuirassé péruvien

Selon la Banque mondiale, cette ronde infernale explique en partie pourquoi les exportations de la Bolivie sont 55 % plus chères que celles du Chili. Le pays andin affiche les coûts de transport les plus élevés d'Amérique du Sud : ils dépassent la moyenne de 31 % (11). Fortes de ces chiffres, les autorités boliviennes imputent une partie du retard du pays à la perte du littoral.

Côté chilien, c'est un autre son de cloche. A Iquique, M. Jorge Soria Quiroga, un ancien athlète âgé de 78 ans, est une figure de la vie politique locale. Elu voilà un demi-siècle, embastillé sous la dictature, ce socialiste a retrouvé son fauteuil au retour de la démocratie, en 1990. Il sort de ses gonds à l'évocation des revendications boliviennes : « *Accepteriez-vous qu'un corridor allemand traverse Paris?* », s'insurge-t-il de sa voix de baryton. Comparaison osée ? Elle illustre en tout cas l'extrême sensibilité de la question ici, d'un bord à l'autre de l'échiquier politique. « *Les frontières de l'Europe sont le résultat des guerres*, poursuit-il. *On n'imagine pas les Européens revenir sur leur tracé. Même Augusto Pinochet* [dictateur chilien au pouvoir de 1973 à 1990] *avait cherché une solution au conflit : il avait proposé à Hugo Banzer* [dictateur au pouvoir en Bolivie de 1971 à 1978] *un couloir au nord d'Arica. Et devinez quoi? Le Pérou s'y est opposé, car il n'aurait plus eu de frontière avec le Chili. Voilà bien la preuve que redessiner les frontières est impossible!* » Depuis l'échec de ces négociations, en 1978, La Paz et Santiago n'ont plus de relations diplomatiques. En 1970 déjà, ils avaient discuté de la possibilité d'établir un corridor bolivien. Mais la prise de pouvoir du général Banzer avait mis fin aux négociations...

Le 8 juillet dernier, lors de sa visite en Bolivie, le pape François a cependant encouragé les deux voisins au « dialogue », disant « *penser à la mer* » (*lire l'article pages 8 et 9*). Santiago s'est affirmé prêt à rétablir « *immédiatement* » et « *sans conditions* » les relations diplomatiques avec La Paz. M. Morales a de son côté invité M^{me} Bachelet à se rendre avec lui au Vatican « *pour parvenir à une solution définitive qui rende à la Bolivie un accès souverain au Pacifique,*

avec un garant, le pape François ». Reste que le président bolivien parle depuis du souverain pontife comme d'un allié, évoquant même dans une interview « *l'appui du pape à la cause maritime* (12) ». Pas sûr que le Chili voie véritablement d'un bon œil la médiation d'un pape venu de l'Argentine rivale...

Historiquement, la zone annexée par le Chili faisait bien partie de la Bolivie. Créée par la couronne espagnole en 1559, la subdivision administrative « Audience royale du Charcas » englobait l'actuel territoire bolivien ainsi que la côte comprise entre les fleuves Loa, au nord, et Salado, au sud. Comment imaginer que le libérateur de l'Amérique latine, Simón Bolívar (1783-1830), ait omis de doter d'un accès à la mer le pays qui, depuis son indépendance, porte son nom ? Née péruvienne, Iquique est devenue chilienne au cours de la guerre du Pacifique. Dans la ville, plusieurs sites commémorent la bataille qui eut lieu dans la rade le 21 mai 1879. Ce jour-là, la corvette chilienne *Esmeralda* fut éperonnée et coulée par le cuirassé péruvien *Huascar*.

Tombé avec ses marins, le capitaine de l'*Esmeralda*, Arturo Prat, a été élevé au rang de héros au Chili : des avenues et des places portent son nom ; des statues le représentent, et il figure sur les billets de 10 000 pesos. Mais le Musée naval d'Iquique rend également hommage au capitaine du *Huascar*, Miguel Grau, en exposant la lettre de condoléances que l'officier péruvien adressa à la veuve de son adversaire. Six semaines après la bataille, Iquique tombait néanmoins aux mains des Chiliens.

La même lecture épique de l'histoire se retrouve dans les deux autres ports conquis par le Chili, Arica et Antofagasta. Situé tout près de la frontière péruvienne, Arica est dominé par un promontoire rocheux qui, en 1880, était défendu par un fort, tombé le 7 juin aux mains des troupes chiliennes. On y trouve désormais un musée géré par l'armée et inauguré en 1975 par le général Pinochet. Sur fond de marches militaires, l'endroit célèbre la prise d'Arica et exalte le sentiment patriotique : immense drapeau chilien visible à des kilomètres, tombe du soldat inconnu, fresque de cuivre offerte à l'armée par la mine voisine... Là aussi, on salue la bravoure de l'ennemi : en plein centre-ville, une rue porte le nom du colonel Francisco Bolognesi, commandant de la garnison péruvienne. Un nationalisme décomplexé s'affiche : parmi les causes de la guerre, le musée cite la « *poussée expansive du peuple chilien* ». A Antofagasta, port jadis bolivien, le musée local présente le conflit comme une révolte des pionniers, pour la

(1) Notre interlocuteur a souhaité garder l'anonymat.
(2) Figures de style rapprochant deux termes a priori contradictoires.
(3) Edward Luce, « American socialism's day in the sun », *Financial Times*, Londres, 1^{er} juin 2015.
(4) Dirección estratégica de reivindicación marítima (Diremar), *El Libro del Mar/The Book of the Sea*, La Paz, 2014, www.diremar.gob.bo
(5) Les Boliviens connaissent bien Jeffrey Sachs puisqu'il a conseillé le pays (en compagnie du Français Daniel Cohen) lors de l'application d'une « thérapie de choc » néolibérale en 1985. L'opération, destinée à réduire l'hyperinflation, se solda notamment par le licenciement de 23 000 mineurs, l'accroissement des inégalités et le développement de la culture de la coca.
(6) « Nature, nurture and growth », *The Economist*, Londres, 12 juin 1997.
(7) Lire Renaud Lambert, « Le Brésil s'empare du rêve de Bolívar », *Le Monde diplomatique*, juin 2013.
(8) En 2014, le produit intérieur brut (PIB) par habitant était de 15 840 dollars au Chili (deuxième des pays d'Amérique du Sud) contre 3 095 dollars en Bolivie (dernière du classement), selon la Banque mondiale.
(9) Economistes néolibéraux formés à l'université de Chicago, notamment par Milton Friedman.
(10) Le Brésil est le premier partenaire commercial de la Bolivie. Les échanges entre les deux pays ont été multipliés par six en dix ans (Rede Brasil Atual, 22 janvier 2015).
(11) « Doing Business 2012 », Banque mondiale, Washington, DC.
(12) *El Deber*, Santa Cruz de la Sierra, 6 août 2015.

* Journaliste.

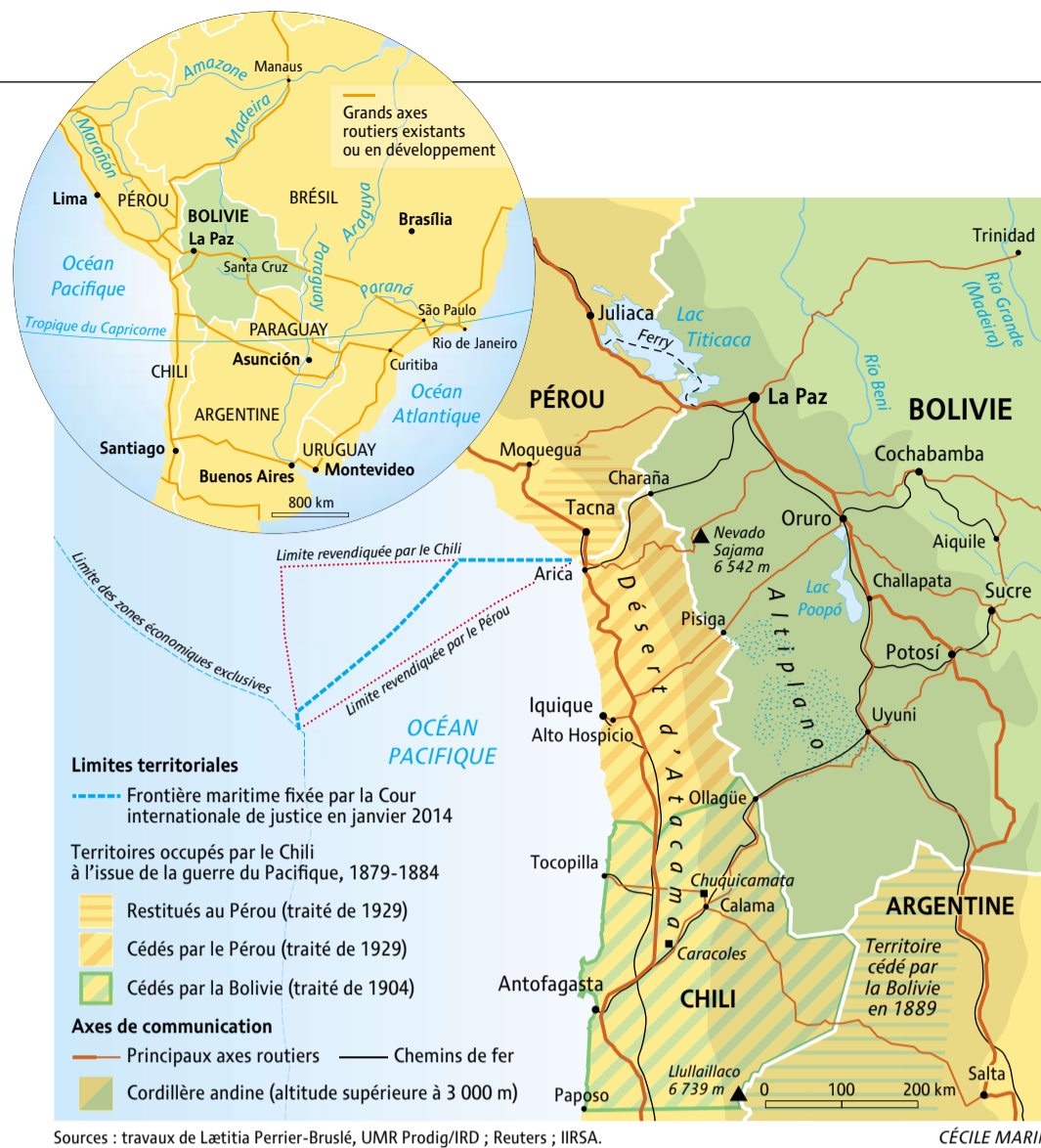
plupart chiliens, surtaxés par l'Etat bolivien (13) : « *Un état de crise qui, directement ou indirectement, contribue à l'occupation d'Antofagasta par l'armée chilienne le 14 février 1879* », lit-on sur une plaquette explicative. Sur les docks, une plaque – évidemment de cuivre – proclame : « *Passants, rappelez-vous que la mer est le sang du Chili.* »

« *La mer nous appartient. La récupérer est un devoir et non un droit* », réplique, de l'autre côté des Andes, une autre plaque de cuivre. Chaque année, le 23 mars, la Bolivie tout entière célèbre la « *journée de la mer* », anniversaire de la défense désespérée de Calama menée par le colonel Eduardo Abaroa. La place portant son nom et sa statue se trouvent, ce n'est pas un hasard, sous les fenêtres du ministère de la défense, lui-même orné d'une immense banderole proclamant l'attachement du pays à sa revendication territoriale. Ce jour-là, les représentants des institutions se réunissent solennellement autour du monument. « *Plus jamais de Bolivie sans mer!* », a répété le président Morales le 23 mars dernier devant son gouvernement réuni, la police, l'armée et même l'improbable marine bolivienne, dont les navires n'ont jamais goûté le sel – ils patrouillent sur le lac Titicaca, même si des accords permettent à leurs marins de s'entraîner en mer à bord de bateaux péruviens et argentins. Les écoliers chantent l'*Hymne de la mer* lors des cours d'instruction civique. Ils apprennent que la « *guerre du salpêtre* », selon la dénomination bolivienne du conflit, était injuste ; que le Chili, complice de l'impérialisme britannique, a attaqué par surprise, le lendemain du carnaval, pour mutiler leur patrie. Côté chilien, les manuels scolaires insistent sur le devoir de défendre les Chiliens d'Antofagasta taxés par un Etat bolivien instable (14).

Des privilèges portuaires jugés insuffisants

En mars dernier, M. Morales a annoncé que la lecture de *El Libro del Mar* serait désormais obligatoire dans les collèges. « *Depuis que nous sommes enfants, on nous enseigne que le Chili nous a volé notre mer*, explique Gonzalo Chavez Alvarez, professeur d'économie à l'Université catholique de La Paz. *Cette conviction est profondément ancrée dans l'âme bolivienne, particulièrement chez les gens modestes. Alors, peu importe que le Chili accorde tel ou tel avantage à nos entreprises dans ses ports! Ce que veulent les Boliviens, c'est un accès souverain.* » Un corridor dévalant les Andes jusqu'au Pacifique, ou une enclave sur la côte chilienne. Aberration géographique ? Des précédents existent : au cours de la guerre froide, trois routes et trois voies de chemin de fer traversaient l'Allemagne de l'Est pour relier Berlin-Ouest à l'Allemagne de l'Ouest. Et, dans le golfe de Guinée, l'enclave angolaise du Cabinda est séparée du reste de l'Angola, ce qui permet à la République démocratique du Congo (RDC) d'accéder à la mer.

A cette revendication de souveraineté, le Chili réplique que la Bolivie dispose, en pratique, d'un accès au Pacifique : « *Plus de 20 % des pays du monde n'ont pas de littoral*, argue le



Sources : travaux de Lætitia Perrier-Bruslé, UMR Prodig/IRD ; Reuters ; IIRSA.

CÉCILE MARIN

ministère chilien des relations extérieures dans *Mito y Realidad* (Mythe et Réalité), un document publié en juin 2014 en riposte au *Libro del Mar*. *La Bolivie compte parmi ceux qui jouissent de droits majeurs pour accéder à la mer. Le traité de paix et d'amitié de 1904 lui a reconnu à perpétuité "le plus ample et le plus libre droit de transit commercial à travers son territoire et les ports du Pacifique". Elle jouit d'une autonomie douanière, de tarifs préférentiels et de facilités de stockage. A travers ces avantages, privilèges et droits en territoire chilien, elle dispose d'un large accès à l'océan Pacifique* (15). » Au port d'Iquique, par exemple, où, selon les autorités portuaires, « *un conteneur sur cinq est bolivien* », « *les frais de stockage sont de 70 % plus bas pour les*

marchandises boliviennes que pour les autres », souligne un responsable de l'Entreprise portuaire d'Iquique (EPI, paraplublique). L'homme se montre peu disert, mais se dit tout de même « *agacé par l'ingratitude* » de La Paz. A Antofagasta et Arica, le stockage des importations boliviennes est gratuit pendant un an, et celui des exportations, pendant deux mois. Les marchandises sont contrôlées par des douaniers boliviens, puis transbordées par les docks à des tarifs préférentiels : 0,85 dollar la tonne, contre 1,98 dollar pour les marchandises d'autres pays. Le stockage des cargaisons dangereuses bénéficie lui aussi de tarifs préférentiels : 1,04 dollar la tonne pour cinq jours, contre 111,15 pour les marchandises d'autres pays.



OLIVIER TOURON - DIVERGENCE

Une conséquence de la guerre du salpêtre

LORSQUE 10 000 soldats chiliens débarquent dans le port bolivien d'Antofagasta, le 14 février 1879, ils ne rencontrent guère de résistance. Et pour cause : la ville compte alors trois à quatre fois plus de ressortissants chiliens que de Boliviens — environ 6 500 des 8 500 habitants. L'âpreté du désert d'Atacama explique cette singularité : il est moins périlleux de parvenir à Antofagasta en cabotant le long de la côte que de franchir la cordillère des Andes, puis de traverser le désert. L'Atacama présente la plus faible densité organique de la planète ; quasiment vide de toute vie, il laisse néanmoins deviner, dès le milieu du XIX^e siècle, son potentiel économique. Y sont découverts du salpêtre (un composant de la dynamite), du guano (accumulation de déjections d'oiseaux marins utilisée comme engrais) et surtout de l'argent : un millier de chariots de minerai circulent alors chaque jour entre la mine de Caracoles et Antofagasta. Des colons chiliens, mais également des aventuriers britanniques, affluent dans la région.

Pendant ce temps, à La Paz, les coups d'Etat se succèdent. Instable et lointain, l'Etat bolivien est perçu par les pionniers comme inique et imprévisible, chaque nouveau dictateur faisant fi des engagements du précédent. En 1879, le refus de la Compagnie (anglo-chilienne) du salpêtre et des chemins de fer d'Antofagasta (CSFA) de s'acquitter d'une taxe de 10 centavos par quintal exporté, ainsi que la découverte par le Chili d'une alliance militaire secrète entre la Bolivie et le Pérou, servent de prétextes au déclenchement des hostilités.

Numériquement, l'armée chilienne est alors moins importante que celle de ses adversaires, mais elle est mieux équipée. Elle est aussi encadrée par des officiers prussiens, vétérans des guerres de Bismarck. Trop vaste, trop éloigné, trop aride, le littoral s'avère indéfendable. La Bolivie n'a même pas de flotte et délègue les opérations navales à son allié péruvien. Faute de télégraphe, les communications

sont déplorables : la nouvelle de la prise des mines d'argent de Caracoles par les Chiliens met dix jours à atteindre La Paz. Malgré tout, Bolivie et Pérou résistent du mieux qu'ils peuvent. A Calama, le 23 mars, les défenseurs boliviens, menés par le colonel Eduardo Abaroa, luttent jusqu'à la dernière cartouche. Le 21 mai, la corvette chilienne *Esmeralda* est coulée devant le port péruvien d'Iquique. Mais l'avance des troupes de Santiago est inexorable, et, le 7 juin 1880, le drapeau chilien flotte sur le port péruvien d'Arica. Sur leur lancée, les troupes chiliennes occuperont même brièvement Lima, en janvier 1881. En un peu plus d'un an de combats, Santiago a donc réalisé l'exploit de repousser sa frontière septentrionale de 600 kilomètres.

Lima signe un accord de paix en 1883, et La Paz, une trêve l'année suivante. A l'issue de la guerre du Pacifique, aussi appelée guerre du salpêtre, la Bolivie a perdu ses 400 kilomètres de littoral, soit 120 000 kilomètres carrés, un dixième de sa superficie. Engoncé derrière la cordillère, le pays andin est d'autant plus inconsolable que le Chili exploite peu après, non loin de l'« *héroïque* » Calama, ce qui demeure la plus importante mine de cuivre à ciel ouvert du monde : l'instimable gisement de Chuquicamata.

En 1900, Abraham Koenig, ministre plénipotentiaire chilien à La Paz, assénait : « *Le Chili occupe ce territoire littoral et s'en est emparé au même titre que l'Allemagne a annexé l'Alsace-Lorraine. Nos droits prennent racine dans la victoire, loi suprême des nations. Que ce littoral soit riche et vaille des millions, nous le savons bien.* » En 1904, le Chili et la Bolivie signent un « *traité de paix, d'amitié et de commerce* » par lequel Santiago s'engage à accorder au vaincu un « *libre transit* » jusqu'à la mer.

C. G.

Directeur de l'Administration des services portuaires boliviens (ASP-B) de 2010 à 2012, M. Daniel Agramont Lechin bondit quand on évoque ces avantages : « *Depuis 2004, les ports chiliens d'Arica et d'Antofagasta sont privés. Le Chili a donc privatisé, de façon unilatérale, ses obligations envers un pays tiers! Voilà qui est, à n'en pas douter, inédit dans les relations internationales. La preuve que le Chili agit comme il l'entend, et donc que la question ne peut être résolue sans souveraineté bolivienne. Et ces entreprises privées augmentent leurs tarifs chaque année : fin 2010, à Arica, ils ont doublé leurs prix. C'est insupportable; ils profitent de notre enclavement.* » Contactées, les entreprises portuaires d'Antofagasta ont accepté de nous laisser visiter leurs infrastructures... mais n'ont jamais répondu à nos questions.

La crainte d'un développement du narcotrafic

Sous couvert d'anonymat, un responsable portuaire chilien livre cependant une autre explication au refus d'un corridor bolivien : la crainte que ce dernier ne se mue en « *route de la cocaïne* ». La Paz a en effet tourné le dos à la stratégie d'éradication promue par Washington (16), avec qui les relations diplomatiques sont rompues depuis 2008. Une politique très mal perçue au Chili : « *Une perte de souveraineté se traduirait par une perte de contrôle, estime notre source. Le Chili deviendrait vulnérable au narcotrafic. Et il perdrait aussi les ressources que l'on pourrait trouver dans le sous-sol non seulement de ce corridor, mais aussi de sa mer territoriale, jusqu'à 200 milles marins au large* (17). »

La Paz attend désormais de la Cour internationale de justice (CIJ) qu'elle règle le différend : « *Depuis la signature du traité de 1904, nous avons tout mis en œuvre pour trouver une solution à l'amiable. Sans résultat jusqu'ici, résume devant nous M. Alvaro García Linera. Respectueux du droit international, nous faisons confiance à la Cour de La Haye pour nous rendre justice.* » Le vice-président bolivien a des raisons d'être optimiste : en janvier 2014, après six années de procédure, la CIJ a rétrocedé au Pérou une zone maritime annexée par le Chili au terme de la guerre du Pacifique. Santiago se montre cependant ferme ; M^{me} Bachelet conteste même la compétence de La Haye à juger la question. La Bolivie aimerait convaincre le Chili que cet accès à la mer profiterait à tous : « *La résolution de notre différend est nécessaire à l'intégration régionale, estime M. García Linera. Et cette intégration régionale bénéficierait également au Chili, par l'addition de nos forces, de nos ressources et de nos infrastructures avec le Pérou et le Brésil.* »

Le Brésil est en effet pleinement concerné : alors que la Chine est désormais son premier partenaire commercial, le géant d'Amérique du Sud souffre de ne pas disposer d'un accès au Pacifique. La noria de camions boliviens reliant les ports du Chili au Brésil en témoigne : pour les Etats fédérés enclavés de l'Ouest brésilien, il est plus aisé de commercer avec l'Asie via le Chili, le Pérou et la Bolivie que via les ports brésiliens et le lointain canal de Panamá. Même si le Brésil se garde bien de soutenir publiquement la revendication maritime de La Paz, il verrait d'un bon œil le désenclavement de son voisin.

Frein à l'intégration continentale, la perpétuation du contentieux agace. En novembre 2014, le secrétaire général de l'Union des nations sud-américaines (Unasur), l'ancien président colombien Ernesto Samper, a préconisé une « *solution au différend maritime entre la Bolivie et le Chili qui bénéficierait aux parties ainsi qu'à la région* ». Déclaration à laquelle l'ambassadeur du Chili en Equateur (où siège l'Unasur), M. Gabriel Ascencio Mansilla, a sèchement répondu : « *Le Chili ne reconnaît pas la compétence de l'Unasur ni d'aucun autre forum multilatéral pour intervenir sur ce sujet* (18). » Cette fin de non-recevoir confirme que c'est bien à La Haye que se jouera le prochain – mais sans doute pas le dernier ! – acte de ce litige bientôt vieux d'un siècle et demi. Les audiences publiques ont eu lieu en mai 2015 et la Cour internationale de justice devrait rendre son délibéré avant la fin de cette année.

CÉDRIC GOUVERNEUR.

(13) La Bolivie estimait qu'elle était en droit de taxer ces entrepreneurs étrangers, notamment pour financer la reconstruction après un séisme et un tsunami qui avaient ravagé la côte en 1877.

(14) Daniel Parodi Revoredo, *Lo que dicen de nosotros. La Guerra del Pacífico en la historiografía y textos escolares chilenos*. Université péruvienne de sciences appliquées (UPC), Lima, 2015.

(15) « *Chile y la aspiración marítima boliviana: mito y realidad* », ministère des relations extérieures du Chili, juin 2014, www.mitoirealidad.cl

(16) Lire François Polet, « *Vers la fin de la "guerre contre la drogue"* », *Le Monde diplomatique*, février 2014.

(17) Le droit de la mer accorde aux Etats, le long de leurs côtes et sur une distance de 200 milles marins (370 kilomètres), une zone économique exclusive (ZEE) : des droits souverains d'exploration (hydrocarbures) et d'exploitation des ressources (pêche).

(18) Tribune de l'ambassadeur Gabriel Ascencio Mansilla, *El Telégrafo*, Guayaquil, 18 décembre 2014.

Le pape contre

(Suite de la première page.)

Voici donc un pontife qui assure qu'un autre monde est possible, non pas au jour du Jugement dernier, mais ici-bas et maintenant. Ce pape superstar, dans la lignée médiatique de Jean Paul II (1978-2005), tranche et divise : canonisé par des figures écologistes et altermondialistes (Naomi Klein, Nicolas Hulot, Edgar Morin) pour avoir « sacralisé l'enjeu écologique » dans un « désert de la pensée » (4) ; diabolisé par les ultralibéraux et les climato-sceptiques, capables de faire de lui « la personne la plus dangereuse sur la planète », comme l'a caricaturé un polémiste de la chaîne ultraconservatrice américaine Fox News.

Les droites chrétiennes s'inquiètent de voir un pape au discours gauchisant et si peu disert sur l'avortement. Et les éditorialistes de la gauche laïque s'interrogent sur la profondeur révolutionnaire de cet homme du Sud, premier pape non européen depuis le Syrien Grégoire III (731-741), qui crie au scandale face au trafic des migrants, appelle à soutenir les Grecs en rejetant les plans d'austérité, nomme « génocide » un génocide (celui des Arméniens), signe un quasi-concordat avec l'Etat de Palestine, appuie son front, façon prière au mur des Lamentations, sur la barrière de séparation que les Israéliens imposent aux Palestiniens (lire l'article pages 14 et 15) et se rapproche de M. Vladimir Poutine sur la question syrienne

quand l'heure, chez les Occidentaux, est aux sanctions contre la Russie en raison du conflit ukrainien.

« Il a remis l'Eglise dans le jeu international », estime Pierre de Charentenay, ancien rédacteur en chef de la revue *Etudes*, aujourd'hui spécialiste des relations internationales à la revue jésuite romaine *La Civiltà Cattolica*. « Il a aussi changé son visage. Il est le champion de l'altermondialisme ! A côté de lui, Benoît XVI est un gentil garçon. » Le prédécesseur, en effet, tout en introversion théologique, toujours enclin à condamner, fait figure de rabat-joie à côté du miséricordieux Argentin, plutôt prêt à pardonner. Mais, sur le fond, « sa force est surtout d'interroger l'ensemble d'un système », estime le père de Charentenay.

Voici ce que dit précisément ce premier pape jésuite et américain : l'humanité porte la responsabilité de la dégradation généralisée et laisse le système capitaliste néolibéral détruire la planète, « notre maison commune », en semant les inégalités. Elle doit donc rompre avec une économie de laquelle, comme le dit l'économiste – et jésuite lui aussi – Gaël Giraud, « depuis Adam Smith et David Ricardo, la question éthique est exclue par la fiction de la main invisible » censée réguler le marché (5). Elle a besoin désormais d'une « autorité mondiale », de normes contraignantes et, surtout, de l'intelligence des peuples, au

service desquels il convient d'urgence de replacer l'économie. Car la solution, politique, se trouve entre leurs mains, et non entre celles des élites, égarées par la « myopie des logiques du pouvoir ».

Pour le pape, la crise environnementale est d'abord morale, fruit d'une économie déliée de l'humain, où les dettes s'accumulent : entre riches et pauvres, entre Nord et Sud, entre jeunes et vieux. Où « tout est lié » : pauvreté-exclusion et culture du déchet, dictature du court-termisme et aliénation consumériste, réchauffement climatique et glaciation des cœurs. De sorte qu'« une vraie approche écologique se transforme toujours en une approche sociale ». Appelée à se ressaisir, l'humanité doit donc se doter d'une « nouvelle éthique des relations internationales » et d'une « solidarité universelle » – ce que plaidera François à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) le 25 septembre, à l'occasion du lancement des Objectifs du millénaire pour le développement.

Certes, arguera-t-on, tout cela n'est pas totalement neuf. « François s'inscrit avec une assez belle continuité dans la ligne du concile Vatican II [qui s'est tenu entre 1962 et 1965 et dont le but était d'ouvrir l'Eglise au monde moderne] », constate par exemple à Rome M. Michel Roy, secrétaire général du réseau humanitaire Caritas Internationalis. De fait, le pontife renvoie à l'Évangile,

revisite la doctrine sociale de l'Eglise élaborée à l'ère industrielle et, surtout, arrime ses convictions à celles de Paul VI (1963-1978), en qui le père de Charentenay voit son « maître intellectuel et spirituel » (6).

Premier pape de la mondialisation et des grands voyages intercontinentaux, Paul VI, à la suite du réformateur Jean XXIII (1958-1963), est celui qui a physiquement sorti la papauté de l'Italie, internationalisé le collège des cardinaux, multiplié les nonciatures (ambassades du Saint-Siège) et les relations bilatérales avec les Etats (7). Celui, aussi, qui a amené l'Eglise à outrepasser ses compétences restreintes de gendarme des libertés religieuses pour la rendre « solidaire des angoisses et des peines de l'humanité tout entière » (8). Pour Paul VI, le développement était le nouveau nom de la paix ; une paix appréhendée non pas comme un état de fait, mais comme le processus dynamique d'une société plus humaine, ouvrant sur une richesse partagée.

Cependant, s'il y a là de la continuité, et même, pour certains, comme un aboutissement du grand chambardement catholique entamé dans les années 1960, il est difficile d'ignorer que le pontife argentin tranche sur ses prédécesseurs. Même s'ils n'étaient pas, eux non plus, avares de discours antilibéraux, les pontificats du Polonais Jean Paul II et de l'Allemand Benoît XVI, ces Saints-Pères la rigueur, ont été marqués par leur ancrage doctrinal. Le dernier a en outre été éclaboussé par quelques « affaires » que l'administration vaticane a eu un certain mal à gérer, tel le scandale VatiLeaks : la diffusion de documents confidentiels accusant l'administration du Saint-Siège de corruption et de favoritisme, notamment pour des contrats signés avec des entreprises italiennes.

Deux types de causes peuvent être avancés au renouveau actuel : les unes tiennent au contexte ; les autres sont

inhérentes à l'homme. « Sur un plan éthico-politique, François comble un vide au niveau international », constate François Mabile, professeur de sciences politiques à la Fédération universitaire et polytechnique de Lille et spécialiste de la diplomatie pontificale. Il est le pape de l'après-crise financière de 2008, comme Jean Paul II avait été celui de la fin du communisme. « En procédant à un *aggiornamento* de la doctrine sociale, François introduit une pensée systémique, c'est-à-dire où tout fait système, et il occupe avec succès le créneau de la sollicitude contestataire. » Il y avait urgence, ajoute Mabile : « Le temps de l'Eglise n'était plus celui du monde. Tout allait bien trop vite pour Benoît XVI. Il y avait une nécessité d'être dans l'anticipation et non plus dans la réaction. »

Avant d'aller secouer le monde, le nouveau pape a donc bousculé sa maison. Adepte d'une sobriété qu'il partage avec François d'Assise, dont il a emprunté le nom, il a instauré, si l'on peut dire, une papauté « normale », qu'il veut exemplaire. Il a remis au placard les derniers attributs vestimentaires honorifiques de sa fonction et pris demeure dans un deux-pièces de 70 mètres carrés qu'il a préféré aux luxueux appartements pontificaux. Le pape aime le symbole et joint souvent le geste à la parole, ce qui paie dans une société de l'image.

Ainsi, avec une bonhomie qui semble faire de lui le curé du monde, il apparaît direct, spontané, et appelle un chat un chat – au risque de quelques écarts diplomatiques, qu'ensuite porte-parole et nonces parviennent (ou pas) à rattraper. Désigné par ses pairs pour réformer en profondeur la curie, c'est-à-dire l'appareil d'Etat du Saint-Siège, il a listé sans prendre de gants quinze maux frappant l'institution, marquée par un clientélisme à l'italienne. Parmi ces fléaux : l'« Alzheimer spirituel » et, en première place, l'habitude de « se croire indispensable » (9)...

Théologie de la libération non marxiste

Pour gouverner, François s'est entouré d'une garde rapprochée de huit prélats de terrain. Il a lancé des commissions pour réformer les finances et la communication ; multiplié les installations d'experts laïcs pour conseiller son administration ; créé un tribunal au Vatican pour juger les évêques ayant couvert des prêtres pédophiles ; nommé un premier jet d'une quinzaine de nouveaux cardinaux, futurs électeurs de son successeur. Le prochain pape sera choisi a priori de son vivant, comme l'avait voulu Benoît XVI pour lui-même. François l'a répété avant d'aller voir M. Evo Morales en Bolivie et M. Rafael Correa en Equateur : il est, lui, contre les « leaders à vie »...

Ses nouveaux hussards pourpres, le pape les choisit parmi ceux qui sont allés au charbon, là où les plaies sociales sont vives, comme à Agrigente, au diocèse de laquelle appartient Lampedusa, l'île des migrations clandestines. Il va les chercher en Asie, au fin fond de l'Océanie, en Afrique, en Amérique latine, s'affranchissant ainsi de règles non écrites : fini les archidiocèses qui poussaient mécaniquement leurs titulaires vers la haute hiérarchie romaine en augmentant le poids de l'Europe au conclave et, en son sein, celui de l'Italie (10).

« Ce pape brise les tabous, donne des coups de pied dans la fourmière, sans trop prendre de précautions », constate un diplomate français, observateur de l'action pontificale. Il a compris qu'il était chef d'Etat. La fonction le rattrape. Il est pragmatique et très politique. Tout cela déteint sur l'Eglise, puisque François « est » l'Eglise, comme il l'a lui-même rappelé, non sans une onction maligne de jésuite « un peu rusé » (c'est ainsi qu'il se définit), à ceux qui s'inquiétaient de savoir si l'institution le suivait.

« On se presse pour le voir ! », se délecte à l'autre bord, côté nonciatures, un conseiller pontifical. En deux ans, plus de cent chefs d'Etat ont été reçus au Vatican. Certains recherchent sa médiation : les Etats-Unis et Cuba, dont il a facilité le rapprochement ; la Bolivie

et le Chili, en bisbille quant à l'accès de la première à l'océan (lire l'article pages 6 et 7) ; et jusqu'à la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), qui, lorsqu'il passera à Cuba, demande à bénéficier de son intercession... Ainsi soient les désirs du pape, qui fait rouvrir à Rome un bureau de médiation pontificale. Sans succès garanti : en juin 2014, faire prier ensemble, très médiatiquement, le président palestinien Mahmoud Abbas et le président israélien Shimon Pérès dans les jardins du Vatican n'a pas empêché les meurtrières attaques israéliennes sur Gaza un mois plus tard.

Né en Argentine Jorge Mario Bergoglio, François « est le premier pape qui comprend véritablement les échanges Sud-Sud, que ce soit en matière de biens matériels ou de biens symboliques, religieux », estime Sébastien Fath, membre du Groupe sociétés, religions, laïcités (GSRL) du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Il sait que des prédicateurs africains sont en lien avec des Eglises brésiliennes, que les jésuites indiens partent en mission en Afrique. C'est un « Latino parfait... qui ne parle pas anglais », complète M. Roy chez Caritas. Petit-fils

(4) « Naomi Klein prend fait et cause pour l'encyclique du pape », 2 juillet 2015, www.la-croix.com ; « Nicolas Hulot : "Le pape François sacralise l'enjeu écologique" », *L'Obs*, Paris, 28 juin 2015 ; « Edgar Morin : "L'encyclique *Laudato Si'* est peut-être l'acte I d'un appel pour une nouvelle civilisation" », *La Croix*, Paris, 22 juin 2015.

(5) « Que penser des positions du pape sur l'économie ? », *La Croix*, 24 juillet 2015.

(6) *Paul VI, inspirateur du pape François*, Editions Salvator, Paris, à paraître le 24 septembre 2015.

(7) Le nombre des Etats avec lesquels le Saint-Siège entretient des relations est passé de 49 en 1963 à 84 en 1978. Il est actuellement de 180. L'Afghanistan, l'Arabie saoudite, la Chine, la Corée du Nord et le Vietnam comptent parmi la quinzaine de pays avec lesquels il n'en entretient pas.

(8) Philippe Chenaux, *Paul VI*, Editions du Cerf, Paris, 2015.

(9) « Les quinze maux de la curie, selon le pape François », *Le Monde*, Paris, 23 décembre 2014.

(10) Sur les 113 cardinaux-électeurs qui ont choisi François en mars 2013, 59 étaient européens dont 28 italiens.



RÉSERVEZ VOS PLACES !
LeMonde.fr/festival

**THOMAS PIKETTY MONA ELTAHAWY
 VINCENT LINDON CHRISTINE ANGOT
 ANNE HIDALGO ROBERT J. GORDON
 PIERRE GAGNAIRE ASTRO TELLER
 MATTHIEU RICARD IRÈNE FRACHON
 MURONG XUECUN EVGENY MOROZOV
 EMMANUEL MACRON JORDI SAVALL
 KAMEL DAUD ALESSANDRO BARICCO
 NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET YOUSSEUPHA**

**CHANGER
 LE MONDE**
LeMonde.fr/festival

25-27
 SEPTEMBRE 2015
 2^E ÉDITION

Opéra Bastille - Palais Garnier
 Théâtre des Bouffes du Nord
 Cinéma Gaumont Opéra



VENU DU SUD

le « fumier du diable »

d'immigrés piémontais, « il fait penser à un pape européen qui aurait quitté l'Europe : une Europe no future ! », reprend notre diplomate français. « Il n'a pas une vision à proprement parler géopolitique du monde », précise M. Roy. Un monde qu'il connaît d'ailleurs peu : François n'a quasiment pas voyagé avant la papauté. « Il pointe d'abord du doigt un système, matérialiste, basé sur la promotion de l'individu, qui détruit les solidarités traditionnelles et plonge les plus fragiles dans la pauvreté. » Pour le conseiller pontifical, « c'est un lanceur d'alerte ! ».

Jadis gamin des faubourgs de Buenos Aires, Bergoglio a cependant sa propre géographie de l'espace : moins une opposition entre Sud et Nord qu'entre un centre et des « périphéries », qu'elles soient spatiales (pays pauvres, banlieues, bidonvilles) ou existentielles (populations précaires, exclus, détenus, etc.). Il y a, dans

cette vision, bien des périphéries au Nord et des visages colonialistes dans les circuits globalisés ; et c'est là qu'il veut que son Eglise prioritairement travaille.

Bergoglio a choisi son camp : celui de « l'option préférentielle pour les pauvres » et les « petits », que, dans ses discours, comme à Santa Cruz, il accroche personnellement : « chiffonnier », « ramasseur d'ordures », « vendeur ambulancier », « transporteur », « travailleur exclu », « paysan menacé », « indigène opprimé », « migrant persécuté », « pêcheur qui peut à peine résister à l'asservissement des grandes corporations »... C'est un pasteur avec des élans missionnaires très forts, dit-on. Pas un diplomate. Est-ce un problème ? Pour cela, il y a... des diplomates, pilotés par l'expérimenté secrétaire d'Etat du Vatican Pietro Parolin, jadis l'homme de missions délicates au Venezuela, en Corée du Nord, au Vietnam ou en Israël.

Le synode sur la famille bientôt achevé

« LE PAPE est convaincu que l'avenir repose sur ceux qui sont sur le terrain », reconnaît M. Roy. Il se méfie des organisations (à commencer par la sienne !), dont les dérives mènent, selon lui, à la stérilité des discours autoréférentiels éloignés des réalités. Cela fait de lui un dirigeant à l'approche humaine et managériale très ascendante, constatent les diplomates, alors que ses prédécesseurs étaient totalement vectorisés du sommet vers la base par la transcendence. « Je vous demande votre prière qui est la bénédiction du peuple pour son évêque », a dit François aux fidèles place Saint-Pierre, en inversant les rôles, le jour de son élection.

Cet attachement aux populations, qui lui confère des accents populistes (il a été proche d'un groupe de la Jeunesse péroniste [11]), il l'ancre conceptuellement dans la théologie du peuple, une branche argentine non marxiste de la théologie de la libération (12). La théologie du peuple ? « Une théologie pour le peuple et non par le peuple », résume Pierre de Charentenay pour marquer la différence. Le pape opère une sorte de reprise populaire et culturelle de la théologie de la libération. « Mezza voce », ce n'en est pas moins une réhabilitation. Issue de l'appropriation latino-américaine de Vatican II dans les années 1970, la théologie de la libération était honnie par Benoît XVI et Jean Paul II pour son approche marxisante. En septembre 2013, François recevait en audience privée, à Rome, l'un de ses illustres fondateurs, le père péruvien Gustavo Gutierrez. En mai 2015, il béatifiait Mgr Oscar Romero, l'archevêque de San Salvador assassiné en 1980 en pleine messe par des militants d'extrême droite. Ses prédécesseurs ne s'étaient guère empressés d'instruire la procédure. Selon M. Leonardo Boff, l'un des chefs de file brésiliens du mouvement, la vision de François s'inscrit « dans le grand héritage de la théologie de la libération ». Son règne pourrait même ouvrir sur une « dynastie de papes du tiers-monde » (13).

Mais Bergoglio détonne aussi car il est un vrai chef d'Eglise, un pape manager, le premier à avoir concrètement exercé des responsabilités territoriales, extradiocésaines, à un niveau national. De 2005 à 2011, il fut président de la Conférence épiscopale argentine (14). Du coup,

« les troupes [au Vatican] sont bien mieux organisées, constate un observateur romain, et sa personnalité, son implication personnelle, ont redynamisé la diplomatie du Saint-Siège ».

En dirigeant, François a défini un cap pour sa multinationale. Habilement, il a découpé l'attaque en fonction de la cible. Au grand monde, il donne à son projet l'air connu de l'« internationalisme catholique » (15) : participer à la pacification des relations entre Etats, promouvoir la démocratie, insister sur les structures de dialogue international, sur la justice pour les peuples, le désarmement, le bien commun international ; tous thèmes qui confèrent parfois à l'Eglise catholique des airs de pure organisation non gouvernementale (ONG). Et en interne, à ses collègues cardinaux sur le point de l'élire, le jésuite argentin rappelle l'essentiel : évangéliser, bien sûr. Mais aussi sortir l'Eglise d'elle-même, de son « narcissisme théologique », pour aller sans attendre vers les « périphéries » (16).

Certains semblent n'avoir pas mesuré à qui ils confiaient les clés. Car pour évangéliser, François ne brandit pas sa croix comme Jean Paul II, qui, dès son premier sermon, passait à l'offensive : « N'ayez pas peur ! Ouvrez toutes grandes les portes au Christ (...), ouvrez les frontières des Etats, des systèmes politiques et économiques (17)... » Le pape argentin a un autre sens politique. Il ne rechigne pas à faire travailler l'Eglise avec les mouvements populaires, qui sont bien loin de partager sa foi. Il a compris que si l'Eglise restait universelle, elle n'était plus le centre du monde – tout au plus une « experte en humanité », comme la présentait Paul VI.

Ces nouvelles inclinations ne cachent pas les difficultés. Au Proche-Orient, où François, en 2013, lançait le retour de la diplomatie vaticane en appelant à la paix en Syrie quand la France et les Etats-Unis voulaient en découdre avec le régime de M. Bachar Al-Assad, le Saint-Siège a finalement dû en rabattre face à l'urgence : un an plus tard, il demandait aux Nations unies de « tout faire » pour contrer les violences de l'Organisation de l'Etat islamique (OEI), responsable d'« une espèce de génocide en marche » qui contraignait les chrétiens à l'exode. Les fondamentalismes n'ont que faire du dialogue interreligieux.



GUY FERRER. – « Santa Cruz - Les Elus n°2 », 2000
(Une sculpture monumentale intitulée « TOLERANCE » est exposée au Prado de la cité médiévale de Carcassonne jusqu'au 20 septembre 2015)

De même, en Asie, région perçue comme un gisement de développement, la diplomatie vaticane patine. Si les relations avec le Vietnam sont en cours de réchauffement, en Chine, tout un courant catholique, contrôlé par l'Association patriotique des catholiques chinois, une structure étatique, continue d'échapper à l'évêque de Rome. Certes, François a fait des pas de deux pour amadouer le président Xi Jinping – en évitant notamment une rencontre avec le dalaï-lama – et a reconnu une ordination d'évêque intervenue en juillet à Anyang (province du Henan), ce qui n'était pas arrivé depuis trois ans. Mais la réalité est bien loin des rêves missionnaires : ces derniers mois, rapporte l'agence Eglises d'Asie, les autorités chinoises ont fait détruire par dizaines les croix sur les églises, trop ostensibles, notamment dans la province du Zhejiang. Enfin, en Inde, l'infime minorité catholique (2,3 % de la population) subit régulièrement des atteintes aux biens et aux personnes.

Les obstacles, pour François, ne sont pas qu'en terres lointaines non christianisées. Aux Etats-Unis, où il s'exprimera le 24 septembre devant le Congrès, sa cote de popularité a pris du plomb dans

l'ail : de 76 % d'opinions favorables en février, elle a chuté à 59 % en juillet, après l'encyclique et le discours de Santa Cruz, surtout chez les républicains (45 %) (18). Le ton, tout autant que le fond, passe mal. On lui reproche son tropisme latino-américain, son peu de considération pour ce que le capitalisme a pu apporter aux pays pauvres ou ses sermons qui ne proposent pas de solutions (19). A gauche, on suspecte une offensive de charme pour faire passer des pilules plus amères. On remarque qu'il maintient l'opposition doctrinale à la contraception et ne fait pas évoluer celle relative à l'usage du préservatif en matière de lutte contre le sida. Qu'il étude les conséquences de la démographie galopante, aussi problématique que le consumérisme. « La croissance démographique est pleinement compatible avec un développement intégral et solidaire », assure-t-il au contraire. Les conservateurs, eux, le renvoient sèchement à ses attributions théologiques et morales. « Je ne tiens pas ma politique économique de mes évêques, de mon cardinal ou de mon pape », a déclaré M. Jeb Bush, candidat républicain à la Maison Blanche converti au catholicisme il y a vingt ans (20). Le pape ne s'en formalise pas :

« N'attendez pas de ce pape une recette ; l'Eglise n'a pas la prétention (...) de se substituer à la politique. »

Plus généralement, François est attendu sur les questions de société, au sujet desquelles les orgues vaticanes jouent depuis deux ans en sourdine. En 2014, il a ouvert une boîte de Pandore en demandant aux évêques, réunis en synode, de plancher sur la famille. Les travaux se termineront cette année, en octobre. A plusieurs reprises, il a semblé plaider pour une évolution, sur la question, très sensible dans l'institution, des divorcés remariés privés de communion, ou encore sur l'homosexualité – son retentissant « Qui suis-je pour juger ? », qui ne l'a cependant pas empêché de geler, au printemps, la procédure de nomination auprès du Saint-Siège d'un nouvel ambassadeur de France dont l'orientation sexuelle était stigmatisée, notamment par la curie.

En interne, plus d'un l'attend au tournant. Il veut rompre avec le centralisme romain, développer la collégialité, rendre aux conférences épiscopales leur part d'autorité doctrinale, promouvoir l'inculturation de la liturgie... De quoi chahuter l'unité de son Eglise. Or il a déjà 78 ans... Et la curie, un univers qui lui était inconnu, oppose de belles résistances. « Il s'y casse les dents », observe Pierre de Charentenay. La charrue s'est bloquée dans une terre difficile. » Pour la famille, François appelle « un miracle ». Et pour le reste, rien ne dit pour l'instant que ce pape qui dérange réussira.

JEAN-MICHEL DUMAY.

(11) Bernadette Sauvaget, *Le Monde selon François. Les paradoxes d'un pontificat*, Editions du Cerf, Paris, 2014.

(12) Juan Carlos Scannone, *Le Pape du peuple. Bergoglio raconté par son confrère théologien, jésuite et argentin*, entretiens avec Bernadette Sauvaget, Editions du Cerf, 2015.

(13) « Mientras viva Ratzinger, no es bueno que Francisco me reciba en Roma », *El País*, Madrid, 23 juillet 2013.

(14) Chez les jésuites, il avait été auparavant, entre 1973 et 1978, sous l'ère du général Jorge Rafael Videla, jeune provincial (patron) de la Compagnie de Jésus de son pays. Une polémique, non étayée, l'accuse d'un manque de fermeté vis-à-vis de la dictature.

(15) « L'internationalisme catholique », *Diplomatie. Les grands dossiers*, n° 4, Paris, août-septembre 2011.

(16) Intervention de Jorge Mario Bergoglio devant les congrégations générales précédant le conclave l'ayant élu pape, le 13 mars 2013. Le texte, censé rester secret, a été diffusé quelques mois plus tard, avec l'accord du pape, par le cardinal Jaime Ortega, archevêque de La Havane.

(17) Lire Peter Hebblethwaite, « Le rêve polonais d'une chrétienté restaurée », *Le Monde diplomatique*, mai 1998.

(18) Sondage Gallup, 22 juillet 2015.

(19) « In fiery speeches, Pope renews critiques on excesses of global capitalism », *International New York Times*, Paris, 13 juillet 2015.

(20) « Jeb Bush joins Republican backlash against Pope on climate change », *The Guardian*, Londres, 17 juin 2015.

Changement de cap pour la conquête des âmes

LE CHRISTIANISME est soumis à forte concurrence : à l'horizon 2050, selon des projections démographiques, les chrétiens, stabilisés à 31 % de la population mondiale, devraient être talonnés par les musulmans (presque 30 %), dont le nombre de fidèles aura crû deux fois plus vite que la population mondiale en quarante ans, en particulier en Asie (1). Parmi eux, les catholiques, estimés aujourd'hui à 1,2 milliard, verront leur part encore grignotée par les évangéliques et les pentecôtistes, actuellement évalués à un chrétien sur quatre et deux protestants sur trois (2).

Pour réunir la famille chrétienne, le pape François fait preuve d'un zèle œcuménique certain. D'emblée, il s'est opportunément présenté aux orthodoxes comme simple « évêque de Rome », et il invite pasteurs évangéliques et pentecôtistes par dizaines au Vatican. En sa paroisse, il a surtout inversé les objectifs de ses prédécesseurs : il valorise désormais les points forts de l'Eglise, là où elle est le plus vivante, où elle détient ses plus grosses « parts de marché » (Amérique latine, Philippines, Afrique). Il ne s'échine plus à la ranimer sur les terres tombées dans la « nuit obscure » du sécularisme. « A l'Europe, nous pouvons demander : où est ta vigueur ?, disait-il devant le Conseil de l'Europe à l'automne 2014. Où est cette tension vers un idéal qui a animé ton histoire et l'a rendue grande ? » François emmène l'Eglise là où le vent la porte.

En Asie, il s'est rendu aux Philippines (qui comptent 81 % de catholiques), mais aussi en Corée du Sud, où le christianisme s'est installé sous la poussée des Eglises évangéliques (18 % de protestants, 11 % de catholiques). En novembre, il se rendra pour la première fois en Afrique (Ouganda, Kenya, Centrafrique), où la compétition sur le marché des âmes bat aussi son plein.

« Là, les Eglises évangéliques, qui recrutent dans la même clientèle, ont un temps d'avance sur les catholiques », note Sébastien Fath, spécialiste du protestantisme évangélique au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Elles n'ont pas trempé dans le monde colonial, leur liturgie est africaine, et elles offrent à leurs fidèles une promotion des laïcs et des femmes, un rapport à la sexualité plus souple, de réelles solidarités locales. » Pour affronter cette concurrence, François fait plutôt profil bas : « Ce pape-là ne les prend pas de haut, relève Fath. Il a du respect. Il est perçu comme un pape qui veut apporter des solutions dans la vie quotidienne. Or les Africains veulent précisément que la foi chrétienne les aide ici et maintenant. Ils ne veulent pas d'un Evangile déconnecté des questions économiques et sociales. »

François, qui aborde le catholicisme par la souffrance sociale, tisse là des alliances. Pas question de tenir ces Eglises vivantes à distance. « En internalisant des pratiques évangéliques, en les validant, sa stratégie vise plutôt à récupérer sur le long terme les déçus qui voudraient échapper aux dérives sectaires et mégalomanes de certains pasteurs », note encore Fath. Ce pape paraît bien enclin à valoriser le catholicisme de conversion et d'appropriation personnelle plutôt que celui des « héritiers ».

J.-M. D.

(1) La proportion de non-croyants d'ici à la moitié du siècle reculerait dans le même temps de 16 % à 13 %. « The future of world religions : Population growth projections, 2010-2050 », Pew Research Center, Washington, DC, 2 avril 2015.

(2) Statistiques CNRS, janvier 2014.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 30 septembre 2015

1 ^{er} OUZBÉKISTAN	Fête de l'indépend.	NICARAGUA	Fête nationale
SLOVAQUIE	Fête nationale	16 MEXIQUE	Fête de l'indépend.
2 VIETNAM	Fête nationale	PAPOUSIE-N ^{UE} . GUINÉE	Fête nationale
3 SAINT-MARIN	Fête nationale	18 CHILI	Fête nationale
6 SWAZILAND	Fête de l'indépend.	19 SAINT-KITTS-ET-NEVIS	Fête de l'indépend.
7 BRÉSIL	Fête nationale	21 ARMÉNIE	Fête de l'indépend.
8 ANDORRE	Fête nationale	BELIZE	Fête nationale
RÉP. DE MACÉDOINE	Fête de l'indépend.	MALTE	Fête de l'indépend.
9 CORÉE DU NORD	Fête nationale	22 MALI	Fête de l'indépend.
TADJIKISTAN	Fête de l'indépend.	23 ARABIE SAOUDITE	Fête nationale
15 COSTA RICA	Fête nationale	24 GUINÉE-BISSAU	Fête nationale
SALVADOR	Fête nationale	30 BOTSWANA	Fête nationale
GUATEMALA	Fête nationale		
HONDURAS	Fête nationale		

La course à l'Arctique passe par Reykjavik

Encore hypothétique, l'ouverture de routes maritimes dans l'océan Arctique suscite un intérêt croissant parmi les puissances commerciales. Pour se rapprocher des ressources naturelles de la région polaire, la Chine courtise l'Islande, premier pays européen à avoir signé avec elle un traité de libre-échange.

PAR FLORENT DETROY *

AU MILIEU des herbes jaunes qui bordent le plus long fjord d'Islande, M. Thorvaldur Ludvík Sigurjónsson, les cheveux balayés par le vent, désigne du regard l'emplacement du futur port de Dynes. Le consortium d'entreprises islandaises Arctic Services, qu'il dirige, espère profiter de l'ouverture un jour de la route maritime créée par la fonte de la banquise pour construire sur la côte nord du pays une plaque tournante vers l'Arctique. A la faveur du réchauffement climatique, le trafic par l'océan Arctique progresse chaque été – cinquante-trois vaisseaux l'ont traversé en 2014 (1) –, même si l'on est encore loin de l'établissement d'une route sûre et régulière ouverte au trafic commercial. A sa grande surprise, le consortium a vu se présenter à lui, en avril 2012, la Banque chinoise de développement, intéressée par le projet. Conscient des promesses du Nord, la Chine a engagé depuis une dizaine d'années une vaste stratégie de positionnement en Arctique, dont l'Islande a longtemps été l'axe central.

La moitié de son produit intérieur brut dépendant du trafic maritime (2), la

* Journaliste.

nouvelle grande puissance économique considère la route du Nord-Est, le long des côtes russes, et le passage du Nord-Ouest comme des voies de substitution au canal de Suez ou à celui de Panamá, engorgés et surtout plus longs. Par le passage du Nord-Est, le trajet Rotterdam-Shanghai serait réduit d'un quart, soit d'environ cinq mille kilomètres. Pékin est également intéressé par un accès facilité aux ressources naturelles locales. La région circumpolaire de l'Arctique abriterait en effet 13% des ressources conventionnelles en pétrole non découvertes (3) et 30% de celles de gaz, ainsi que d'importantes richesses minérales et halieutiques.

La Chine a commencé à investir dans la région, notamment dans plusieurs mines au Groenland, et dans le pétrole en mer d'Islande. Elle a également démontré, en 2010 et 2012, sa capacité à emprunter la route du Nord avec son unique brise-glace, le *Xuelong* (« Dragon des neiges »). Un second devrait lui être livré d'ici à 2016 pour accompagner la progression de son trafic. Selon le directeur de l'Institut de recherche polaire de Chine Huigen Yang, 5 à 15% du

commerce chinois devrait emprunter cette route en 2020 (4).

Cet intérêt a conduit Pékin à demander un siège d'observateur au sein du Conseil de l'Arctique (lire l'article page 11). Dans un premier temps, en 2009, cette demande a été rejetée. Le Canada et la Russie redoutent que l'internationalisation de l'Arctique ne débouche sur son « ONUisation » (5). Les autres pays, eux, restaient sceptiques en raison de la nouveauté de l'engagement de la Chine, qui n'a ouvert sa première base scientifique qu'en 2004, dans l'archipel du Svalbard. Mais, comme le rappelle Olga V. Alexeeva, professeure d'histoire de la Chine à l'Université du Québec, « ce siège était essentiel pour elle, car, si elle voulait faire entendre sa voix sur les conditions de développement de la région, elle tenait surtout à se faire recon-

naître comme une grande puissance responsable ».

Dès 2006, Pékin a engagé un rapprochement avec le plus petit Etat de l'Arctique, l'Islande, en ouvrant des négociations sur un traité de libre-échange. Symboliquement, la même année, les Etats-Unis quittaient leur base islandaise de Keflavík. Après un accord financier sino-islandais en 2010, qui a aidé Reykjavik à sortir de sa crise financière, la visite du premier ministre chinois d'alors, M. Wen Jiabao, a consacré ce rapprochement en 2012. Premier du genre entre la Chine et un Etat européen, l'accord de libre-échange a été définitivement signé un an plus tard. Le président islandais Olafur Ragnar Grímsson y a joué un rôle essentiel en menant une diplomatie parallèle très favorable à la Chine. Il a ainsi invité dans sa résidence l'équipage du brise-glace *Xuelong* lorsque celui-ci a accosté (6).

Pays-Bas, l'Espagne, la Pologne et le Royaume-Uni).

Alors qu'elle se définit comme un « Etat du Proche-Arctique (9) », il est peu probable que la Chine se contente de ce statut ; mais elle risque de voir les Etats-Unis se dresser en travers de sa route. Jusque-là en retrait, Washington devrait s'engager davantage à l'occasion de sa présidence du Conseil, en 2015, notamment en nommant un ambassadeur pour l'Arctique. Depuis 2013, Pékin a également renforcé son rapprochement avec Moscou en signant avec le pétrolier russe Rosneft un accord pour l'exploration de l'Arctique russe. Cette collaboration s'est accélérée depuis, alors que les sanctions occidentales privent la Russie des capitaux nécessaires à la mise en valeur de ses ressources.

Aujourd'hui, la population islandaise a compris qu'elle avait servi de marchepied à la Chine. « L'Islande était un banc d'essai, ou un terrain d'entraînement, pour la diplomatie et les négociations commerciales », constatait en 2013 Örn D. Jónsson, professeur à l'Université d'Islande, mais elle a perdu de son importance au fil du temps (10). » Si l'accord de libre-échange fait encore d'elle la principale amie de la Chine en Arctique, elle n'est plus la seule...

Exploration pétrolière avec les Russes

CETTE DIPLOMATIE bilatérale a été efficace, puisque l'Islande a très tôt soutenu la candidature chinoise. Pékin a alors appliqué la même stratégie à plusieurs autres Etats du Conseil de l'Arctique (7). Ainsi, le président chinois de l'époque, M. Hu Jintao, s'est rendu au Canada en 2010, puis au Danemark en 2012, multipliant les accords scientifiques et commerciaux. De plus, alors que certains responsables chinois clamaient en 2009 qu'« aucune nation » n'avait de souveraineté sur l'Arctique (8), Pékin « a fini par tenir le bon discours aux membres du Conseil de l'Arctique et aux populations autochtones en affirmant son respect de la souveraineté des Etats », explique Rachael Lorna Johnstone, professeure de droit à l'université islandaise d'Ákureyri. Grâce au développe-

ment de ces relations bilatérales, la Chine a enfin obtenu un siège d'observateur au sein du Conseil lors du sommet de Kiruna (Suède), en 2013, à l'instar d'autres pays (le Japon, la Corée du Sud, Singapour, l'Inde et l'Italie, qui rejoignent la France, l'Allemagne, les

(1) Northern Sea Route Information Office, www.artic-lia.com

(2) Linda Jakobson, « China prepares for an ice-free Arctic », *Sipri Insights on Peace and Security*, n° 2010/2, Solna (Suède), mars 2010.

(3) « 90 billion barrels of oil and 1,670 trillion cubic feet of natural gas assessed in the Arctic », United States Geological Survey, Reston (Virginie), 23 juillet 2008.

(4) Reuters, 12 mars 2013.

(5) Matthew Willis et Duncan Depledge, « How we learned to stop worrying about China's Arctic ambitions », *The Arctic Institute*, Washington, DC, 2014.

(6) Andrew Higgins, « Teeing off at edge of the Arctic? A Chinese plan baffles Iceland », *The New York Times*, 22 mars 2013.

(7) Miká Mered, « How China became an "Arctic state" », *Beijing Review*, Pékin, 17 mai 2011.

(8) Gordon Chang, « China's Arctic play », *The Diplomat*, Tokyo, 9 mars 2010.

(9) Shiloh Rainwater, « Race to the North », *Naval War College Review*, vol. 66, n° 2, Newport, printemps 2013.

(10) Örn D. Jónsson, Ingjaldr Hannibalsson et Li Yang, « A bilateral free trade agreement between China and Iceland », Université d'Islande, Reykjavik, 2013.

DE LA BRETAGNE À LA NOUVELLE-ZÉLANDE

Razzia chinoise sur le lait

En pleine crise agricole, l'annonce de la naissance d'une usine de poudre de lait géante à Carhaix, en Bretagne, a été plutôt bien accueillie. Financée par un industriel du Shandong, elle vise à répondre aux besoins des Chinois, qui n'ont d'yeux que pour le lait importé depuis le scandale de la mélamine, en 2008. Dans le monde entier, on s'active pour étancher cette soif.

PAR JORDAN POUILLE *

DANS la zone d'activité commerciale (ZAC) de Kergorvo, à l'entrée de Carhaix (Finistère), 500 ouvriers s'activent sur un chantier. Avant janvier 2016, une laiterie verra le jour ici : « Un outil industriel sans équivalent en Europe, avec 250 emplois à la clé », clairote Le Télégramme (26 mars 2015). Au moins 120 millions de tonnes de poudre de lait sortiront chaque année des tours de séchage. Particularité : les capitaux sont chinois et la production est destinée aux nourrissons de l'empire du Milieu. A la demande de Synutra, l'entreprise laitière de la province du Shandong, un drone équipé d'une caméra suit mois après mois l'avancée des travaux.

« Le président du groupe est venu en personne visiter le chantier. J'ai entendu dire que sa fille avait fait ses études à Rennes. Ils sont très attachés à la Bretagne », se réjouit M. Yann Manac'h, conseiller municipal de Carhaix et petit producteur laitier de la Sodiaal, la première coopérative de France, qui fournira 70% des 300 millions de litres annuels exigés. Le président-directeur général de Synutra, M. Zhang Liang, évoque déjà la possibilité d'en réclamer le double. Pourquoi pas ? La France produit 23,7 milliards de litres par an, et le lait français coûte deux fois moins cher à produire que le chinois.

La Bretagne n'est pas le seul territoire à séduire les industriels laitiers chinois. La

* Journaliste.

croissance de la demande est exponentielle. En moyenne, chaque année, un Chinois consomme 14,3 litres de lait. C'est peu face aux 53 litres du Français ou aux 144 litres de l'Irlandais, mais c'est déjà trois fois plus qu'il y a dix ans.

A cette consommation galopante s'ajoute le refus tenace des Chinois de tremper les lèvres de leurs nourrissons dans la production nationale. Tous se souviennent du scandale du lait maternisé Sanlu, que des dizaines de milliers de fermiers malveillants avaient coupé à la mélamine, une forme de résine dangereuse pour la santé permettant d'accroître artificiellement la teneur en protéines d'un aliment. En 2008, 296 000 bébés ont été atteints de calculs rénaux ; six en sont morts. La réponse des

Vaches prisonnières dans un hangar australien

Si la Chine disposera bientôt de son usine de poudre de lait bretonne, elle attend également sa fabrique américaine. Le géant de Mongolie-Intérieure Yili, leader laitier chinois, vient d'annoncer la mise en chantier d'une usine dans les prairies du Kansas. A Modène, dans le nord de l'Italie, une usine de la Sterilgarda, championne nationale du lait longue conservation, expédie son or blanc vers la Chine sous la marque Yili. Le 26 mars dernier, Yili, encore lui, signait un accord avec l'université de Wage-

autorités a été lente, mais féroce : seules 13 des 193 usines de poudre de lait opérationnelles cette année-là sont toujours en activité. Le lait maternisé importé, « de qualité pharmaceutique », aime à préciser la publicité, a donc envahi le marché. Plutôt que de battre en retraite, les marques chinoises partent produire elles-mêmes ailleurs le précieux liquide, ou ramènent au pays d'irréprochables vaches étrangères.

ningen, aux Pays-Bas, pour y délocaliser son pôle de recherche et développement.

L'Allemagne et la Belgique exportaient jusqu'ici vers la Russie, qui aujourd'hui les boycotte en réponse aux sanctions internationales liées au conflit ukrainien. Elles se tournent donc vers la Chine. Le 4 septembre 2014, M. Michael Lohse, porte-parole de l'Union des agriculteurs allemands, déclarait : « Malheureusement, demander aux consommateurs allemands d'étaler une couche de beurre plus épaisse sur leurs

tartines n'est pas recommandé d'un point de vue sanitaire. Nous recherchons maintenant de nouveaux débouchés, en particulier l'Asie. » Le 2 mai 2014, *La Libre Belgique* titrait : « La Chine au secours des producteurs belges de lait ». Vingt entreprises venaient d'obtenir l'autorisation d'exporter. Un début.

Mais tout cela ne va pas sans risque. Fin mars 2015, 11 000 vaches laitières se sont retrouvées prisonnières dans un hangar portuaire australien. Motif : le client chinois souhaitait payer après livraison, et non plus avant... Qu'importe, l'Australie n'en finit plus de dérouler le tapis rouge aux producteurs chinois. Parmi ces derniers figure M. Harry Wang, vice-président des Produits laitiers de Ningbo, dans la province du Zhejiang. En Chine, il dirige 30 fermes pour un cheptel de 12 000 vaches. Chaque matin, ses employés livrent à domicile de petites bouteilles de lait, de 20 centilitres à peine, présentées comme un « alicament ».

Disposant d'une clientèle prête à dépenser beaucoup plus pour un produit de meilleure qualité, M. Wang vient de

s'emparer de plusieurs fermes australiennes. Il entend expédier chaque jour par avion vers la Chine 50 000 bouteilles de lait frais. Pour rendre l'affaire encore plus rentable, il promet d'employer 2 000 travailleurs chinois (à des salaires chinois) dans sa nouvelle usine d'embouteillage australienne. Sans que les autorités australiennes s'en émeuvent : le pays cherche à rattraper son retard sur la Nouvelle-Zélande.

Dès le printemps 2008, soit quelques mois avant le scandale du lait à la mélamine, Wellington et Pékin ont en effet signé un accord de libre-échange prévoyant une baisse progressive des droits de douane sur le kiwi et sur le lait. Connue pour sa nature luxuriante et ses vastes pâturages, la Nouvelle-Zélande fournit un effort agro-alimentaire sans précédent. Sous l'impulsion de Fonterra, la toute-puissante coopérative du pays, à l'origine d'un tiers des produits laitiers exportés à travers le monde, la production de lait a explosé, le prix a baissé... et l'eau des nappes phréatiques s'est détériorée. Des militants écologistes s'en sont vainement alarmés. Par le biais de lettres anonymes, des « éco-terroristes » – selon l'expression du premier ministre John Key – ont menacé, début mars 2015, d'empoisonner le lait maternisé (1). Depuis, à la demande de Pékin, chaque pot de lait en poudre néo-zélandais se présente avec un autocollant attestant de son innocuité (2).

L'Amérique latine, enfin, ferme le ban de l'internationale du lait en fournissant à la Chine ses meilleures vaches. En janvier, le Chili en a expédié 7 000 jusqu'au port de Tianjin ; 23 000 autres vont suivre. L'Uruguay, qui compte quatre vaches pour un habitant, emprunte le même chemin. Quant au Canada, il a choisi d'investir un marché de niche : l'exportation de sperme bovin de premier choix pour engendrer les vaches chinoises.

(1) « Threat to contaminate baby formula », *The New Zealand Herald*, Wellington, 10 mars 2015.

(2) « China to increase scrutiny of New Zealand milk », *The New York Times*, 11 mars 2015.



LIU REN. - « The Journey With Cow 8 » (Le Voyage avec vache n°8), 2010

CONSENSUS TROMPEUR POUR LA PROTECTION D'UNE ESPÈCE MENACÉE

L'ours polaire, animal géopolitique

L'ours polaire est devenu le symbole d'une biodiversité en péril, sous la menace du réchauffement climatique. Impossible toutefois de dissocier la protection de l'espèce des enjeux géopolitiques liés à un territoire convoité, l'Arctique. Une dimension dont les organisations environnementales ne sont pas toujours conscientes, pas plus qu'elles ne mesurent le rôle des peuples autochtones.

PAR FARID BENHAMMOU ET RÉMY MARION *

EN AVRIL 2010, M. Vladimir Poutine, alors premier ministre de la Russie, se faisait photographier avec un ours polaire – une femelle anesthésiée par des scientifiques – sur l'archipel François-Joseph, à l'extrême nord du pays. Le discours écologiste qu'il tenait alors, plaçant la protection de l'animal et de l'Arctique, dissimulait mal certaines arrière-pensées.

En septembre 2012, la réduction de la surface des glaces de mer estivales qui couvrent l'océan Arctique a atteint un record, au point que celles-ci pourraient avoir totalement disparu d'ici à 2050. Un minimum de glaces hivernales a aussi été atteint en mars 2015. Or l'ours polaire – *nanouk* dans la langue des Inuits, qui le divinisent et le chassent régulièrement – ne peut vivre sans la banquise, où il trouve ses principales proies, les phoques. Désormais en danger, il est donc devenu l'étendard de la lutte contre le réchauffement climatique. De surcroît, d'autres périls pèsent sur l'animal, dont la population est estimée à 20 000 ou 25 000 individus : la chasse, le braconnage ou encore les polluants, qui se concentrent dans les tissus de cet ultime maillon de la chaîne alimentaire.

Ce prédateur symbole de puissance, dont les plus gros mâles peuvent dépasser les 600 kilos et mesurer deux à trois mètres, régna longtemps en maître absolu sur les étendues gelées. Les premiers explorateurs blancs l'associaient au danger de l'« enfer polaire ». Au XVII^e siècle, Hollandais, Danois et Britanniques se livrent déjà des conflits armés pour prendre pied en Arctique, dont les ressources prometteuses suscitent la convoitise : animaux à fourrure, phoques, baleines, morues... L'archipel du Svalbard, à l'est du Groenland, est très disputé. La faune, et particulièrement l'ours polaire, seigneur déchu, paie un lourd tribut, subissant une élimination de masse.

Puis, à partir des années 1950, l'Arctique se retrouve au cœur de la guerre froide. Les Etats-Unis mettent en place la ligne DEW (pour « Distant Early Warning line », soit « ligne avancée d'alerte précoce »), un réseau de radars allant des îles Aléoutiennes à l'Islande en passant par l'Alaska, le nord du Canada et le Groenland. Avec pour objectifs d'anticiper l'arrivée par le plus court chemin de missiles ou de bombardiers en provenance d'URSS et d'espionner l'ennemi. Des bases militaires se mettent en place en Arctique, dont celle de Churchill (Manitoba, Canada), l'une des plus importantes. Située sur la route migratoire de l'ours blanc, la ville est aujourd'hui devenue une destination touristique. Au cours d'une guerre froide plutôt calme sous ces hautes latitudes, les soldats désœuvrés se rendent coupables d'une chasse excessive autour des bases : se procurer une peau d'ours à rapporter en souvenir agrémentait leur morne quotidien. Cette pression de la chasse est particulièrement forte autour des bases de Resolute (Nunavut) et de Thulé (Groenland).

A cette hécatombe s'ajoutent diverses pollutions durables dans un milieu pourtant réputé immaculé. Les Soviétiques réalisent des essais nucléaires dans l'archipel de la Nouvelle-Zemble et entreposent fûts et réacteurs radioactifs en mer de Kara et en mer de Barents. Mais ils ne sont pas les seuls : les Canadiens abandonnent également des déchets radioactifs près de mines d'uranium autour du Grand Lac de l'Ours. Les militaires américains, eux, exploitent deux centrales nucléaires, l'une au Groenland, l'autre en Alaska, et laissent sur

place des déchets radioactifs qui contaminent les cours d'eau et les populations locales. La plupart des bases, responsables de pollutions aux hydrocarbures, seront démantelées dans les années 1990.

Pourtant, à la même époque, l'ours polaire offre aussi l'occasion d'une coopération internationale faisant fi des frontières Est-Ouest. En 1965, des biologistes travaillant dans l'Arctique s'inquiètent de la diminution de sa population. Les Soviétiques et les Américains posent alors les fondements d'une collaboration indifférente aux tensions politiques. En 1968,

si la gravité des conflits est souvent surestimée. Les enjeux de souveraineté et d'exploitation des ressources sont réels ; mais la coopération et la négociation dominent. La plupart des pays circumpolaires règlent leurs litiges en s'appuyant sur le droit international, à commencer par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, signée en 1982 à Montego Bay (Jamaïque). La Russie s'est par exemple appuyée sur les règles régissant le plateau continental pour demander à l'ONU, le 4 août dernier, de lui reconnaître une « zone économique exclusive » de 1,2 million de kilomètres carrés. La Norvège avait obtenu une extension de ce type en 2009.

Les demandes d'exploitation des ressources minérales ne traduisent pas des prétentions d'appropriation hégémonique ; pour reprendre les termes du géographe Frédéric Lasserre, « c'est une course contre la montre, pas contre les voisins (1) ». Souvent évoqué, le pétrole revêt une importance bien moindre que le gaz et, surtout, que les autres ressources naturelles : zinc,

choix. Régulièrement réévaluée, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Convention on International Trade of Endangered Species, Cites), dite aussi convention de Washington, fixe les règles du commerce d'espèces protégées. Actuellement, l'ours blanc est classé en « annexe II », c'est-à-dire qu'il bénéficie d'une protection forte : très limitée, le commerce et l'exportation de produits issus de l'animal ne sont autorisés que pour certaines communautés comme les Inuits du Canada. Mais des Etats signataires tels que les Etats-Unis ou la Russie, soutenus par plusieurs ONG, comme Polar Bear International (PBI) ou le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW), militent pour qu'il passe en annexe I, qui implique une protection intégrale et l'interdiction totale du commerce lié à l'animal. Ils arguent que l'espèce serait menacée d'extinction et que l'existence d'une chasse légale encouragerait le braconnage grâce à des certificats d'exportation contrefaits en Russie. Le Canada est vent debout contre ce projet et crie à la désinformation : selon lui, les effectifs seraient stables, voire croissants – du moins sur son territoire, qui en concentre plus de 60 %.

absolument besoin de conserver de bonnes relations avec les Inuits, car ceux-ci jouent le rôle de véritables bornes vivantes des territoires de l'Arctique. Il doit également se faire pardonner les déportations passées. En 1953, il a déplacé onze familles inuits originaires du Labrador beaucoup plus au nord, afin de créer les communautés de Grise Fjord et de Resolute. En langue inuit, celles-ci ont été rebaptisées respectivement Ajuittuq, « le lieu qui ne dégele jamais », et Qausuittuq, « l'endroit où il n'y a pas d'aube »... En 2008, le gouvernement canadien a présenté des excuses officielles et versé 10 millions de dollars de dédommagements aux survivants.

Sur ces territoires au climat plus rigoureux, aux ressources plus limitées et à la nuit hivernale plus longue, ces communautés ont dû s'adapter pour survivre et sont ainsi devenues expertes en chasse à l'ours polaire. Pour établir la frontière entre le Nunavut, région inuit autonome depuis 1999, et les Territoires du Nord-Ouest, les zones de chasse ont été déterminées. S'y ajoutait l'éventualité d'une exploitation pétrolière et minière, dont chacune des entités territoriales voulait préserver les bénéfices potentiels. Depuis 2007, pour affirmer la souveraineté du pays sur les territoires arctiques, l'armée canadienne organise chaque été l'« opération Nanouk ».

Les questions de protection animale et environnementale ont créé des dissensions entre des nations circumpolaires et l'Union européenne. Alors que celle-ci devait entrer au Conseil de l'Arctique avec le statut d'observatrice en mai 2013, le Canada a obtenu que son intronisation soit suspendue à la résolution du contentieux sur les restrictions aux importations de produits dérivés du phoque. Cela explique probablement que l'Union – ainsi que la France – se soit abstenue lors du vote concernant le passage de l'ours polaire en annexe I de la Cites la même année.

Les discussions sur le droit de chasse masquent les menaces les plus importantes qui pèsent sur l'ours blanc : la disparition de la banquise, liée au réchauffement climatique, et la diffusion de polluants régionaux et mondiaux. Or Etats-Unis et Russie figurent parmi les premiers responsables de ces deux phénomènes.

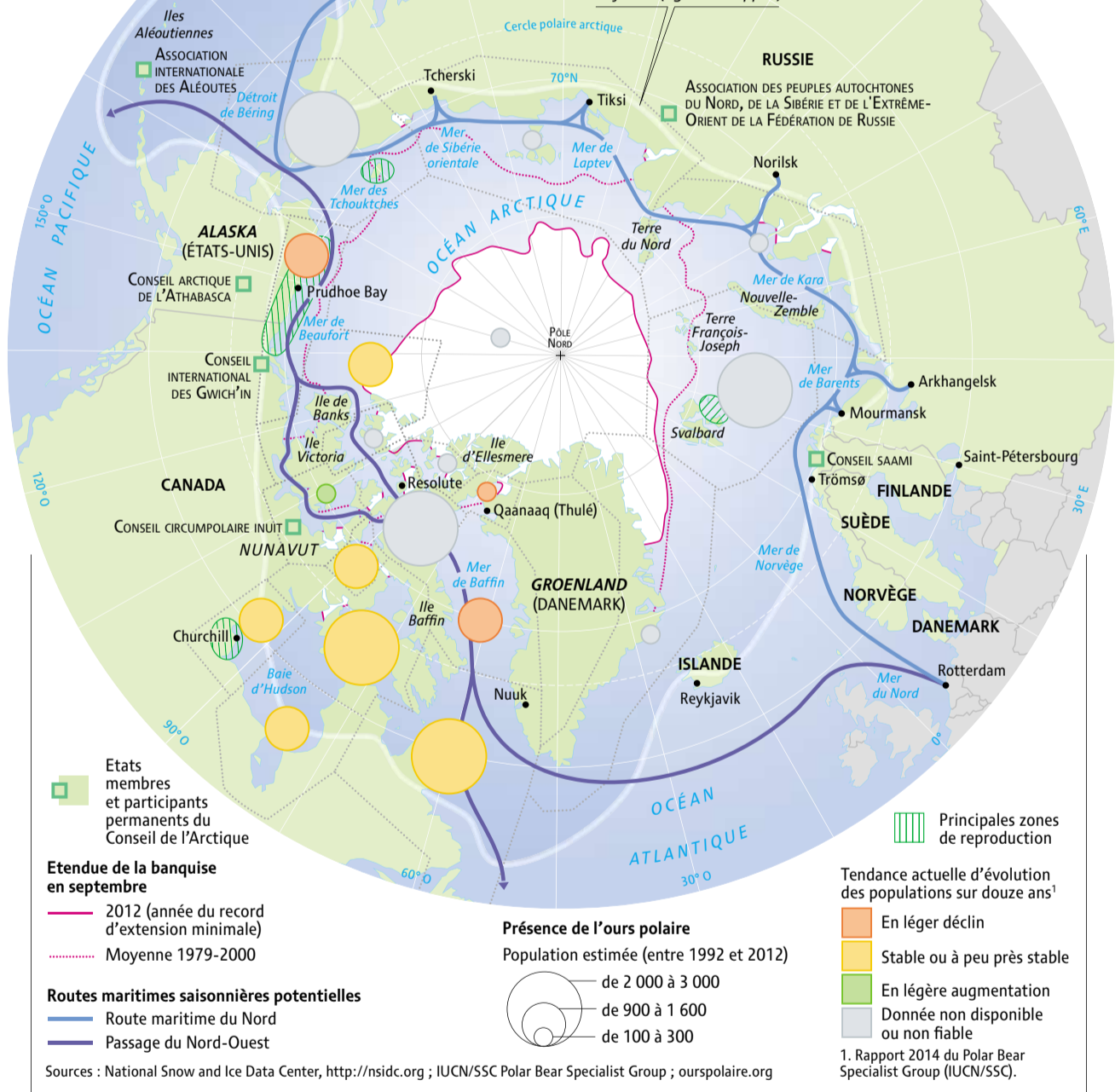
Au Canada et au Groenland, la chasse permet la conservation du patrimoine culturel, car les autorités la conditionnent à l'usage d'équipages de traîneaux à chiens. Si elle disparaissait, l'acculturation des Inuits et leur déconnexion par rapport à leur territoire, déjà réelles, ne pourraient que s'aggraver. Si la pratique peut choquer des écologistes, surtout quand ces droits sont vendus à des nantis occidentaux, les quotas accordés (de 400 à 600 bêtes sur une population estimée à 15 000 pour le Canada) sont présentés comme raisonnables et limitent le braconnage.

Pour sauver le plantigrade, certains scientifiques comme Steven Amstrup, de PBI, accréditent l'idée plus que discutable selon laquelle il faudrait capturer davantage de spécimens et utiliser les zoos comme banques génétiques (2). Il est vrai que plusieurs zoos ont transformé l'ours polaire en produit financier rentable. PBI, qui s'inscrit en partie dans la pratique d'ONG américaines animées par des hommes d'affaires, n'est pas exempt de mercantilisme. De tels propos contribuent à dissocier la cause de l'ours de son milieu. Or, même si des menaces sérieuses pèsent sur lui à moyen et long terme, il semble aussi faire montre de capacités d'adaptation. La situation de ses dix-neuf sous-populations n'est pas uniforme : certaines déclinent, mais plusieurs autres sont stables, voire en légère croissance.

Communautés locales, ONG, entreprises et Etats utilisent l'ours à des fins géopolitiques, car c'est l'usage futur des territoires de l'Arctique qui est en jeu ; mais l'animal n'est pas sorti d'affaire pour autant.

(1) Frédéric Lasserre, « Frontières maritimes dans l'Arctique : le droit de la mer est-il un cadre applicable? », *Ceriscope Frontières*, 2011, <http://ceriscope.sciences-po.fr>

(2) Cf. Mika Mered, Rémy Marion, Farid Benhammou et Tarik Chekchak, « Pour que l'ours polaire ne soit plus la vache à lait des zoos », les blogs du Huffington Post, 5 juin 2015.



CÉCILE MARIN

un groupe de spécialistes se crée au sein de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN). L'initiative de fédérer les cinq nations abritant l'animal autour d'un même projet annonce une collaboration plus large, prémisses du futur Conseil de l'Arctique. Les représentants de ces pays se réunissent à Oslo en novembre 1973 pour entériner l'Accord sur la protection des ours polaires.

Le Conseil de l'Arctique voit le jour en 1996. Il réunit les nations circumpolaires, ainsi que des représentants des communautés autochtones. Par la suite, plusieurs pays, de plus en plus éloignés du pôle Nord, obtiendront des sièges d'observateur. On y traite d'environnement et de sécurité des transports, le rôle géopolitique du Conseil étant officieux.

L'Arctique retrouve son importance stratégique après les années 2000, même

nickel, cuivre, or, diamant, uranium... Des Etats non polaires s'intéressent également à la zone et à ses ressources, à l'instar de la Chine, du Japon et de Singapour, qui ont obtenu des sièges d'observateur au Conseil de l'Arctique en 2013.

Entre les Etats circumpolaires, les batailles se livrent à fleurets mouchetés, comme en témoigne le statut des routes maritimes. Le passage de l'Est est contrôlé par la Russie, qui a la meilleure pratique de la navigation périlleuse dans les eaux arctiques grâce à sa flotte de brise-glaces nucléaires. Le Canada souhaite développer la route de l'Ouest, de plus en plus libre de glaces. Cependant, plusieurs pays, à commencer par les Etats-Unis, contestent ces appropriations nationales, considérant qu'il devrait s'agir d'eaux internationales.

Dans cet écheveau de tensions géopolitiques, l'ours polaire occupe une place de

communautés autochtones qui bénéficient d'un droit de chasse sur des espèces protégées comme les baleines et les ours polaires. Mais, avec les campagnes contre la chasse aux phoques, qui ont débuté à la fin des années 1970, puis l'interdiction par l'Union européenne, en 2009, de l'importation des produits issus de cet animal, leurs rentrées monétaires se sont taries. Dès les années 1980, afin de compenser ces pertes, Ottawa a incité les Inuits à transformer une partie de leurs quotas de prélèvement d'ours en chasses sportives pour des Européens ou des Américains fortunés. De crainte qu'une protection intégrale n'encourage le braconnage, des ONG écologistes comme Greenpeace ou le Fonds mondial pour la nature (WWF) soutiennent le maintien en annexe II de la Cites.

Ce sont aussi des considérations géopolitiques qui motivent ce soutien du Canada à la chasse. Le gouvernement fédéral a

* Respectivement : docteur en géographie de l'environnement et consultant ; photographe et documentariste expert de l'Arctique et de sa faune. Auteurs de *La Géopolitique de l'ours polaire*, qui paraît le 20 septembre aux éditions Hesse.

Les Iraniens dans l'incertitude du lendemain

Après l'accord sur le nucléaire signé en juillet, la perspective d'une levée des sanctions contre Téhéran devrait permettre, à terme, le redémarrage d'une économie sinistrée. Mais les dirigeants de la République islamique auront à choisir la nature des réformes qu'ils souhaitent mener pour accompagner cette relance. L'ouverture politique intérieure, très incertaine, dépendra de deux scrutins majeurs en 2016.

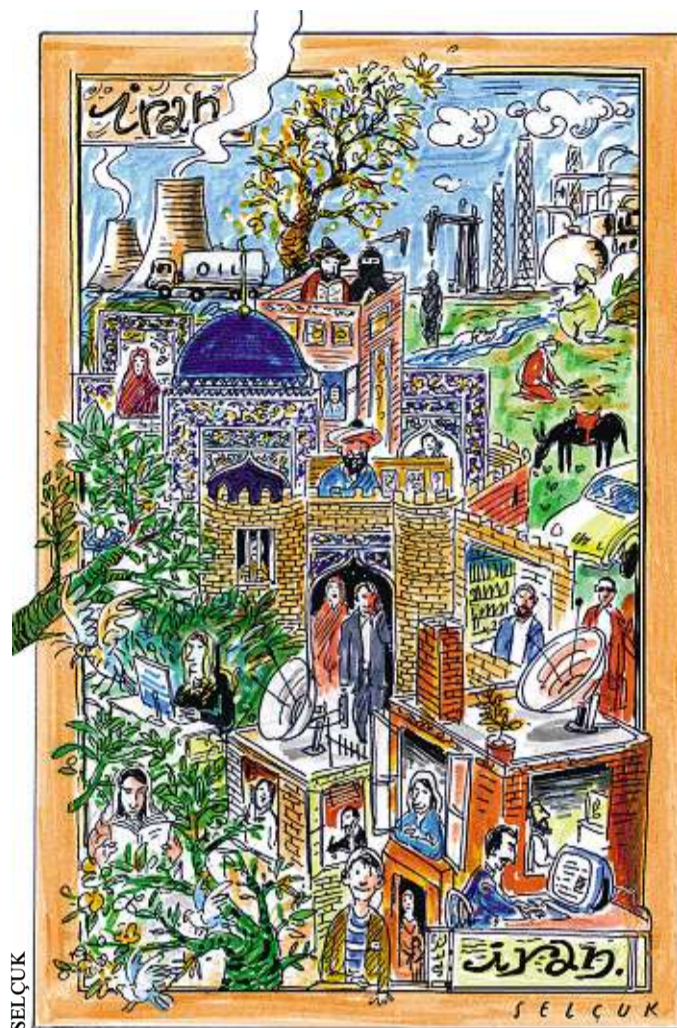
PAR CAMELIA ENTEKHABIFARD *

TÉHÉRAN, 14 juillet au soir. Des milliers de personnes investissent les rues pour fêter bruyamment l'accord signé à Vienne entre l'Iran et le groupe «P5 + 1» (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne). Après douze années de crise, et au terme d'un marathon diplomatique de vingt et un mois, ce premier dénouement ravit une population fragilisée par les sanctions économiques imposées à son pays. L'enthousiasme est tel que certains manifestants, y compris de jeunes femmes, n'hésitent pas à arborer des drapeaux américains sur leurs vêtements – une audace impensable il y a encore quelques années.

Moins d'un mois plus tard, les délégations de ministres et d'hommes d'affaires occidentaux se succèdent dans la perspective de la prochaine réouverture du marché iranien. Mais plusieurs interrogations, et non des moindres, subsistent quant à l'avenir du pays et d'un accord dont la finalité première était d'empêcher l'Iran de se doter de la bombe atomique, projet que les autorités ont toujours nié. En gelant certaines recherches, en déman-

telant certains sites, en réduisant le nombre de ses centrifugeuses d'enrichissement d'uranium et en acceptant des inspections, la République islamique a fait d'importantes concessions pour obtenir la levée des sanctions, dont elle attend beaucoup.

« Personne ne sait si cet accord sera approuvé en Iran, et on n'est pas non plus sûr qu'il sera voté aux États-Unis », déclarait, le 18 août, le Guide suprême Ali Khamenei, ultime décideur iranien sur ce dossier. Ces propos font écho à la farouche volonté de nombreux élus républicains des États-Unis de torpiller ce succès diplomatique. Après l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de la résolution 2231 entérinant l'accord, le 20 juillet, le Congrès américain doit se prononcer d'ici au 20 septembre sur la levée des sanctions imposées par Washington depuis 2006. En cas de vote négatif, le président Barack Obama a averti qu'il opposerait son veto. Dès lors, pour être annulé, le texte devra être rejeté par les deux tiers des élus des deux chambres du Congrès, ce qui, fin août, paraissait peu probable.



Certes, ce n'est pas l'unique raison pour laquelle les Iraniens ont mené jusqu'à leur terme les négociations avec les grandes puissances. Les turbulences régionales, avec l'implication croissante du rival saoudien dans les guerres civiles en Syrie et au Yémen, ainsi que la montée en puissance de l'Organisation de l'Etat islamique (OEI), ont compté. Mais la détérioration de la situation économique a été déterminante. Pénalisée par l'embargo et par une chute des recettes extérieures en raison de la baisse des prix du pétrole – le manque à gagner devrait s'élever à 40 milliards de dollars en 2015 –, la croissance du produit intérieur brut (PIB) ne dépassera pas 1 % en 2015, après une récession de 6,8 % en 2012 et un modeste rebond de + 1,5 % en 2014.

Cette atonie, aggravée par une inflation élevée (15 % en mai 2015), a poussé les dirigeants de la République islamique à donner aux négociateurs un mandat suffisamment large pour qu'ils réussissent la mission qui leur était assignée : obtenir un accord qui permettrait la levée des sanctions sans que l'Iran doive faire des concessions dans d'autres domaines que la question nucléaire. « Le Guide suprême a vite réagi, explique un ancien diplomate iranien sous couvert d'anonymat. Il n'a pas attendu que des millions de personnes descendent dans la rue pour manifester leur mécontentement. Il a sauvé la république et son héritage. L'Iran a beaucoup investi dans la technologie nucléaire et la formation de techniciens et autres employés. Cet accord permet le maintien d'un régime dont l'existence était menacée. »

Après le raidissement incarné par la présidence de M. Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), la composition même de l'équipe de négociateurs laissait deviner la volonté iranienne de trouver un accord. Elu en 2013, le président Hassan Rohani, connu en Occident pour son rôle de négociateur principal sur le dossier nucléaire de 2003 à 2005 – sous le deuxième mandat du réformateur Mohammad Khatami (1997-2005) –, a nommé au poste de ministre des affaires étrangères M. Mohammad Javad Zarif, son principal collaborateur durant ces négociations. Ancien ambassadeur aux Nations unies, pragmatique, ce dernier maîtrise la langue anglaise et connaît bien la culture anglo-saxonne, ce qui a fait la fierté des Iraniens et lui a valu des louanges dans la presse. Tout à leur joie de célébrer l'accord, de nombreux journaux l'ont même comparé à Mohammad Mossadegh (1882-1967), le premier chef de gouvernement élu démocratiquement, qui avait nationalisé les ressources pétrolières du pays avant d'être renversé en 1953 par un putsch fomenté par la Central Intelligence Agency (CIA).

Reste à savoir si l'accord du 14 juillet va apporter l'amélioration économique qu'attend la population. Selon les projections de l'hebdomadaire MEED, la levée des sanctions, même progressive, devrait permettre à l'Iran de doubler son PIB (375 milliards d'euros en 2014) d'ici à 2030 et d'attirer près de 300 milliards d'euros d'investissements directs étrangers (IDE) d'ici à 2020. Pour M. Ali Mashayekhi, expert financier auprès de la société d'investissement Turquoise Partners, qui intervient

Des signaux contradictoires

CETTE ouverture économique ne s'accompagnera pas nécessairement d'un rapprochement plus marqué avec les États-Unis ni de réformes politiques intérieures. Lors des discussions avec le «P5 + 1», M. Khamenei a rappelé aux négociateurs que leur mandat se limitait à la question nucléaire et qu'ils n'étaient « pas autorisés à parler d'autres sujets que les États-Unis essayaient d'aborder, comme la situation en Syrie ou au Yémen (1) ». Quant à un changement de ligne interne, il demeure incertain : en témoigne le rapport d'Amnesty International selon lequel 694 personnes condamnées à mort ont été exécutées entre le 1^{er} janvier et le 15 juillet 2015.

Toutefois, « de nombreux signes indiquent que le gouvernement de M. Rohani a mis en œuvre de réels changements pour tenir ses promesses électorales, considère le Pr Touraj Daryae, directeur du centre d'études perses Samuel-Jordan à l'Université de Californie. Son programme donnait la priorité aux questions internationales et promettait aussi, sur le plan intérieur, de mettre l'accent sur la société civile, de réduire les contraintes imposées aux femmes et aux Iraniens en général. N'en déplaise au gouvernement, la jeunesse fera bouger les choses et rien ne pourra l'en empêcher ». Il reste que l'accord de Vienne n'aurait jamais vu le jour sans l'approbation du Guide suprême. Et si les tenants du courant rigoriste avaient pensé que le gouvernement actuel s'appretait à opérer des transformations radicales, ils n'auraient pas permis l'élection de M. Rohani.

Il est donc difficile de mesurer la marge de manœuvre dont dispose ce dernier pour élargir l'espace des libertés individuelles, tant les signaux sont contradictoires. Ainsi, deux semaines de peine après la signature de l'accord, le régime a fait raser une mosquée sunnite à l'ouest de Téhéran, alors que M. Rohani déclarait quelques jours plus tôt, lors d'une visite au Kurdistan – région à majorité sunnite –, que l'Iran ne comptait pas de citoyens de deuxième classe et que tout le monde dans le pays était traité sur un pied d'égalité. La communauté sunnite représente environ 10 % de la population, dont un million de personnes

en Iran, « la capitalisation de la Bourse de Téhéran pourrait augmenter de 400 % en cinq ans pour atteindre 450 milliards d'euros ». De son côté, le ministre de l'industrie Reza Nematzadeh estime que le seul secteur pétrolier devrait bénéficier à terme de plus de 100 milliards d'euros d'IDE. Enfin, Téhéran espère récupérer une partie de ses avoirs gelés à l'étranger. Il est difficile d'en évaluer le montant exact, mais on avance fréquemment en Occident une fourchette de 100 à 150 milliards de dollars (de 90 à 135 milliards d'euros), tandis que l'administration Obama cite le chiffre de 56 milliards de dollars. A Téhéran, on se contente pour le moment d'affirmer que seuls 29 milliards de dollars seraient récupérables à court terme. Ces divergences nourrissent les spéculations des Iraniens sur les intentions de leur gouvernement quant à la future utilisation de ces précieuses ressources financières.

En outre, les effets de la levée des sanctions ne seront pas immédiats, sauf à employer une partie de l'argent récupéré pour acheter une paix sociale temporaire. Un journaliste d'un grand quotidien iranien, qui préfère garder l'anonymat pour des raisons de sécurité, confie pour sa part qu'il faudra au moins deux à trois ans pour que l'on assiste au redémarrage de l'économie : « Le président Rohani et son équipe devraient prendre en compte les aspirations du peuple et aborder le sujet ouvertement. La frustration risque de se manifester lors de la prochaine élection présidentielle si le niveau de vie ne s'améliore pas. »

Toute amélioration de l'économie passera nécessairement par une réforme du système bancaire, peu performant et pénalisé par d'importantes créances douteuses (15 % des actifs, mais jusqu'à 50 % dans certains établissements publics). Dans le même temps, les banques étrangères hésiteront à s'engager, l'accord de Vienne prévoyant que tout manquement iranien provoque le rétablissement des sanctions dans un délai de soixante-cinq jours.

Des signaux contradictoires

à Téhéran, où ses mosquées sont interdites, quand bien même la capitale se targue d'être le centre du monde islamique. Cette minorité apparaît comme une collaboratrice potentielle de l'Arabie saoudite.

Enfin, la question de l'ouverture politique est soumise aux rendez-vous électoraux du 25 février 2016. Le même jour, les Iraniens choisiront les parlementaires du Majlis, l'assemblée consultative islamique et, surtout, les dignitaires religieux de l'Assemblée des experts. Elus tous les huit ans, ces derniers désignent le Guide suprême et supervisent son action. M. Khamenei étant âgé de 76 ans, l'élection des membres de cette instance pourrait s'avérer décisive. M. Hachémi Rafсандjani, homme politique controversé mais populaire qui fut président de la République islamique à deux reprises entre 1989 et 1997, a d'ores et déjà annoncé sa candidature ; pour certains observateurs, cela pourrait préfigurer des changements. Actuel président du Conseil de discernement, qui arbitre les différends constitutionnels, il a aussi encouragé M. Hassan Khomeiny, petit-fils de la figure tutélaire de la révolution islamique et proche des réformateurs, à se présenter.

L'accord de Vienne ne saurait donc faire oublier l'importance de ces deux rendez-vous. Dans un éditorial, *Javan*, journal ultraconservateur et proche des gardiens de la révolution, estime que « l'ennemi [les États-Unis] va chercher dans la période qui suit l'accord sur le nucléaire à tirer profit de deux élections décisives au Parlement et à l'Assemblée des experts » (18 août 2015). Une sévère mise en garde que les partisans de l'ouverture politique ne peuvent ignorer. « Tout dépendra de la relation que le gouvernement iranien actuel entretiendra avec le peuple, qui attend les changements pour lesquels il a voté, juge pour sa part Daryae. Il a de bonnes chances de réussite, mais beaucoup d'opposants restent attachés aux idées conservatrices et à l'islam révolutionnaire. La bataille promet donc d'être rude. »

(1) Lire Shervin Ahmadi, « Un accord qui ouvre le champ des possibles en Iran », *Le Monde diplomatique*, mai 2015.

Crainte d'une contestation populaire

LES déclarations du Guide suprême illustrent également sa volonté de souffler le chaud et le froid pour tenir compte de l'opposition des fractions dures du pouvoir à toute forme de normalisation avec les États-Unis. Si l'hypothèse d'un retour à la case départ au cours des prochains mois ne peut être exclue, l'optimisme reste pourtant de mise à Téhéran – ne serait-ce que parce que les dirigeants iraniens sont conscients de l'importance de l'accord de Vienne pour la survie même du régime.

Ils ne peuvent avoir oublié un épisode marquant de l'hiver dernier. De Téhéran à Kermanshah, dans l'ouest du pays, en passant par Isfahan, dans le centre, des foules immenses, bravant le froid glacial,

se rassemblaient devant les supermarchés d'Etat pour se procurer, grâce à des coupons alimentaires, des produits de base tels que l'huile, le sucre, le blé, les œufs, ou encore du thé et de la viande de poulet. Dans certaines villes, des hommes et des femmes se sont même disputés avec hargne ce « panier de produits subventionnés ». Un spectacle des plus choquants pour qui sait que l'Iran détient, selon la Banque mondiale, les deuxième réserves de gaz naturel de la planète et les quatrième pour ce qui est du pétrole. Très commentées sur les réseaux sociaux, ces scènes témoignaient de la précarisation d'une bonne partie de la population, notamment des classes moyennes. Elles ont inquiété le régime et convaincu nombre de responsables politiques et religieux d'un risque de contestation populaire.

* Journaliste. Auteure de *Camelia, Save Yourself by Telling the Truth : A Memoir of Iran, Seven Stories Press, New York, 2007.*

2015 dip
[FORMATIONS]

ffert
formation diplomatique
pour toute inscription à un cycle

Élu(e) ou salarié(e), militant(e) ou étudiant(e), vous êtes intéressé(e) par les questions internationales ?

Participez aux cycles de formation assurés par des spécialistes et des journalistes du *Monde diplomatique*, pour mieux comprendre le monde et le changer.

CYCLE 4 : 6 JOURS 17, 18, 19 septembre - 15, 16, 17 octobre

NOUVEAUX PAYS ÉMERGENTS
De la Chine au Brésil, les nouveaux acteurs mondiaux

Voyage d'étude à Istanbul Du 7 au 10 octobre 2015

ISTANBUL *Mégapole émergente*

CYCLE 5 : 8 JOURS 1^{er}, 2, 3 octobre - 5, 6, 7, 26, 27 novembre

AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES
Changements, continuité, montée en puissance

Renseignements et inscription :
www.formations.monde-diplomatique.fr
01-42-46-62-57 - formations@monde-diplomatique.fr

CIF, CPF ou plan de formation des élus (loi de 1992) applicables.
Tarif préférentiel pour les personnes qui ne sont pas prises en charge.

En partenariat avec l'Institut européen des politiques publiques www.iepp.fr

UNE STRATÉGIE DE LA TENSION À VISÉES ÉLECTORALISTES

L'emballement guerrier du président turc

Mécontent de ne pas avoir obtenu en juin une majorité à même de renforcer son pouvoir et ses attributions, M. Recep Tayyip Erdogan a convoqué de nouvelles élections législatives qui se tiendront le 1^{er} novembre. Pour mettre toutes les chances de son côté, le chef de file des islamo-conservateurs durcit la répression vis-à-vis de ses opposants en ciblant les forces progressistes et en bombardant les Kurdes.

PAR AKRAM BELKAÏD *

SANS lui et son parti, point de salut... Le 11 août 2015, lors d'une allocution télévisée, M. Recep Tayyip Erdogan, usant d'un ton à la fois martial et paternaliste, donne le signal implicite de la campagne pour les élections législatives anticipées, qui devraient avoir lieu le 1^{er} novembre. Evoquant successivement la fin du processus de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la décision de s'attaquer militairement à celui-ci, mais aussi à l'Organisation de l'Etat islamique (OEI), et la nécessité pour le Parti de la justice et du développement (AKP) de gouverner seul pour continuer à mener les réformes, le président turc revendique un bilan positif. «*Il agit comme s'il n'avait enregistré aucun revers depuis deux ans*, observe Taha Akyol, éditeur de *Hürriyet*, quotidien de centre droit. *Il relativise même l'incapacité de l'AKP à obtenir la majorité absolue au scrutin législatif du 7 juin dernier, disant qu'il ne lui a manqué "que" 18 députés.*»

Il est vrai que l'aura de l'ancien premier ministre – il a été élu président en août 2014 – a pâli, alors qu'il avait longtemps fait figure de maître d'œuvre d'un renouveau turc, à la fois sur le plan économique et géopolitique. La répression violente des manifestants de la place Taksim, au printemps 2013, a mis au jour son inclination antidémocratique. Les poursuites deviennent quasi systématiques à l'encontre d'opposants ou de journalistes jugés trop critiques. Pour avoir dénoncé cette dérive autoritaire et

l'ambition de M. Erdogan de renforcer les pouvoirs présidentiels, les militants et sympathisants du prédicateur Fethullah Gülen – installé aux Etats-Unis – font l'objet depuis plus d'un an d'une persécution judiciaire (1). La répression touche aussi les magistrats qui, en décembre 2013, ont lancé une enquête pour corruption contre l'entourage du chef de l'Etat, dont plusieurs de ses ministres ainsi que son fils Bilal. Accusés d'appartenir à une «*organisation criminelle ayant tenté de renverser le gouvernement par la force*», suspendus de leurs fonctions, trois procureurs ont dû quitter précipitamment la Turquie durant l'été.

Sur le plan géopolitique, «*la gestion turque de la crise syrienne est un fiasco, marqué par plusieurs erreurs stratégiques*, explique Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS). *Avant fait de la chute d'Assad une obsession, la Turquie a financé plusieurs groupes syriens rebelles plus ou moins incontrôlables. Elle se retrouve aujourd'hui incapable de jouer un rôle de premier plan dans la recherche d'une solution diplomatique et dans la mise en place d'une transition négociée*». La décision prise en janvier 2015 par Ankara de soutenir, avec le Qatar et l'Arabie saoudite, «*l'Armée de la conquête*», dont l'une des composantes est le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, semblait destinée à pallier l'absence de solution pour défaire le régime de Damas ou pour l'amener à négocier.

«Enorme gâchis»

LE PRÉSIDENT Erdogan n'a pas non plus su apprécier le retour de l'Iran dans le jeu régional, comme le relève Jeremy Shapiro, politiste auprès du centre de recherche Brookings à Washington: «*Le gouvernement turc n'a pas vraiment cru à la possibilité d'un accord sur le nucléaire iranien.*» Résultat: il réalise bien tard que son voisin et rival iranien est en passe de redevenir un interlocuteur de poids pour les Etats-Unis. Plus que les attentats sur le sol turc imputés à l'OEI, c'est surtout la volonté de resserrer les liens qui a poussé Ankara à accepter, le 24 juillet, que les avions de la coalition menée par Washington contre l'organisation puissent utiliser la base d'Incirlik, dans le sud de l'Anatolie.

Sur le plan intérieur, les résultats du scrutin de juin ont représenté un revers majeur pour M. Erdogan, habitué aux succès électoraux depuis la première victoire de l'AKP, en 2002. Certes, la formation islamo-conservatrice demeure la première force politique du pays, mais, ayant perdu sa majorité absolue, elle se devait de former une coalition avec un autre parti pour gouverner. Et, sans le contrôle des deux tiers du Parlement, aucune révision constitutionnelle permettant le renforcement des pouvoirs présidentiels n'était possible. De nombreux observateurs ont vu dans cet échec la raison de la mise en place, depuis le 24 juillet, d'une stratégie de la tension. En engageant son pays dans une «*guerre synchronisée contre le terrorisme*», autrement dit contre l'OEI mais surtout contre le PKK, le pouvoir turc est d'abord motivé par des considérations électorales et par la volonté d'obtenir une majorité absolue en convoquant de nouvelles élections.

Le calcul est simple: en rompant la trêve avec le PKK, en bombardant ses bases arrière dans le Kurdistan irakien et en procédant à des milliers d'arrestations de militants ou de sympathisants de la cause

kurde, le gouvernement donne des gages aux partis nationalistes réticents ou carrément hostiles à l'égard du processus de paix. Si cela ne suffit pas à convaincre le Parti républicain du peuple (CHP), kémaliste, ou l'ultradroiteur Parti d'action nationaliste (MHP) de voter la réforme constitutionnelle, voire de participer à un gouvernement de coalition – hypothèse qui n'avait pas les faveurs de M. Erdogan et que l'opposition rejetait –, cela peut néanmoins ramener certains électeurs nationalistes dans le giron de l'AKP.

De même, les poursuites judiciaires et les menaces de dissolution lancées contre le Parti démocratique des peuples (HDP), une coalition de partis de gauche et de formations prokurdes, ne peuvent s'expliquer que par la volonté du gouvernement de l'empêcher de renouveler son succès électoral du 7 juin. En dépassant le seuil (très élevé) de 10% des suffrages exprimés nécessaire pour être représenté à l'Assemblée, ce mouvement a non seulement obtenu 80 députés, mais aussi empêché l'AKP d'avoir la majorité des sièges. M. Selahattin Demirtas, le charismatique coprésident du HDP, ne s'y est pas trompé en déclarant que le seul délit de son parti était «*d'avoir atteint 13% des suffrages aux dernières élections*». La justice, étroitement contrôlée par le pouvoir, a placé le chef du «*Syriza turc*» sous le coup d'une enquête pour «*incitation à la violence*» et «*trouble à l'ordre public*», ce qui peut lui valoir une peine de vingt ans de prison.

En s'en prenant au PKK et au HDP, M. Erdogan courtise l'électorat nationaliste, mais il règle aussi ses comptes avec cette gauche dont il déteste les idées progressistes, et qu'il a traitée de «*racaïlle*» au lendemain de la mobilisation populaire pour la défense du parc Gezi, en mai 2013 à Istanbul (2). Ardent défenseur du libéralisme économique, il exécère les propositions du HDP tant en matière de protection sociale que de défense de l'environnement. Il voit aussi



EKIN SU KOC.
– «Tomorrow»
(Demain), 2013

d'un mauvais œil son attachement à la laïcité, et n'a pas apprécié que le parti lui reproche une ingérence dans la sphère privée après qu'il a appelé les ménages turcs à «*faire au moins trois enfants*».

Surtout, estime l'économiste Emre Deliveli, «*cette stratégie de la tension et la violence politique qu'elle engendre devraient profiter à l'AKP sur le plan électoral*». Ce spécialiste prétend démontrer, statistiques à l'appui, que chaque crise majeure depuis 2002 aurait permis à l'AKP d'engranger les voix de ceux qui craignent le désordre (3). Si rien ne garantit que ce soit le cas cette fois-ci, des sondages publiés à la mi-août témoignent d'une augmentation des intentions de vote pour l'AKP, qui peut espérer une majorité des sièges si le HDP est ramené en deçà de 10% des voix.

«*C'est une fuite en avant incohérente et un énorme gâchis*», juge de son côté un chef d'entreprise turc, membre influent de Tüsiad, une organisation patronale plutôt réservée à l'égard de l'AKP et loin de partager les idées antilibérales du HDP. «*Le cessez-le-feu avec le PKK était globalement respecté depuis deux ans. Il est regrettable que des considérations de politique intérieure raniment un conflit qui a fait plus de 40 000 morts. Aujourd'hui, le pays, notamment le Sud-Est, s'installe dans une situation préinsurrectionnelle*». D'autres patrons évoquent les risques de déstabilisation du Kurdistan irakien, où de nombreuses entreprises turques sont installées et où la propagande du PKK accuse le président Massoud Barzani d'être à la solde d'Ankara.

Interrogé, un diplomate arabe en poste dans la capitale turque ne réfute pas le motif électoral de l'offensive contre les Kurdes, mais il avance aussi une autre explication: «*Plusieurs militaires, dont certains proches de l'AKP, tirent la sonnette d'alarme depuis des mois. Selon eux, le PKK et son allié syrien, le Parti de l'union démocratique [PYD], tirent avantage de la situation en Syrie. La Turquie veut empêcher qu'un deuxième Kurdistan autonome, syrien, cette fois, ne voie le jour à sa frontière*». La nomination à la tête de l'état-major des armées, le 5 août, du général Hulusi Akar, partisan d'une ligne dure à l'encontre des autonomistes kurdes, confirme cette analyse. La volonté de freiner l'influence ascendante du PKK en Syrie explique pourquoi le gouvernement turc tient tant à la création en territoire syrien d'une zone-tampon d'une centaine de kilomètres de long et de quarante kilomètres de large, d'où seraient chassés les combattants de l'OEI, mais aussi les unités de protection du peuple kurde (YPG).

«*Le peuple kurde est sacrifié sur l'autel des ambitions ultraprésidentielles d'Erdogan et de son incapacité à aider la Syrie*», estime M. Karer, jeune militant kurde du HDP qui ne manque pas de dénoncer l'amalgame fait entre le PKK et l'OEI. «*Les autorités affirment mener une double guerre au nom de la lutte contre le terrorisme. Or c'est le PKK qui est le plus visé. Daech [acronyme arabe désignant l'OEI] reste ménagé par l'armée, et plus encore par la police.*»

Le pouvoir turc continue de minimiser la capacité de nuisance de l'OEI, alors que cette dernière est responsable de l'attentat

suicide qui, le 20 juillet, a coûté la vie à 32 jeunes militants de gauche dans la ville de Suruç. «*Daech et le PKK sont deux menaces pour la sécurité nationale de la Turquie. Le PKK attaque des civils et des soldats turcs tous les jours. Il est donc normal que notre réponse soit différente*», cherchait à justifier M. Cemalettin Hasimi, chef du bureau de presse du premier ministre turc, lors d'une conférence de presse à Paris le 12 août.

Pour faire pièce aux accusations de connivence avec l'OEI, les autorités turques ont annoncé avoir intercepté et expulsé plus de «*700 combattants terroristes étrangers*» (contre 520 en 2014) qui cherchaient à passer en Syrie. Pour Billion, la rupture entre Ankara et l'OEI serait consommée depuis le printemps dernier: «*Même si les chiffres sont invérifiables, il est évident que des cellules dormantes de Daech sont organisées en Turquie et peuvent aisément recruter parmi les deux millions de réfugiés syriens. Cela représente une menace interne réelle*». Sceptique, un ancien ministre du gouvernement de Süleyman Demirel ne mâche pas ses mots: «*Erdogan a choisi la plus mauvaise des stratégies en s'attaquant au PKK et en croisant mollement le fer avec Daech. C'est l'inverse qu'il aurait fallu faire. Cette organisation a tué des jeunes qui souhaitaient participer à la reconstruction de Kobané. Elle a humilié notre pays, en juin 2014, en kidnappant une cinquantaine de nos diplomates. La Turquie risque tôt ou tard d'être confrontée lourdement à la violence de Daech. A ce moment-là, qu'allons-nous faire? Demander pardon au PKK et l'implorer de nous aider, puisque, pour l'instant, lui et ses alliés syriens sont les seuls à tenir en respect les djihadistes?*» Un raisonnement que partage Aaron Stein, chercheur au Rafik Hariri Center for the Middle

East à Washington: «*A terme, créer deux fronts est tout sauf clairvoyant. Sur le plan militaire, cela disperse les forces et prive Ankara d'un allié potentiel.*»

Soucieuse de pouvoir utiliser les installations militaires turques dans sa lutte contre l'OEI, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a donné son aval aux opérations contre le PKK, qui, à la mi-août, auraient fait plus d'une centaine de morts, y compris des civils du Kurdistan irakien. L'appel à la mesure des Etats-Unis et des Européens n'apparaît guère convaincant alors que ces mêmes puissances rechignent à critiquer ouvertement la mansuétude turque à l'égard de l'OEI. «*On attend la grande action militaire contre Daech qui prouvera que le temps de la connivence douteuse est terminé*», confirme le diplomate arabe, pour qui M. Erdogan pourrait maintenir cet état de «*vraie-fausse guerre*» contre l'OEI jusqu'aux prochaines élections afin de ménager son électorat islamiste plus ou moins sympathisant des djihadistes. Car, comme le relève Yezid Sayigh, chercheur au Carnegie Middle East Center à Beyrouth, «*pour comprendre le contexte actuel, on en revient toujours à la politique interne turque*».

Regain d'autoritarisme, manœuvres électorales, isolement diplomatique croissant, aventurisme militaire: le coût des ambitions de M. Erdogan ne cesse d'augmenter, au risque d'ouvrir un nouveau chapitre périlleux dans l'histoire de la Turquie.

(1) Lire Ali Kazancigil, «*Le mouvement Gülen, une énigme turque*», *Le Monde diplomatique*, mars 2014.
(2) Lire Tristan Coloma, «*Pourquoi M. Erdogan espère rebondir?*», *Le Monde diplomatique*, juillet 2013.
(3) «*Is Erdogan warmongering for political power?*», *Hürriyet Daily News*, Istanbul, 31 juillet 2015.

L'HEBDO INDÉPENDANT

EN KIOSQUE, SUR ABONNEMENT ET SUR POLITIS.FR

Politis

Le défi démocratique

ÉDITORIAL
POLITIQUE
MONDE
SOCIÉTÉ
ÉCOLOGIE
ÉCO/SOCIAL
RÉSISTANCES
CULTURE
IDÉES
MÉDIAS

TOUT POLITIS, votre hebdo, partout, tout le temps... 11 Euros/mois (durée libre)
Toutes nos offres sur www.Politis.fr / abonnement@politis.fr / 03 80 48 95 36



« Checkpoint Chronicle » (« Chronique des barrages ») : ce reportage photographique a été réalisé entre 2009 et 2011 par Sandra Mehl. Selon l'association humanitaire B'Tselem, la Cisjordanie comptait en avril dernier 96 barrages fixes. Celui de Bethléem (photos de gauche) est le principal point de passage vers Jérusalem des Palestiniens venus du sud depuis la construction du mur de séparation, lancée en 2002 par le premier ministre Ariel Sharon. Ce mur s'étend aujourd'hui sur plus de 500 kilomètres.



JOURS ORDINAIRES EN CISJORDANIE

La cérémonie de l'hu

Sommé en 2004 par la Cour internationale de justice de cesser immédiatement ses travaux, Israël continue à ériger un mur de séparation qui devient chaque jour plus aliénant pour les Palestiniens. Plaçant les frontières où bon lui semble, l'occupant impose sa domination aux points de passage et par le biais d'innombrables barrages qui morcellent le territoire de la Cisjordanie.

PAR ABAHER EL SAKKA *

VIVRE EN PALESTINE, c'est s'habituer à être arrêté à tout moment. Les barrages ne se résument pas aux personnes abattues, aux femmes enceintes qui perdent leur bébé et aux malades morts d'avoir trop attendu ; ils constituent un lieu privilégié pour observer le spectacle de l'occupation. Selon les périodes, les organisations humanitaires recensent jusqu'à plus de cinq cents barrières de tout type rythmant nos vies : permanentes, provisoires, volantes, mobiles, saisonnières... Le colonisateur les désigne à sa guise. Certaines sont « internationales », comme entre la bande de Gaza et Israël. D'autres découpent la Cisjordanie en une multitude d'entités séparées appartenant en théorie à trois zones discontinues : la première relève des prérogatives de l'Autorité palestinienne en matière de sécurité ; la seconde est cogérée ; la troisième est totalement contrôlée par Israël. Cette classification donne à l'Autorité palestinienne un pouvoir illusoire, car, en pratique, soldats et policiers israéliens peuvent dresser un obstacle mobile militarisé où et quand ils le veulent, comme on a pu le voir à Al-Bireh, à quelques centaines de mètres de la Mouqata'a, le siège de la présidence palestinienne à Ramallah.

Ces checkpoints, ou postes de contrôle, résultent d'une politique réfléchie, où se déploient toutes les nuances d'une conception d'autrui. Avec les outils modernes de dressage pour assujettir les corps (barrière, tourniquet, scanner, etc.), on voit se concrétiser la biopolitique décrite par Michel Foucault, ce contrôle physique de la société sur les individus.

Il ne s'agit pas seulement de réguler la circulation des personnes ou de vérifier les identités, comme ailleurs dans le monde. Ces barrages symbolisent la classification, par le pouvoir israélien, des

* Professeur de sociologie à l'université de Bir-Zeit (Ramallah).





L'association israélienne Marsom Watch observe les violences subies ainsi que les conditions humiliantes d'un passage souvent ralenti par la limitation des moyens humains et techniques, ce qui provoque files d'attente et échauffourées en période d'affluence. Près de Qalqilya, dans le nord de la Cisjordanie, des centaines de travailleurs s'entassent dès 6 heures du matin devant l'entrée du barrage d'Eyal (photo ci-contre). Durant le ramadan, des milliers de Palestiniens franchissent les points de passage, comme à Qalandia, près de Ramallah, pour accéder aux lieux saints de l'islam situés à Jérusalem-Est (photos ci-dessus et ci-dessous).

umiliation

Palestiniens selon leur lieu de naissance : porteurs de la nationalité israélienne (Palestiniens de 1948), habitants de Jérusalem-Est, de Cisjordanie et de Gaza, ou étrangers pour ceux qui reviennent d'exil. Ainsi, il existe une centaine de types de permis de circulation ; cela permet un raffinement de l'arbitraire, qui s'exprime notamment lors des punitions collectives interdisant aux habitants de telle ou telle région d'entrer ou de sortir, de se déplacer dans un sens ou dans l'autre. Le *checkpoint* crée des catégories sociales, des représentants officiels et officieux, des laissez-passer, des passages réservés aux porteurs de cartes VIP et d'autres pour les hommes d'affaires. Cette classification coloniale fait du point de passage un lieu où se fabrique la différenciation entre les Palestiniens.

L'ouverture des grilles tient au bon vouloir du soldat de service. Outre les humiliations systématiques et permanentes, les Palestiniens peuvent être sur leur terre soumis à toutes sortes d'interrogatoires. Tout peut arriver : recevoir des coups parce que votre tête ne revient pas au militaire de faction, une garde à vue, une arrestation. L'attente peut durer cinq minutes ou des heures. Tout est susceptible d'être remis en cause : visite, rendez-vous, emploi, liberté... et parfois même la vie.

Le barrage influe sur les comportements, les humeurs, les rapports des gens entre eux comme vis-à-vis de l'occupant. Il reflète la relation entre dépendant et pourvoyeur que décrivait l'écrivain Albert Memmi pour éclairer la colonisation comme archétype d'un processus de domination. Après les accords d'Oslo, les nouvelles forces de sécurité palestiniennes ont érigé à leur tour des barrages rappelant ceux d'Israël, ce qui traduit l'intériorisation de la logique coloniale. Au barrage d'Abou Holy, au milieu de la bande de Gaza, on a pu voir, en 2005, des enfants accompagnant sur trois cents mètres les véhicules pour garantir aux soldats israéliens que ces voitures ne transportaient ni explosifs ni kamikaze.

LE BARRAGE peut devenir une source de revenus pour des marginaux ou de petits vendeurs. Une société de communication palestinienne a même érigé un panneau en face du passage de Qalandia, qui sépare Jérusalem de Ramallah, pour proposer ses services – une sorte de normalisation des barrières, intégrées aux rouages de l'économie. Les institutions israéliennes confient désormais certains barrages à des sociétés de sécurité privée. Impuissant à les démanteler, le ministère palestinien des travaux publics cherche des fonds pour améliorer le trafic au passage de Qalandia. En finançant des routes alternatives au lieu des voies existantes entravées par les Israéliens, les organisations internationales soutenues par l'Union européenne deviennent les partenaires d'un « développement » qui épargne les plans de la colonisation et banalise l'enfermement de tout un peuple.



A la différence des terminaux frontaliers ordinaires, ces postes de contrôle ne sont pas situés sur une frontière reconnue démarquant deux entités souveraines. Aux barrages fixes s'ajoutaient en avril dernier 361 barrières mobiles, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies. Dans les moments de forte tension, comme en décembre 2014, on a recensé jusqu'à 456 barrages mobiles sur un territoire de 5 640 kilomètres carrés, soit la superficie du département de la Creuse. (Iconographie : Laetitia Guillemain)

La base américaine d'Okinawa, épine

Sous prétexte de s'émanciper des Etats-Unis, M. Abe Shinzo veut contourner la Constitution pacifiste de son pays. Le premier ministre japonais masque ainsi sa volonté de renforcer l'armée, malgré une forte opposition de la population. Du reste, il a accepté l'extension des bases militaires réclamée par Washington dans l'île d'Okinawa, qui abrite déjà les deux tiers des troupes américaines déployées au Japon.

PAR GAVAN MCCORMACK *

SI LES TENSIONS entre le Japon et la Chine, ou entre la Chine et des pays voisins, font couler beaucoup d'encre, le conflit qui oppose l'archipel d'Okinawa à Tokyo et à Washington est, lui, bien moins médiatisé. Depuis dix-huit ans, les habitants de cette préfecture japonaise s'insurgent contre le projet de construction, décidé par les deux gouvernements, d'une nouvelle base militaire de marines américains à Henoko, dans le Nord. Le premier ministre Abe Shinzo, qui a entamé son second mandat en décembre 2012, considère ce projet comme prioritaire. Mais il fait face à des adversaires plus déterminés que jamais.

En avril 2015, devant un Congrès américain conquis, il a proclamé son attachement aux «valeurs partagées» de démocratie, de respect de la légalité et des droits humains, ainsi qu'à certains objectifs particuliers, tels que la base militaire de Henoko. Un mois après sa visite, le gouverneur d'Okinawa, M. Onaga Takeshi, arrivait à son tour à Washington pour le contredire : pas question de tolérer la construction d'une nouvelle base.

Entre Taïwan et l'île japonaise méridionale de Kyushu, l'archipel que recouvre la préfecture d'Okinawa s'étire

* Professeur émérite à l'université nationale d'Australie, coordinateur du site Japan Focus. Dernier ouvrage paru (avec Satoko Oka Norimatsu) : *Resistant Island: Okinawa Confronts Japan and the United States*, Rowman & Littlefield, Lanham (Etats-Unis), 2012.

sur quelque 1 000 kilomètres. Pour la Chine, il constitue potentiellement un «grand mur maritime» commandant l'accès au Pacifique. C'est dire s'il joue un rôle essentiel dans l'équilibre des forces en Asie de l'Est.

Avant d'être intégrées au Japon, ces îles formaient le royaume de Ryukyu; elles dépendaient à la fois des Etats pré-modernes chinois et nippon, et connurent cinq siècles de voisinage paisible en mer de Chine orientale, dans le cadre du système du tribut chinois (1). Dans les années 1850, le royaume jouissait d'une indépendance qui lui permit de négocier des traités avec les Etats-Unis, la France et les Pays-Bas.

Mais cette relative autonomie prit fin dans les années 1870. L'Etat japonais moderne, établi en 1868, abolit le royaume de Ryukyu pour le punir d'avoir tenté de conserver ses liens avec la Chine. Il annexa les îles, qui devinrent la préfecture d'Okinawa, et fit du château de Shuri, surplombant la capitale, Naha, la première base militaire de l'archipel. Les Okinawaïens se virent interdire l'usage de leur langue; ils furent contraints d'employer des noms japonais et d'adopter la religion impériale shintoïste.

De la part du Japon, cette annexion de l'archipel représentait un signe d'hostilité envers la Chine, puis envers les Etats-

Unis, ce qui conduisit à la catastrophe de 1945 : un Okinawaïen sur quatre trouva la mort dans le cyclone américain d'acier et de napalm qui s'abattit entre fin mars et fin juin (2). Nombre d'habitants, accusés d'espionnage, furent exécutés ou contraints par les forces japonaises de se «suicider» collectivement (ce fut le cas parfois de familles entières). Le traumatisme a profondément marqué l'âme d'Okinawa.

Soixante-dix ans après la défaite du Japon lors de la seconde guerre mondiale, l'armée américaine occupe encore 20 % du territoire de l'île, où se concentrent les trois quarts de ses forces présentes dans le pays. Elle exerce une autorité souveraine (extraterritoriale) à peine moins étendue qu'à l'époque où les Etats-Unis administraient directement l'archipel – une période qui a duré jusqu'en 1972, soit vingt ans après la fin de l'occupation du reste du Japon.

En théorie, la base prévue à Henoko doit remplacer celle de Futenma, qui s'étend

Adieu, coraux, tortues et crustacés

OR IL S'AGIT de l'une des plus belles zones côtières du pays, théoriquement protégée – le ministre de l'environnement japonais veut même obtenir son classement au Patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour la science et la culture (Unesco)... Le site recèle une biodiversité particulièrement riche. Il abrite de multiples formes de vie : coraux, crustacés, concombres de mer et algues, des centaines d'espèces de crevettes, d'escargots, de poissons, de tortues, de serpents et de mammifères, dont beaucoup sont rares ou menacés de disparition.

Si cette base voit le jour, elle figurera probablement parmi les plus importantes concentrations de puissance militaire du XXI^e siècle en Asie de l'Est, ce qui en fera un élément-clé du «pivot» cher à M. Barack Obama (3). Constat amer pour les Okinawaïens : le déplacement de Futenma a été promis en 1996 sans aucune

condition. Le gouvernement Abe affirme que les marines jouent un rôle essentiel dans la défense du pays et ont donc toute leur place à Henoko; mais le ministre de la défense Nakatani Gen a lui-même concédé, début 2014, qu'il n'y avait aucune raison militaire ou stratégique de ne pas transférer la base en plusieurs autres endroits, dont Kyushu, par exemple; seule l'empêche l'opposition de Tokyo (4).

En réalité, depuis le départ, l'occupation de Futenma par les marines est illégale, la base ayant été installée sur des terres extorquées à leurs propriétaires par la force «des baïonnettes et des bulldozers», selon la formule gravée dans la mémoire de tous les Okinawaïens. Et ce en violation de l'article 46 de la Convention de La Haye, qui interdit à des armées d'occupation de confisquer des biens privés. Cette considération devrait conduire sur-le-champ à la fermeture de Futenma, sans même que

l'on ait besoin d'invoquer le danger, le bruit et les nuisances.

La résistance locale englobe une majorité de la population, le gouverneur de la préfecture, les assemblées préfectorale et municipale, les sections préfectorales des principaux partis politiques nationaux ainsi que les deux plus grands journaux, *Ryukyu Shimpo* et *Okinawa Times*. Au cours des premières années, elle a réussi à bloquer le projet. Mais, à partir de 2013, le second gouvernement Abe n'a eu de cesse de la neutraliser. Le premier ministre a d'abord persuadé les cinq parlementaires d'Okinawa de sa propre formation, le Parti libéral-démocrate (PLD), de s'aligner sur ses positions, puis la section préfectorale du PLD elle-même, et enfin, en décembre, le gouverneur, M. Nakaima Hirokazu.

Outrés par ces défections successives, les opposants à la base militaire ont pris leur revanche en remportant une série d'élections tout au long de l'année 2014 : la mairie et l'assemblée de la ville de Nago, dans le nord de l'île, en janvier et en septembre, puis le poste de gouverneur en novembre et les quatre sièges de la chambre basse de la Diète en décembre. A l'élection pour le poste de gouverneur, le conservateur Onaga Takeshi préconisait une politique du «tout Okinawa» – un slogan qui rassemble tous les partis, des communistes aux conservateurs, autour de la défense de l'île – et promettait de «faire tout ce qui était en [son] pouvoir» pour stopper le projet. Il a remporté une victoire décisive avec 100 000 voix d'avance sur le candidat sortant

(1) La Chine, au centre de l'Asie de l'Est, proposait aux pays voisins un système d'allégeance en contrepartie de droits commerciaux.

(2) Les actes les plus horribles de la bataille d'Okinawa se déroulèrent dès le 26 mars dans les îles Kerama. Les combats durèrent jusqu'au 22 juin 1945. Les troupes américaines débarquèrent dans l'île, qui leur servit de base arrière pour bombarder puis occuper le reste du Japon.

(3) Lire Michael T. Klare, «Quand le Pentagone met le cap sur le Pacifique», *Le Monde diplomatique*, mars 2012.

(4) *Okinawa Taimusu*, Naha, 25 décembre 2014.

Une Constitution pacifiste en péril

PAR KATSUMATA MAKOTO *

SOIXANTE-DIX ANS après la fin de la seconde guerre mondiale, nul ne pouvait imaginer une telle mobilisation des Japonais – des plus âgés, qui ont vécu la guerre, jusqu'aux plus jeunes, qui n'ont même pas vu la chute du mur de Berlin. Refusant le «coup d'Etat parlementaire» du gouvernement de M. Abe Shinzo, ils manifestent devant la Diète tous les jours depuis plus d'un an, y compris cet été, en pleine canicule. Rien que le 18 juillet dernier, plus de cent mille personnes sont descendues dans la rue.

Le premier ministre veut faire passer un projet de loi sur la sécurité qui autorise les Forces d'autodéfense (le nom officiel de l'armée) à participer à des opérations extérieures – ce qu'il appelle l'«autodéfense collective» – dans deux cas : quand le Japon ou l'un de ses alliés est attaqué et quand il n'existe pas d'autre moyen de protéger le peuple (1). Pourtant, la Constitution japonaise affirme, dans son article 9 : «Le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ainsi qu'à la menace ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. Pour atteindre ce but, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'Etat ne sera pas reconnu.» C'est ce droit que le gouvernement Abe veut rétablir. Mais la Constitution ne peut être modifiée qu'avec les deux tiers des voix de chacune des chambres de la

* Economiste, professeur émérite à l'université Meiji Gakuin (Tokyo), chercheur au Centre d'études internationales pour la paix.

Diète (Chambre des représentants et Chambre des conseillers), approbation qui doit elle-même être obligatoirement suivie d'un référendum. Ce dernier serait impossible à remporter aujourd'hui, tant la population reste traumatisée par la guerre.

M. Abe ne s'est pas attaqué directement à l'article 9. Au cours de son premier mandat, il a cherché à obtenir une plus grande souplesse parlementaire en modifiant l'article 96, afin de pouvoir faire adopter des «amendements constitutionnels» à la majorité simple. Ayant échoué, il s'est lancé dans une «réinterprétation» de l'article 9, exposée dans le projet de loi sur la sécurité et qui conduit à son abrogation de fait. C'est «une trahison de la Constitution et une trahison de l'histoire», estime le constitutionnaliste Higuchi Yoichi, traduisant l'opinion de la majorité des juristes : selon une enquête de Nippon Hoso Kyokai (NHK), le groupe public audiovisuel, 90 % des juristes de droit public interrogés en juin dernier jugeaient «anticonstitutionnel» le projet d'autodéfense collective (2).

MALGRÉ l'opposition suscitée, y compris dans les rangs du Parti libéral-démocrate (PLD), le parti du premier ministre, le texte a été approuvé par la majorité de la Chambre des représentants le 16 juillet dernier. Même si celle des conseillers vote différemment, ou si elle ne vote pas dans les soixante jours, c'est-à-dire d'ici au 14 septembre, le projet pourrait être adopté à la majorité des deux tiers par la Chambre des représentants, qui a le dernier mot (3). M. Abe a prolongé la session parlementaire jusqu'au 27 septembre. Mais son impopularité n'a jamais été aussi grande. Selon un sondage effectué à la fin de juillet par le journal économique *Nikkei Asian Review*, 57 % des personnes interrogées sont contre

l'adoption du projet de loi sécuritaire en session parlementaire ordinaire (26 % y étant favorables) et 50 % désapprouvent l'ensemble de la politique du premier ministre (contre 38 % qui l'approuvent) (4).

L'ampleur du rejet et la ténacité des protestations rappellent les manifestations de 1960 contre la ratification du traité de sécurité (et de renforcement du poids militaire) américano-japonais, concocté par le premier ministre d'alors, Kishi Nobusuke. Celui-ci, qui fut contraint à la démission, n'était autre que le grand-père de M. Abe... Toutefois, la forme comme la nature de la contestation actuelle diffèrent à plusieurs égards. Celle-ci rassemble la population dans sa diversité, tant à Tokyo que dans les autres grandes villes, alors que la lutte des années 1960 était menée essentiellement par des groupes d'étudiants, et notamment par la Zengakuren (Fédération japonaise des associations d'autogestion étudiante), souvent appuyés par les partis d'opposition et par les grands syndicats. De plus, ces mouvements affrontaient fréquemment les forces de l'ordre, et beaucoup dans leurs rangs croyaient aux lendemains qui chantent, au socialisme.

A l'inverse, les manifestants d'aujourd'hui sont non violents, soucieux de démocratie, et ils multiplient les formes de contestation : percussions, déguisements et slogans en tout genre. Ils se battent aussi bien contre le contenu du projet de loi que contre la façon dont le pouvoir veut l'imposer. Traumatisés par l'accident nucléaire de Fukushima du 11 mars 2011, précarisés dans leur vie quotidienne, ces jeunes forment une génération pour laquelle «il n'y a pas d'avenir heureux», comme nous l'explique M. Okuda Aki, l'un des principaux membres du très actif réseau Action étudiante urgente pour la démocratie libérale (Students Emergency Action for Liberal Democracy, SEALDs).

Beaucoup inscrivent cette loi sécuritaire dans le projet de société du premier ministre, ce que M. Abe nomme «le beau Japon», pour reprendre le titre de son livre (5) : nouvelle loi fondamentale sur l'éducation, avec une forte connotation nationaliste insistant sur «l'amour du pays natal»; loi de «protection des secrets d'Etat» de décembre 2013, qui restreint la liberté au nom de la lutte contre les «ennemis de l'intérieur» (6)...

EN SOMME, le premier ministre veut réaliser le vieux rêve des conservateurs d'en finir avec une Constitution qui aurait été imposée par les Américains, force d'occupation des Alliés après la défaite dans la guerre du Pacifique et d'Asie. Il s'agirait d'un pas indispensable à franchir pour un Japon souverain, redevenu un pays «normal». Mais c'est oublier les circonstances historiques. Au cours de cette guerre, le Japon a subi la perte de plus de trois millions de vies humaines, y compris les victimes des bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki; sans oublier les dizaines de millions de morts dans les autres pays d'Asie et chez les Alliés. Même si la Constitution a été écrite par les Américains, c'est bien le peuple qui l'a voulue, réclamant le droit de vivre en paix, comme le montrent les enquêtes d'alors (7).

Avec la nouvelle loi, le Japon, loin de s'émanciper des Etats-Unis, aura l'obligation de seconder militairement son allié américain à travers le monde. «Sans l'article 9, les dirigeants japonais n'auraient pas pu dire "non" à la guerre d'Irak», rappelle Higuchi (8). D'autant que, lors de son voyage à Washington, en mai dernier, M. Abe a accepté le principe d'une «transformation de l'alliance américano-japonaise» dans le sens d'une plus grande coopération (9).

A l'inverse, la Constitution de 1947, unanimement acceptée par les Japonais, commence par ce préambule : «Nous, le peuple japonais (...), décidés à ne jamais plus être les témoins des horreurs de la guerre du fait de l'action du gouvernement, proclamons que le pouvoir souverain appartient au peuple.» Dans le même esprit, la Charte des Nations unies, née dans les cendres de la seconde guerre mondiale, vise à «préserver les générations futures du fléau de la guerre qui, deux fois en l'espace d'une vie humaine, a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances».

Aux yeux de certains – japonais ou étrangers –, cette Constitution apparaît naïve et obsolète, voire idéaliste. Mais, dans le contexte actuel, ce volontarisme pacifiste ne devrait-il pas, au contraire, devenir une norme internationale? L'Asie aurait tout à y gagner, au lieu de se livrer à des exercices militaires mimant une confrontation armée.

(1) «National security strategy», ministère de la défense, Tokyo, 2015.

(2) Sondage mené auprès de 1 146 juristes. Yahoo News Japan, 7 août 2015.

(3) La coalition du PLD et du parti Komei, parti bouddhiste en principe pacifiste, a obtenu 326 sièges sur 480.

(4) «Nikkei poll: Half of Japanese electorate gives Abe government thumbs down», *Nikkei Asian Review*, Tokyo, 27 juillet 2015.

(5) Paru au Japon en 2006, le livre a été traduit en anglais : Abe Shinzo, *Towards a Beautiful Country: My Vision for Japan*, Vertical, New York, 2007.

(6) «State secrecy law takes effect amid protests, concerns over press freedom», *The Japan Times*, Tokyo, 10 décembre 2014.

(7) Cf. Higuchi Yoichi, *Constitutionalism in a globalizing world: Individual rights and national identity*, University of Tokyo Press, 2002.

(8) «Japan security bills reveal irreconcilable divide between scholars, politicians», *The Japan Times*, 12 juin 2015.

(9) Cf. Jeffrey W. Hornung, «US-Japan: a Pacific Alliance transformed», *The Diplomat*, Tokyo, 4 mai 2015.

PROJET MILITARISTE DE M. ABE SHINZO

dans le pied du premier ministre japonais

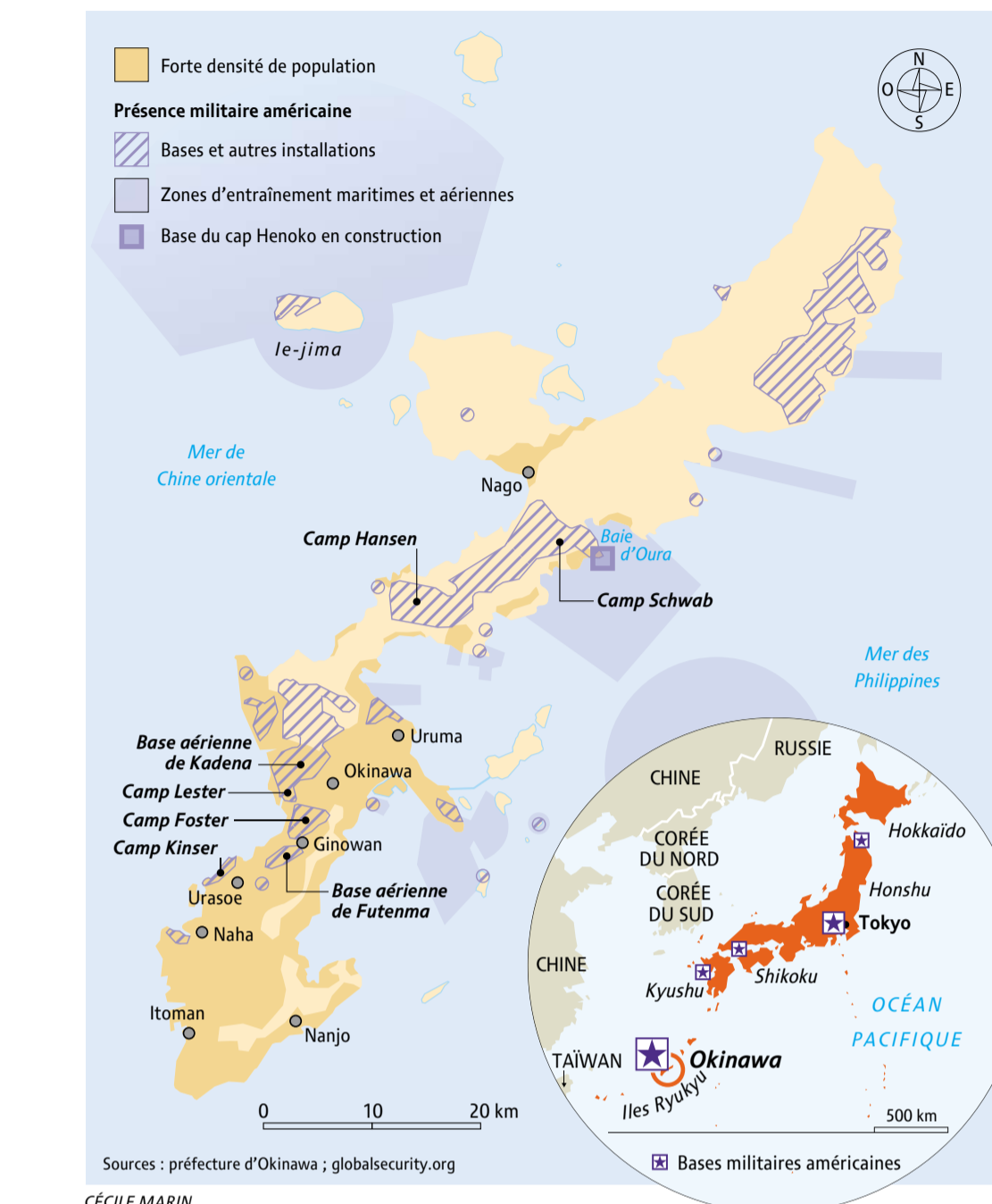
(360 800 voix contre 261 000) et une participation record, supérieure à 64 %.

Cela n'a pas empêché le secrétaire du cabinet – qui a rang de ministre –, M. Suga Yoshihide, d'affirmer que les dés étaient jetés et que le gouvernement allait s'atteler « de façon sérieuse et appropriée », selon son expression favorite, à la construction de la base. Les travaux d'études préliminaires, entamés en juillet 2014 et interrompus durant la période qui a précédé les élections législatives de novembre, ont repris en janvier 2015. Mobilisant la police anti-émeutes et des navires garde-côtes, M. Abe a alors adopté une stratégie du choc et de la terreur contre les manifestants. Le 4 mars, par exemple, lors de la journée nationale du sanshin (le luth d'Okinawa), vingt-neuf musiciens rassemblés à l'extérieur du site de la FRF pour donner un concert de musique classique en faveur de la lutte contre la base militaire ont été brutalement interrompus par la police anti-émeutes, qui a détruit l'abri de fortune destiné à les protéger de la pluie.

En janvier 2015, M. Onaga a nommé une commission d'experts dite « de la troisième voie », chargée d'examiner les étapes qui avaient conduit son prédécesseur à autoriser le déplacement de la base de Futenma. Il voulait savoir si la procédure s'était déroulée correctement ou s'il existait un moyen de l'annuler. Il a aussi demandé aux autorités de Tokyo d'interrompre les travaux d'études qu'elles avaient commandités, en soulignant qu'ils avaient endommagé les coraux.

Au cours des quatre mois qui ont suivi son élection, le gouvernement a refusé de se servir de ce que de lui parler. « *A quoi cela servirait-il ?* », a interrogé le ministre de la défense Gen Nakatani (5). Lorsque, enfin, en avril et mai 2015, il a pu rencontrer le secrétaire du cabinet, le premier ministre et le ministre de la défense, le fossé séparant les deux camps n'avait fait que se creuser davantage. « *Plus vous emploieriez des termes condescendants, plus les Okinawaïens se détourneront de vous et plus leur colère grandira* », a martelé M. Onaga – des paroles qui ont eu un grand retentissement dans l'île. « *Rien ne serait plus scandaleux que d'affirmer que les Okinawaïens, dont la terre a été confisquée pour y construire une base aujourd'hui obsolète, la plus dangereuse du monde, devraient supporter ce fardeau et que, si cela ne leur plaît pas, ils n'ont qu'à proposer une solution de rechange* », a-t-il prévenu en ouverture de sa rencontre avec M. Abe. Il a alors été interrompu, après ne s'être exprimé en public que trois minutes sur les cinq prévues, et les journalistes ont été priés de quitter la salle.

Le premier ministre japonais exerce un contrôle sans précédent sur la Diète ; l'oppo-



CÉCILE MARIN

sition est divisée et affaiblie, et les médias nationaux sont en grande partie acquis au pouvoir – ce n'est pas pour rien que M. Abe soigne les magnats de la presse, qu'il côtoie sur les terrains de golf et dans les réceptions mondaines. Mais, au-delà de la Diète et des salles de rédaction, la sympathie pour Okinawa et sa résistance grandit.

Lors de sa visite de 2013 à Washington, M. Abe n'avait pas reçu un accueil très chaleureux. Aucun dîner ni conférence de presse n'avait été prévu avec le président Obama. « Le Japon revient », « En finir avec le régime d'après-guerre » ou encore « Enseigner une histoire digne de ce nom, dont les gens seront fiers » : ses mots d'ordre ne pouvaient qu'offenser ses interlocuteurs, à la fois par l'hostilité qu'ils manifestaient envers l'Etat d'après-guerre

que façonna l'occupant américain et par l'attachement qu'ils révélaient aux valeurs du Japon d'hier, militariste et fasciste.

Deux ans plus tard, cependant, le premier ministre japonais s'est vu dérouler le tapis rouge, et il a prononcé un discours devant les deux chambres du Congrès réunies. Le raison de ce retournement est simple : il s'était au préalable engagé à mettre en œuvre le calendrier réclamé par les conseillers « experts » du Japon de Washington. Revenant sur la ligne qui avait prévalu durant les six décennies précédentes, son gouvernement avait revu son interprétation de la Constitution japonaise pour étendre le champ d'intervention des forces d'autodéfense et leur permettre de se joindre à de futures « coalitions de volontaires » n'importe où dans le monde, comme le réclament les Etats-Unis. Il s'apprêtait à intégrer les 225 000 militaires japonais sous commandement américain et promettait de

continuer à payer pour conserver les forces américaines au Japon. Les chiffres sont gardés secrets, mais on peut estimer le coût de ce maintien à plus de 8,6 milliards de dollars (7,8 milliards d'euros) par an (6). Enfin, outre la nouvelle base militaire promise à Henoko, M. Abe s'était engagé à construire et à financer en majeure partie de nouvelles bases militaires américaines à Guam et dans les îles Mariannes du Nord, soit un versement direct de 2,8 milliards de dollars (2,5 milliards d'euros). Si l'on y ajoute les frais de déménagement de 8 000 marines et leurs familles (au moins 9 000 personnes), la subvention totale sera de 6,09 milliards de dollars.

C'est ce que le premier ministre appelle un « pacifisme positif », censé supplanter le pacifisme inscrit dans la Constitution et qui prévaut au Japon depuis 1947. Au cas où cela ne serait pas suffisamment clair, M. John McCain, président du comité des

forces armées du Sénat américain, a précisé dans *Japan Times* ce qu'il fallait entendre par là : l'envoi des forces d'autodéfense japonaises en Corée, au Proche-Orient et dans la mer de Chine méridionale (7).

Le Japon est peut-être bien gouverné aujourd'hui par le dirigeant national le plus activement proaméricain de son histoire. L'attitude de M. Abe envers Washington se caractérise par un curieux mélange de soumission servile et d'hostilité profonde. Il se retrouve prisonnier de la contradiction fondamentale de l'Etat japonais moderne : devoir conjuguer asservissement clientéliste et affirmation nationaliste (8).

Un problème immédiat se pose à lui : celui d'Okinawa, pour lequel il n'a aucune réponse. Devant l'effritement de sa base sociale dans tout le Japon (lire l'article page 16), le gouvernement temporise. Bien que les premiers contrats pour la construction de Henoko, d'un montant de 460 millions de dollars, aient été signés, il hésite toujours à donner le coup d'envoi des travaux, d'autant que, le 16 juillet dernier, la commission d'experts « de la troisième voie » a rendu son rapport et constaté plusieurs irrégularités dans les processus de décision de l'ex-gouverneur. Dans le même temps, M. Onaga a annoncé son intention de porter l'affaire dès septembre devant le Comité des droits de l'homme des Nations unies à Genève.

Puis, le 4 août, à la surprise générale, le gouvernement Abe a annoncé un accord en quatre parties avec le gouverneur d'Okinawa : ouverture de négociations, suspension de tous les travaux entre le 10 août et le 9 septembre, suspension de toute action juridique de la part d'Okinawa et autorisation de l'enquête d'impact – réclamée par le gouverneur – sur le corail de la baie d'Oura.

Certes, le gouvernement ne prend pas trop de retard dans ses projets, la saison des typhons étant peu propice aux travaux. Mais, politiquement, cela confirme que l'affrontement avec l'île lui pose un problème qu'il ne peut complètement ignorer.

Après cette trêve d'un mois, peut-être réussira-t-il à imposer sa volonté à la préfecture. Mais le peuple okinawaïen pourrait alors ne plus se contenter de demander l'arrêt de la construction d'une nouvelle base, et aller jusqu'à réclamer la fermeture de toutes les bases militaires.

GAVAN MCCORMACK.

(5) *Okinawa Times*, Naha, 13 mars 2015.

(6) Estimations de 2012.

(7) « McCain : SDF should expect to see action in Korea, deploy to Mideast, South China Sea », *Japan Times*, Tokyo, 2 mai 2015.(8) Lire Bruce Cumings, « Le couple nippo-américain à l'heure du soupçon », *Le Monde diplomatique*, avril 1999.

Les Amis du MONDE diplomatique

FÊTE DE « L'HUMANITÉ »

Le Monde diplomatique sera présent au Village du livre (halle Nina-Simone) les 11, 12 et 13 septembre au parc départemental Georges-Valbon à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Pour plus de précisions, consulter : www.amis.monde-diplomatique.fr

RÉGIONS

ANGOULÊME. Le 22 septembre, à 20h30, à la Cité BD, 60, avenue de Cognac, projection-débat du film *Howard Zinn, une histoire populaire américaine*, d'Olivier Azam et Daniel Mermet, en présence de ce dernier. En partenariat avec la Cité BD et Attac 16. Tarif : 3,50 euros. (05-45-67-20-21 et patrickbouthinon@orange.fr)

AURILLAC. Le 25 septembre, à 18 heures, à la Maison des associations, place de la Paix, salle 2 : réunion des AMD15 : à 21 heures, diffusion de l'émission « Les vendredis du Diplo » sur RPA (107,4). (burrito15@gmail.com)

AVIGNON. Au cinéma Utopia Manutention : le 22 septembre, à 20h30, débat sur le conflit israélo-palestinien avec Présence palestinienne et les Amis de Sabeel-France ; le 25 septembre,

à 20h30, projection-débat du film *Cas d'école*, en présence du réalisateur Gilles Balbastre. (ruiz.bouqueyran@wanadoo.fr)

CARCASSONNE. Projections-débats du film *Cas d'école*, en présence du réalisateur Gilles Balbastre : le 17 septembre, à 20h30, au cinéma Le Colisée à Carcassonne, en partenariat avec les Amis du cinéoch ; le 18 septembre, à 20h30, au cinéma Le Familia à Quillan, en partenariat avec le Ciné-club de la haute vallée de l'Aude. Le 24 septembre, à 20h45, salle de la Tour à Pennautier, conférence-débat avec Maurice Lemoine pour son livre *Les Enfants cachés du général Pinochet* (éd. Don Quichotte). En partenariat avec la mairie de Pennautier. (amd11@free.fr)

GIRONDE. Le 15 septembre, à 20h30, au cinéma Utopia de Bordeaux, projection-débat du film *Cas d'école*, en présence du réalisateur Gilles Balbastre. Le 16 septembre, à 20h30, café de l'Orient, place François-Mitterrand à Libourne : « café-Diplo ». (06-85-74-96-62 et amis.diplo33@gmail.com)

LA ROCHE-SUR-YON. Le 12 septembre, à 10h15, au Grand Café, 4, rue Georges-Clemenceau : « café-Diplo » autour de l'article de Serge Halimi « L'Europe dont nous ne voulons plus ». (michelmerel54@laposte.net)

LILLE. Le 10 septembre, à 20 heures, à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES), 23, rue Gosselet : « Comment résister à l'agression publicitaire à Lille ? », avec le collectif des Déboulonneurs.

Le 28 septembre, à 20 heures, à la Rose des vents, boulevard Van-Gogh à Villeneuve-d'Ascq : « Les partis politiques servent-ils encore la démocratie ? », avec Renaud Lambert et Rémi Lefebvre. (amd11@free.fr)

LYON. Le 22 septembre, à 19h30, grande salle de conférences, Maison des passages, 44, rue Saint-Georges : conférence-débat avec Gérard Filoche pour son livre *Vive l'entreprise ? Le code du travail en danger* (Hugo & cie). (catherine.chauvin@wanadoo.fr)

MARSEILLE. Le 22 septembre, à 19 heures, à la Maison de la région, 61, la Canebière, projection du film *Cas d'école*, suivie d'un débat avec le réalisateur Gilles Balbastre. (g.ollivier1@free.fr)

METZ. Le 10 septembre, à 18h30, petite salle des Coquelicots, « café-Diplo » : « L'Allemagne, entre nationalisme économique, intégration européenne et desseins mondiaux ». (pollmann@univ-metz.fr)

MONTPELLIER. Le 20 septembre, à 10h30, au cinéma Utopia, 5, avenue du Docteur-Pezet : projection du film *Cas d'école*, suivie d'un débat avec le réalisateur Gilles Balbastre. (janinerobert@wanadoo.fr)

ORLÉANS. Le 6 septembre, de 11 heures à 18 heures, place du Martroi, les AMD seront présents à Rentrée en fête (stand D21). Le 8 septembre, à 19 heures, sur Radio Campus Orléans 88.3, présentation du *Monde diplomatique* du mois dans l'émission « A bâtons

rompus ». Le 10 septembre, à 20 heures, à la Maison des associations : « café-Diplo » autour du dossier « Le révélateur grec » (août 2015). (06-74-15-57-33 et lesamdorleans@laposte.net)

RENNES. Le 17 septembre, à 19 heures, au Knock, 48, rue de Saint-Brieuc : « café-Diplo » autour du dossier « Le révélateur grec » (août 2015). (06-22-56-16-98 et yves.paristad@wanadoo.fr)

TOULOUSE. Le 15 septembre, à 20h30, au Bijou, 123, avenue de Muret, conférence-débat avec François Morin pour son livre *L'Hydre mondiale. L'oligopole bancaire* (Lux). Le 16 septembre, à 19h45, au cinéma Utopia, projection-débat du film *Cas d'école*, avec son réalisateur Gilles Balbastre. Le 23 septembre, à 20h30, salle du Sénéchal, 17, rue de Rémusat, table ronde : « Quel avenir pour le train dans notre région ? ». Le 26 septembre, à 18 heures, à la Renaissance, conférence-débat avec Maurice Lemoine pour son livre *Les Enfants cachés du général Pinochet* (éd. Don Quichotte). (05-34-52-24-02 et amd11@gmail.com)

TOURS. Le 4 septembre, à 20h30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy : « Quelles leçons à tirer de la Grèce ? ». Le 16 septembre à 13 heures, le 17 septembre à 20 heures et le 21 septembre à 11 heures sur Radio Béton (93.6), présentation du *Monde diplomatique* du mois. (02-47-27-67-25 et pjc.arnaud@orange.fr)

RÉGION PARISIENNE

ESSONNE. Le 12 septembre, présence des Amis au village Alternatiba organisé par la Maison du monde d'Evry. Le 14 septembre, à 20h30, Maison du monde, 509, patio des Terrasses, à Evry, réunion de rentrée des Amis. (06-84-11-63-02 et amd91.evry@gmail.com)

SEINE-SAINT-DENIS. Le 24 septembre, à 19 heures, salle La Belle Etoile, 14, rue Saint-Just : « Le Grand Paris : quelles répercussions sur les banlieues populaires ? », avec Hacène Belmessous. Rencontre organisée par les AMD Paris. (amis.diplo.75@gmail.com)

YVELINES. Le 12 septembre, à 17 heures, à l'hôtel de ville de Versailles, salle Montgolfier : « Quelle protection pour les lanceurs d'alerte ? », avec Jean Stern. En collaboration avec Amnesty International. (06-07-54-77-35 et eveleveque@wanadoo.fr)

HORS DE FRANCE

GENÈVE. Le 8 septembre, à 18h30, au café Jules-Verne, 20, rue Jean-Viollette : « café-Diplo » autour du dossier « Le révélateur grec » (août 2015). (amidiplo-suisse@hotmail.com)

LA HAYE. Le 25 septembre, à 18 heures, à l'Alliance française, Berlage Kantoor, Kerkplein 3 : « En Europe, vote-t-on pour l'extrême droite en pensant défendre des valeurs de gauche ? », avec Evelyne Pieiller. (m.rio@tiscali.nl)

Syriza et les chausse-trapes du pouvoir

En remettant en jeu son mandat de premier ministre après avoir accepté les conditions draconiennes des autorités européennes, M. Alexis Tsipras a précipité la scission de Syriza. La Plate-forme de gauche s'est aussitôt constituée en un mouvement, Unité populaire, favorable à la sortie de l'euro. Les leçons que les uns et les autres tirent des six mois de pouvoir de Syriza en Grèce diffèrent...

PAR BAPTISTE DERICQUEBOURG *

ATHÈNES, 30 juillet 2015. Dans une ville à moitié désertée par ses habitants, le comité central de Syriza tient l'une des réunions les plus importantes de son histoire. Le parti, qui a obtenu 36,34 % des voix et 149 députés lors des élections législatives de janvier dernier, a ensuite formé le premier gouvernement grec déterminé à en finir avec l'austérité et avec la tutelle de la « troïka » – Commission européenne, Fonds monétaire international (FMI) et Banque centrale européenne (BCE). Mais, le 13 juillet, le premier ministre Alexis Tsipras a accepté de signer un troisième mémorandum qui, en échange de 86 milliards de prêts supplémentaires pour les trois prochaines années, permettant notamment une recapitalisation des banques du pays, exsangues, impose de nouvelles mesures d'austérité et un vaste plan de privatisations.

Tout en affichant les réserves que leur inspire ce nouvel arrangement, M. Tsipras et son entourage en défendent certains

aspects. Le ministre de l'économie Georges Stathakis déclare par exemple : « *Bien que de nombreuses mesures contenues dans cet accord aient un effet récessif, en aucun cas on ne peut le comparer aux deux premiers mémorandums, qui comprenaient un ajustement budgétaire de 15 % du produit intérieur brut [PIB] sur quatre ans et des réductions de retraites et de salaires comprises entre 30 % et 40 % (1).* » Toutefois, le 15 juillet, lors du vote en urgence des « mesures préalables » exigées par les institutions avant tout déboursement d'une partie des 86 milliards de prêts promis, 32 des 149 députés Syriza se sont opposés à un plan qu'ils jugeaient contraire au programme de leur parti ; six se sont abstenus et un n'a pas pris part au vote. Le texte n'a pu être approuvé qu'avec le soutien d'une partie de l'opposition. Depuis, Syriza a éclaté. Les deux tendances, l'une favorable à la signature du plan, l'autre, notamment au sein de la Plate-forme de gauche (PG [2]), qui la refuse, se renvoient la responsabilité de la rupture.

Un manque de compétences administratives

LORS de la réunion du 30 juillet, M. Tsipras demande à ceux qui le critiquent de proposer une solution de rechange à l'accord qu'il vient de conclure. Selon lui, une sortie de l'euro équivaldrait à une catastrophe, sans nécessairement permettre à la Grèce de changer de politique : « *Il n'y a pas de solution hors de l'euro ; on applique aussi une austérité sévère dans les pays qui sont hors de la zone euro (3).* » De façon plus pressante encore, le vice-premier ministre Yannis Dragasakis estime qu'en cas de crise ouverte avec ses « partenaires » européens, le parti serait incapable de pourvoir aux besoins du pays pour des biens de première nécessité, en particulier le pétrole et les médicaments. M. Panos Kosmas, de la PG, lui réplique alors : « *Qui, sinon le premier ministre, avait le devoir de disposer d'une telle solution alternative ? Pourquoi n'a-t-elle pas été élaborée ?* » C'était toute la différence entre une sortie de l'euro entièrement subie et un « Grexit » en partie maîtrisé, auquel avait réfléchi,

parmi d'autres, l'économiste et député Syriza Costas Lapavistas (4).

Pour expliquer certains des obstacles sur lesquels a buté le gouvernement de gauche, cette question de la préparation revient très souvent dans les discussions avec les cadres du parti et les membres du gouvernement. Après son congrès fondateur de juillet 2013, la coalition de gauche Syriza est devenue un parti unifié comptant entre 30 000 et 35 000 membres (5), qui s'est ensuite organisé à trois niveaux : local, professionnel et thématique. Les comités locaux rassemblent la base du parti. Un tiers des inscrits environ assistent aux réunions mensuelles. Ces comités jouissent d'une liberté presque totale, qui s'est épanouie dans des actions de solidarité avec les grévistes. Le parti s'est également doté d'organisations regroupant ses membres par professions, ce qui lui a permis de s'impliquer plus efficacement dans les luttes sectorielles. L'élaboration d'un programme de gouvernement, enfin, a été confiée à des commissions thématiques qui recrutaient par cooptation. Il n'était pas



PIERRE ALECHINSKY. – « Astres et désastres », 1969

nécessaire d'être membre du parti pour y participer. « *Après le mouvement des "indignés", j'ai adhéré à une association pour la réforme de la Constitution. C'est pour cela qu'on m'a proposé de rentrer dans la commission sur ce thème, et j'ai pris ma carte. J'ai ainsi renoué avec la politique après trente ans de désintérêt* », nous explique M. Vassilis Xidias, professeur de religions à Athènes.

Un constat revient souvent : le parti a manqué des compétences techniques qui auraient pu lui permettre de passer des axes généraux de son programme à des mesures concrètes. Malgré les nouvelles adhésions qui ont suivi la percée électorale de 2012, les cadres de Syriza sont restés les mêmes depuis 2009. Or, avec les succès remportés ces dernières années, des centaines d'entre eux ont été absorbés par d'autres tâches, et il a parfois été difficile de constituer des équipes : 76 députés ont été élus en juin 2012, 6 parlementaires européens en mai 2014, ainsi que, le même mois, 927 conseillers municipaux et 144 élus régionaux, puis enfin, en janvier dernier, 149 députés... Dans son bureau du Parlement, M. Dimitris Triandafyllou, psychologue, nous confie : « *Je suis rentré d'Angleterre pour devenir attaché parlementaire en janvier. Il m'a fallu tout apprendre sur le tas.* » La députée pour laquelle il travaille, Mme Chrysoula Katsavria, a elle-même fait ses premiers pas à la Vouli en janvier.

Il a également fallu former les équipes gouvernementales. Certes, comme nous le rappelle Stathis Kouvelakis, membre de la PG, « *le parti regorge de jeunes qui ont fait une thèse, y compris d'économie ou d'économie* ». Mais, ajoute un haut fonctionnaire au ministère de l'économie qui préfère rester anonyme, « *c'est une chose que d'avoir des idées générales et des connaissances, et c'en est une autre de disposer de compétences techniques au niveau étatique. Il faut savoir faire tourner une équipe, repérer les postes-clés auxquels on doit nommer des gens de confiance, savoir dans quel bureau on peut faire traîner les choses, quels obstacles juridiques vont se présenter, etc., pour arriver à faire ce que l'on veut. Et l'expérience acquise dans les administrations locales n'aide en rien au niveau de l'Etat.* » En somme, le parti compte peu de cadres administratifs opérationnels.

Résultat : on constate partout un énorme retard dans les désignations, dans la prise des décisions et dans leur exécution. Exemple parlant : celui de la loi sur les grands médias d'information. Après des années de laisser-faire au cours desquelles l'oligarchie grecque s'est approprié la totalité des grandes chaînes de télévision, des radios et la majeure partie de la presse écrite (6), le ministre Nikos Pappas a promis de faire adopter une loi réglementant l'attribution des fréquences. En préparation depuis mars, le projet n'a été présenté au Parlement que deux semaines après le référendum qui avait procuré à ces médias une nouvelle occasion de mener une campagne acharnée contre le gouvernement.

Ces retards ont également laissé en place l'ancien personnel, avec ses vieilles

pratiques. Dans la police, les réseaux d'extrême droite, qui n'ont pas été démantelés, font planer un danger permanent (7). Dans la santé, M. Panayiotis Venetis, psychologue et militant de Syriza à Thessalonique, témoigne du même immobilisme : « *Nous avons attendu en vain que les administrateurs des hôpitaux soient remplacés.* » Ces derniers avaient la réputation d'être souvent corrompus et d'avoir accompagné l'effondrement du système de santé grec.

Consciente de ces problèmes, la direction estime que des critères méritocratiques doivent désormais prévaloir, alors que les recrutements étaient jusqu'ici principalement déterminés par l'appartenance à la famille politique de la majorité au pouvoir. Cela permettrait d'en finir avec les pratiques du Mouvement socialiste panhellénique

La question du maintien dans la zone euro

EN L'OCCURRENCE, pourtant, les cadres de substitution ne manquaient pas : l'organisation du parti pour le personnel du secteur bancaire compte « *plus de 500 membres, parmi lesquels des directeurs d'établissement bancaire ou des administrateurs, avec une expérience technique* », nous indique l'une de ses membres. Nous avons élaboré un plan de nationalisation des banques et un plan pour les prêts non remboursables. Après les élections, nous attendions des mesures, d'autant que les capitaux avaient déjà commencé à s'enfuir. Mais rien n'a été fait, et Dragasakis n'a fait appel à aucun d'entre nous ». Or, selon M. Tsipras, ce sont l'asphyxie financière provoquée par la BCE et l'imminence d'un effondrement du système bancaire qui ont conduit à la signature de l'accord du 13 juillet.

Depuis janvier, les habitants du quartier populaire du Village olympique n'ont vu aucun représentant du parti venir les informer ou les solliciter. Certains confient que la formation d'un gouvernement Syriza leur a procuré « *une joie immense* », mais ils estiment néanmoins que les membres du gouvernement demeurent aussi loin du peuple que par le passé, et ne comprennent pas la signature du dernier accord. Contrairement aux attentes de la PG, cependant, ils ne sont pas mobilisés pour s'y opposer. Les affiches pour le « non » au référendum encore visibles sur les murs témoignent d'un intérêt très variable selon les quartiers d'Athènes. « *Ce sont surtout les comités où nous [la PG] étions majoritaires qui ont fait la campagne* », assure M. Kouvelakis.

Pour cette tendance, l'équipe de M. Tsipras s'est autonomisée très tôt du parti et a refusé de préparer la population à une éventuelle sortie de l'euro. Faut-il s'en étonner ? La déclaration du congrès fondateur du parti annonçait : « *Comme l'affirme le slogan "Aucun sacrifice pour l'euro", la priorité absolue pour Syriza est d'arrêter la catastrophe humanitaire et de satisfaire les besoins de la société.* » Pourtant, à plusieurs reprises, avant même les élections de janvier, MM. Tsipras et Dragasakis ont prévenu qu'ils ne sortiraient jamais la Grèce de la zone euro. Selon les

(Pasok) et de la droite. Le changement des critères de recrutement s'intégrait bien dans le cadre que l'équipe dirigeante souhaitait donner aux rapports entre parti et gouvernement, car il permettait de prévenir les remous qu'aurait provoqués un trop large remplacement de personnel. « *Ils voulaient éviter de donner l'impression de se venger des partis précédemment au pouvoir* », nous explique le journaliste Nikos Sverkos. M. Tsipras et son entourage (principalement MM. Pappas, Dragasakis et M. Alekos Flambouraris, ministre d'Etat pour la coordination gouvernementale) étaient en effet convaincus qu'ils pourraient parvenir à un meilleur compromis avec les institutions européennes en créant un rapport de confiance avec elles et en utilisant les divergences entre les institutions et les Etats : le FMI contre la Commission européenne, les Etats-Unis contre l'Allemagne, etc. Pour cela, mieux valait éviter une montée des tensions en Grèce et un emballement de la base du parti.

Parfois, cette modération a eu des conséquences surprenantes. Ainsi, le gouverneur de la Banque de Grèce Yannis Stournaras, ancien ministre des finances du gouvernement de M. Antonis Samaras, n'a pas été remplacé. Même le quotidien économique français *Les Echos* s'est étonné de la mansuétude de M. Tsipras envers un homme qui a « *présidé au début des années 2000 aux destinées de la banque Emporiki, dont la déconfiture a coûté plus de 10 milliards d'euros au Crédit agricole* ». En outre, « *comme conseiller du Trésor grec, il a joué un rôle important dans le processus d'adhésion de la Grèce à l'euro, cautionnant le maquillage des chiffres qui a empêché l'Europe de prendre conscience à temps de l'état réel de son économie* » (8). Depuis l'arrivée au pouvoir de Syriza, le gouverneur de la banque centrale n'a cessé de critiquer sa stratégie de négociation, en particulier au cours de la semaine qui a précédé le référendum.

opposants à l'accord du 13 juillet, l'idée selon laquelle « *la société grecque n'est pas prête* » ne serait qu'un prétexte : une option n'existe réellement que si on la présente, argument-ils. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui encore, si la majorité des Grecs restent attachés à la monnaie unique, c'est souvent parce qu'ils espèrent ainsi prévenir un effondrement du système bancaire. M. Dragasakis l'a admis : Berlin était mieux préparé qu'Athènes à un « *Grexit* » (9).

Lors d'une réunion publique organisée le 27 juillet dernier par le site de la PG, Iskra.gr, autour du slogan « *Le "non" n'a pas été vaincu* », la proposition d'un retour à la monnaie nationale formulée par M. Panagiotis Lafazanis, ministre de la restructuration de la production, de l'énergie et de l'environnement dans le premier gouvernement Tsipras, a été accueillie par un tonnerre d'applaudissements. Néanmoins, M. Tsipras répète que le « non » du 5 juillet n'a jamais signifié un « oui » à la drachme (10). Désormais, ce débat qui traverse l'ensemble de la société anime la campagne électorale. La scission à l'intérieur de Syriza, la transformation de la PG en un nouveau mouvement, Unité populaire, vont poser ouvertement la question de savoir de quelles armes la gauche grecque entend se doter pour résister au chantage des institutions européennes.

(1) *Le Journal des rédacteurs*, Athènes, 1^{er} août 2015.
 (2) Tendance au sein de Syriza qui défend un programme plus radical, et notamment l'élaboration d'un plan de sortie de l'euro. Un tiers des membres du comité central en sont issus.
 (3) Interview à la radio Sto Kokkino, 29 juillet 2015. Le quotidien français *L'Humanité* en a publié des extraits dans son édition du 31 juillet 2015.
 (4) Lire Costas Lapavistas, « *Sortie de l'euro, une occasion historique* », *Le Monde diplomatique*, juillet 2015.
 (5) Lire « *Prendre le pouvoir sans perdre son âme* », *Le Monde diplomatique*, juin 2013.
 (6) Lire Valia Kaimaki, « *Médias grecs en temps de crise* » et « *A Athènes, des médias à genoux* », *Le Monde diplomatique*, respectivement mars 2010 et mars 2015.
 (7) Lire Thierry Vincent, « *Un espoir tempéré, la crainte des coups tordus* », *Le Monde diplomatique*, février 2015.
 (8) *Les Echos*, Paris, 20 juillet 2015.
 (9) ERT, 12 août 2015.
 (10) Sto Kokkino, 29 juillet 2015.

Le Monde présente

PATRIMOINE de l'HUMANITÉ

« *Notre plus bel héritage* »

Une collection **Le Monde** présentée par ÉRIK ORSENA

LE VOLUME 1 3€99 SEULEMENT

NATIONAL GEOGRAPHIC PATRIMOINE de l'HUMANITÉ

UNE COLLECTION DE BEAUX LIVRES À LIRE, ADMIRER, CONSERVER

CETTE SEMAINE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX www.CollectionPatrimoineLeMonde.fr

RADIO CLASSIQUE

DES FERMES D'ÉTAT À L'AGROBUSINESS

En Allemagne, main basse sur les terres de l'Est

Après avoir connu la noblesse prussienne, la collectivisation, les coopératives et la transition, l'agriculture est-allemande suscite désormais l'appétit de grands investisseurs souvent étrangers au secteur. Une situation paradoxalement favorisée par les structures héritées du régime communiste.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
RACHEL KNAEBEL *

«**R**EGARDEZ donc ça !» M. Stefan Palme se tourne vers une carte des terrains agricoles de la région affichée sur son écran d'ordinateur. Le quinquagénaire dirige une exploitation de céréales biologiques à 80 kilomètres au nord de Berlin. Mille cent hectares de blé, seigle, épeautre, orge, avoine, et un corps de ferme en partie construit au XVII^e siècle sur un ancien domaine de junkers, ces grands propriétaires terriens de la noblesse prussienne. Sur la carte, l'homme désigne des polygones colorés : «*Les parcelles en rouge sont au Land du Brandebourg, celles en rose à l'Eglise.*» Puis il pointe les surfaces les plus larges : «*Ces terrains-ci sont à Steinhoff, ceux-là à Thomas Philipps.*»

Steinhoff est un grand fabricant de meubles allemand, adossé à une holding internationale dont le siège se trouve en Afrique du Sud. Thomas Philipps possède une chaîne de magasins de fins de série. Face à de tels concurrents, même la grande exploitation de M. Palme ne fait pas le poids quand il s'agit d'acheter ou de louer des terres. «*Voilà la situation en ce moment. Il y a un combat pour chaque terrain. C'est le Far West*», déplore le Bavarois, installé dans la région depuis 1996.

Peu après la réunification de 1990, l'agriculture est-allemande a vu arriver des investisseurs sans passé d'exploitants mais aux poches bien pleines. Le patron d'un empire industriel de la gestion des déchets (Remondis) a ainsi acheté en 1994 plusieurs des 465 domaines agricoles gérés directement par l'Etat au temps de la République démocratique allemande (RDA). Appelés «*biens du peuple*», ces fermes représentaient moins d'un dixième des terres est-allemandes cultivées. L'agriculture de la RDA s'organisait plutôt autour de coopératives agricoles de production, soumises au contrôle du régime mais constituées des sols et des équipements mis en commun lors de la collectivisation forcée qui dura jusqu'en 1960 – en 1945, les Soviétiques avaient exproprié les propriétaires terriens possédant plus de 100 hectares et étatisés les terres. Plus des trois quarts des 3 800 coopératives ont maintenu leur activité sous une forme juridique nouvelle après 1990 (1). Les voici au centre de toutes les convoitises.

L'accaparement a changé de visage et d'ampleur à partir de 2007, avec la hausse du prix des céréales et l'effondrement de Wall Street. «*La crise financière a attiré de nouveaux acteurs. Ils se disent que le placement dans le foncier agricole est sûr, même si le rendement est modéré*», analyse M. Wolfgang Krüger, chef du département juridique du plus grand groupement allemand d'agriculteurs, le Deutscher Bauernverband (DBV). Parmi les investisseurs ouest-allemands, le fabricant de meubles Steinhoff, mais aussi Lindhorst, un groupe spécialisé dans l'immobilier et les maisons de retraite. Le plus puissant de ces géants agricoles s'appelle KTG Agrar. Entrée en Bourse en 2007, la société gère aujourd'hui 35 000 hectares et 30 exploitations un peu partout dans l'est de l'Allemagne. Un chiffre en constante augmentation. KTG opère aussi en Lituanie et en Roumanie pour le compte d'autres investisseurs, et cultive du fourrage en Russie pour une entreprise allemande de viande. Les affaires sont si prometteuses que le conglomérat chinois Fosun a pris en juin une participation de 9 % au capital de KTG. Ces sociétés s'intéressent avant tout aux productions les plus rentables : céréales, colza et biogaz, lequel est subventionné par les tarifs réglementés d'achat des énergies renouvelables. Contestées outre-Rhin, elles se montrent discrètes. Steinhoff et Lindhorst refusent de parler à la presse ; KTG renvoie à son prestataire de relations publiques. Acteur de taille intermédiaire,

AgroEnergy se montre plus disert. Cette entreprise hambourgeoise créée en 2008 présente à ses actionnaires le placement dans l'agriculture est-allemande comme particulièrement sûr face au risque d'inflation, mais aussi comme tout à fait profitable. Grâce à une première levée de fonds de 34 millions d'euros en 2008, la société par actions avait racheté deux exploitations sur plus de 4 000 hectares, avant de revendre le tout en 2011 avec un retour sur investissement moyen de 13,5 %. AgroEnergy tente désormais de réunir 120 à 150 millions d'euros de capitaux pour acquérir 20 000 hectares supplémentaires.

Une kyrielle de nouveaux investisseurs lorgnent eux aussi l'est du pays : une société de logistique, le propriétaire d'une chaîne de vente de lunettes, l'ancien gérant d'une entreprise financière, un ex-directeur d'imprimerie ou encore ce producteur de sucre qui possède des milliers d'hectares en Saxe, mais aussi en Moldavie, en Pologne et au Chili. «*Les groupes qui achètent à grande échelle n'acquièrent pas directement des terrains, mais plutôt des parts dans des exploitations existantes*, explique M. Andreas Tietz, coauteur d'une étude sur le sujet (2). *Par ce biais, ils contrôlent les surfaces.*» En effet, la loi allemande ne permet de vendre des terres agricoles qu'à des agriculteurs. Mais elle n'interdit à personne de reprendre des exploitations. KTG et consorts acquièrent ainsi d'immenses fermes puis emploient des agriculteurs comme simples salariés. L'accaparement des exploitations entraîne celui des terres.

Des prix deux fois plus bas qu'à l'Ouest

Dans les Länder de l'Est, les trois quarts des terres sont cultivées en fermage (3). Elles appartiennent le plus souvent à des particuliers ou à l'Eglise protestante. Celle-ci reste un grand propriétaire terrien en Allemagne de l'Est, mais ne vend pas. Le régime communiste n'avait pas formellement remis en cause son droit de propriété foncière agricole. Si le clergé ne pouvait disposer de ces terres à sa guise, il est resté propriétaire en titre sur le cadastre.

«*Les directeurs des grandes exploitations de l'Est atteignent tous l'âge de la retraite*, souligne M. Moritz Spilker, l'un des gérants d'AgroEnergy. *Il n'y a personne pour prendre la suite.*» Personne, sauf des sociétés comme la sienne, capables de lever rapidement des dizaines de millions d'euros. Cette subite passion agricole tient pour une part au prix des sols, près de quatre fois plus bas que dans l'ouest de l'Allemagne en 2007, et toujours deux fois plus bas en 2012. Mais elle s'explique surtout par la structure des exploitations dans l'ex-RDA. Avec une surface moyenne de plus de 230 hectares, elles sont bien plus grandes qu'à l'Ouest (49 hectares en moyenne) et qu'en France (55 hectares). Beaucoup dépassent même les 1 000 hectares, en particulier les exploitations directement issues des coopératives agricoles. «*Lors de la collectivisation, les surfaces ont été fusionnées pour constituer de très grandes unités*, explique l'historien Arnd Bauerkämper, professeur à l'Université libre de Berlin. *La situation allemande est bien particulière par rapport au reste de l'ancienne Europe communiste : en Allemagne, la réunification et l'entrée immédiate dans l'Union européenne ont tout de suite favorisé les grandes structures agricoles de l'ex-RDA.*» Par un curieux renversement historique, la collectivisation mise en œuvre par le régime communiste favorise désormais la mainmise de grands groupes privés.



M. Krüger, lui-même fils d'agriculteurs anciens membres d'une coopérative, se veut rassurant : «*Ces investisseurs représentent tous ensemble peut-être 100 000 hectares. C'est moins de 2 % des 5,5 millions d'hectares agricoles des régions de l'Est.*» Mais la concentration s'accroît, et dans certains cantons aux sols de qualité, la part des terres passées dans les mains de ces nouveaux propriétaires fonciers atteint 10 à 25 %, selon les calculs des politiques et observateurs locaux. «*Du néo-féodalisme*, commente M. Helmut Klüter, professeur de géographie régionale à l'université de Greifswald, dans l'extrême nord-est du pays. *Même du temps de la noblesse, les plus grands domaines atteignaient rarement plus de 400 hectares. Pas des milliers comme maintenant. Et ces exploitations gigantesques sont subventionnées par la politique agricole commune.*» KTG Agrar touche par exemple, selon ses propres dires, 6 millions d'euros de subventions communautaires annuelles. Pendant ce temps, dans les villages du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, de la Saxe, du Brandebourg, les agriculteurs allemands subissent l'explosion du prix des sols, multiplié par deux dans les régions de l'Est depuis 2007 – par trois depuis la fin des années 1990 (4).

«*Lindhorst s'est implanté au sud-est d'ici, KTG vient d'acheter une ferme dans la localité voisine*», rapporte M. Holger Lampe. L'homme de 56 ans dirige une coopérative agricole près de la frontière polonaise. Lui et les douze autres membres de la structure, dont cinq femmes, y élèvent 200 vaches sur 1 400 hectares, dont plus de la moitié en location. «*Ici, c'était un domaine de junkers. Cela n'a rien de nouveau, vous savez, les grands propriétaires terriens*», ironise l'éleveur, qui dirige l'exploitation depuis 1987. Arrivé comme jeune ingénieur agronome, il y a vécu la chute du Mur, la réunification, le passage à l'économie de marché et le plongeon dans l'«*eau froide*» de la politique agricole commune, à laquelle il n'a «*toujours pas trouvé de fil conducteur*». Il est aujourd'hui confronté à l'arrivée des nouveaux investisseurs et à des prix du foncier devenus inaccessibles : «*Dans les années 1990, nous avons acheté à 1 000 euros l'hectare. Aujourd'hui, c'est 10 000 à 12 000 euros. Trop cher pour nous.*»

Les terres acquises à bon prix il y a vingt ans l'ont été auprès de l'organisme public chargé depuis 1992 de restituer et privatiser les 2 millions d'hectares agricoles qui appartenaient à l'Etat est-allemand. La Société pour l'exploitation et la gestion des sols (Bodenverwertungs- und -verwaltungs GmbH, BVVG [5]), a ainsi vendu plus de 800 000 hectares agricoles, générant pas moins de 6 milliards d'euros de recettes. Et ce n'est pas fini.

Entrepreneurs agricoles contre paysans : ce clivage social s'inscrit aussi dans l'espace et divise l'Europe. Sur le territoire allemand, il s'exprime avec force. Dans les Länder de l'Est, la surface des exploitations est trois à six fois supérieure à celle des régions du Sud. Ces grandes parcelles excitent la convoitise des investisseurs, qui multiplient les rachats. Partout ailleurs, le nombre de fermes s'effondre.

«*La BVVG reste le plus grand propriétaire terrien à l'Est. Mais les prix qu'elle pratique ne sont plus défendables*», accuse M. Udo Folgart, vice-président du groupement agricole DBV, élu au parlement régional du Brandebourg et lui-même directeur d'une exploitation de l'Est depuis les années 1980. Longtemps, la BVVG a cédé des terrains à prix d'ami aux fermes comme la sienne, légataires des coopératives est-allemandes. Mais la stratégie a changé en 2007 : les transactions s'effectuent au terme d'appels d'offres où le plus fort enchérisseur l'emporte, ce qui tire les prix vers le haut. La BVVG dément nourrir une telle inflation, mais ses propres documents confirment qu'elle vend ses parcelles très au-dessus des prix moyens.

Pour M. Ralf Behring, propriétaire d'une ferme familiale d'une centaine d'hectares dans le Brandebourg, «*il est évident que la BVVG fait monter les prix*». Lui et sa femme cultivent des céréales, élèvent des moutons et produisent des pommes vendues dans la capitale, le tout en bio. L'homme a grandi dans le sud-ouest de l'Allemagne ; il est arrivé ici en 1992, à tout juste 29 ans, et a récupéré à la faveur de la réunification l'ancienne ferme de son grand-père, qui avait fui le régime socialiste en 1958. Aujourd'hui, il se trouve à son tour en conflit ouvert avec le pouvoir, celui de la société publique de gestion des sols. Car une bonne partie de ses terres appartient encore à la BVVG, qui veut les vendre au plus vite. La survie même de la petite entreprise agricole du couple serait alors compromise. «*Je ne pourrai pas acheter les terres en cas de vente au plus offrant*, déplore l'agriculteur. *Je sais que je vais les perdre. Après, il nous restera toujours la ferme de vacances*» – une dépendance louée à des touristes au centre du village.

A quelques dizaines de kilomètres au nord, à Schwerin, M. Till Backhaus, ministre social-démocrate de l'agriculture dans le Land du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, aurait bien une solution à proposer : stopper tout bonnement la privatisation. «*Nous voulons acquérir, et à un prix modéré, les 50 000 hectares de Land qui sont encore entre les mains de la BVVG. Ensuite, nous les louerions à de jeunes agriculteurs, à des fermes bio, à des exploitations qui créent des emplois et de la valeur.*» Venant d'un homme de l'Est, lui-même ancien chef de coopérative, l'idée a pour l'instant peu de chances de passer.

(1) Cf. Michel Streith, «*Retour vers le futur. Les premières années de la transition agricole post-socialiste dans l'ex-RDA*», *Economie rurale*, n° 325-326, Paris, 2011.

(2) Bernhard Forstner, Andreas Tietz, Klaus Klare, Werner Klein-hans et Peter Weingarten, «*Aktivitäten von nichtlandwirtschaftlichen und überregional ausgerichteten Investoren auf dem landwirtschaftlichen Bodenmarkt in Deutschland*», *Sonderheft*, n° 352, Thünen-Institut, Braunschweig, 2011.

(3) Dans l'ensemble de l'Allemagne, seules 38 % des surfaces agricoles appartiennent en propre aux agriculteurs.

(4) En 2013, un hectare de terre agricole était près de deux fois plus cher en ex-RDA qu'en France (10 500 euros en moyenne, contre 5 750 euros).

(5) La BVVG a pris le relais de la Treuhand, organisme créé en 1990 pour privatiser les entreprises de l'ex-RDA et dissous fin 1994.

De si confortables

Les institutions européennes accordent une place exorbitante à la bureaucratie au détriment du pouvoir politique. Intervenant à tous les stades du processus de décision, ces fonctionnaires concentrent l'attention des lobbys. Faute de règles précises dont l'application serait effectivement contrôlée, la vie bruxelloise voit aussi se multiplier les conflits d'intérêts, tant chez les députés que chez les commissaires.

PAR VICKY CANN *

SAISON des transferts dans le quartier européen de Bruxelles. Tandis que les anciens commissaires se cherchent un aménagement de carrière, leurs successeurs font connaissance avec leur poste. M. Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, a cependant composé son équipe de façon quelque peu déroutante.

Au poste de commissaire à l'énergie et au climat de sa nouvelle équipe, entrée en fonctions le 1^{er} novembre 2014, il a nommé M. Miguel Arias Cañete, ancien président d'une société pétrolière (Petrologis Canarias); au poste de commissaire chargé de l'union des marchés de capitaux, M. Jonathan Hill, un ancien lobbyiste au service de l'industrie; au poste de commissaire aux affaires économiques et financières, M. Pierre Moscovici, ancien vice-président du Cercle de l'industrie, un lobby industriel; au poste de commissaire à la recherche, M. Carlos Moedas, ancien cadre de la banque Goldman Sachs; et au poste de commissaire chargé de la justice, M^{me} Vera Jourová, ancienne conseillère politique d'un milliardaire tchèque. Les choix de M. Juncker ont été approuvés par les députés européens à l'issue d'un long processus d'auditions qui s'est soldé par l'une de ces tractations discrètes dont les institutions bruxelloises ont le secret. Le Parlement s'est contenté d'obtenir le

remplacement de la candidate slovène Alenka Bratusek, qui n'était plus soutenue par son gouvernement.

Culture de la connivence, échanges de bons procédés et institutions surpuissantes constituent les ingrédients principaux du gâteau bruxellois. Telle une cerise, le conflit d'intérêts trône à son sommet.

Il n'existe que peu de règles encadrant le processus de nomination des commissaires européens ou déterminant le profil adéquat des candidats à d'aussi hautes responsabilités. Avant de prendre leurs fonctions, les nouveaux venus doivent remplir une déclaration détaillant leurs « intérêts financiers »; il leur est par la suite interdit de traiter de dossiers en rapport avec leurs proches ou les concernant. Mais, en dehors de cette restriction – limitée, puisque aucune définition de ce qui constitue un « intérêt financier » ou un « proche » n'est donnée –, les institutions se montrent aussi accueillantes qu'un hall de gare : elles ne formulent pas la moindre exigence quant au parcours professionnel des candidats.

Les commissaires figurent pourtant parmi les personnalités les plus puissantes à Bruxelles. La Commission élabore des réglementations et des directives qui s'appliquent à cinq cents millions de citoyens européens; un pouvoir bien supérieur à celui des ministres des Etats membres de l'Union. Les lobbys ne s'y sont pas trompés, et Bruxelles est devenue la deuxième capitale du lobbying d'affaires après Washington (lire l'article ci-dessous).

Sur l'autoroute encombrée du « pantouflage », on circule dans les deux sens. D'un côté de la chaussée, d'anciens dirigeants d'entreprise ou d'organisation patronale migrent vers des institutions publiques, comme la Commission européenne, pour mieux plaider leur cause. De l'autre, d'anciens hauts fonctionnaires vont finir leur carrière dans le secteur privé, auquel ils vendent services et carnets d'adresses.

Imaginons une agence de conseil en lobbying dont les clients industriels veulent promouvoir le grand marché transatlantique (GMT) (1). Recruter un ancien fonctionnaire européen ayant travaillé sur le commerce international, l'industrie ou l'agriculture lui permettra, par exemple, d'identifier les bons interlocuteurs, le meilleur moment pour leur parler ainsi

que le meilleur angle d'attaque pour retenir leur attention. Cette personne se chargera peut-être même d'envoyer des courriels, de passer des appels téléphoniques ou de briser la glace entre ses clients et d'anciens collègues.

Ceux qui en tirent profit – les « pantoufliers » – estiment que la pratique ne pose pas le moindre problème : ne respectent-ils pas le strict cadre de la légalité ? Et puis, dès lors qu'ils ont quitté les institutions européennes, comment leur reprocher un conflit d'intérêts, ou bien d'abuser d'un pouvoir dont ils ne disposent plus ? Certains revendiquent le droit de travailler où bon leur semble, ou assurent que leurs va-et-vient « profitent à tout le monde puisqu'ils améliorent la compréhension mutuelle et la communication entre les hauts fonctionnaires et le secteur privé (2) ».

Généreuses indemnités

IL SUFFIT pourtant d'un bref coup d'œil à la succession de cas récents pour comprendre que les risques de conflit d'intérêts ou d'abus de pouvoir causés par le pantouflage sont loin d'avoir été écartés. En 2010, par exemple, l'Allemand Günter Verheugen, ancien commissaire pour l'entreprise et l'industrie, a créé la société de conseil European Experience Company (EEC), en tandem avec son ancienne chef de cabinet, M^{me} Petra Erler. Tout en assurant sur son site qu'elle « ne vendra pas de services de lobbying », EEC propose à ses clients de les aider à mettre au point « la meilleure stratégie pour interagir avec les institutions européennes » (3). On peine à saisir la nuance... Ancien commissaire au marché intérieur, l'Irlandais Charlie McCreery a rejoint une banque ainsi que les conseils d'administration des sociétés Ryanair et Sentinal. Après son passage au poste de commissaire européen à la protection des consommateurs, la Bulgare Meglena Kuneva a été accueillie au conseil d'administration de BNP Paribas. Un temps responsable des relations extérieures de la Commission, l'Autrichienne Benita Ferrero-Waldner travaille désormais pour l'assureur Munich Re. Après avoir quitté son poste de commis-

saire à la coopération internationale, à l'aide humanitaire et à la réaction aux crises, le Belge Louis Michel est devenu eurodéputé mais a également posé ses valises chez Credimo, une société de crédit immobilier.

La multiplication de ces cas – dont nous ne pouvons citer qu'une poignée – a provoqué quelques froncements de sourcils dans les médias. La réglementation s'appliquant aux commissaires en partance a donc été durcie. La vingtaine de commissaires qui ont fait leurs bagages en 2014 se sont vu imposer une période de notification préalable de dix-huit mois au cours de laquelle toute nouvelle rémunération professionnelle doit être approuvée par l'Union. Durant la même période, il leur est défendu d'intervenir auprès de la Commission en tant que lobbyistes sur des sujets en rapport avec leurs anciennes responsabilités (4). La période de notification préalable se limitait auparavant à un an, et il n'existait aucune interdiction explicite concernant les activités de lobbying. Néanmoins, les nouvelles règles ne définissent toujours pas clairement ce qui relève du commerce de l'influence. Elles semblent par ailleurs

ignorer que les commissaires prennent leurs décisions de façon collective : leurs responsabilités débordent largement le champ de leurs portefeuilles.

La mise à jour réglementaire n'a donc pas éradiqué le port de la pantoufle à Bruxelles, comme l'illustre le cas de M^{me} Viviane Reding. Commissaire de façon ininterrompue entre 1999 et 2014 (chargée de l'éducation, des médias puis de la justice), elle a été élue députée européenne en mai 2014. Avec la bénédiction de la Commission, elle s'est assurée des fonctions supplémentaires en rejoignant les conseils d'administration de la société d'extraction minière Nyrstar, de la Fondation Bertelsmann et d'Agfa-Gevaert.

Les anciens commissaires perçoivent de généreuses indemnités : entre 40 % et 65 % de leur salaire, soit entre 8 332 euros et 13 540 euros par mois pendant les trois ans qui suivent leur départ. Ces indemnités visent certainement à leur permettre de ne pas se précipiter sur la première offre d'emploi venue et à limiter les risques de conflit d'intérêts, il semblerait logique de prolonger de dix-huit mois à trois ans les restrictions sur leurs nouveaux engagements ainsi que l'interdiction de se livrer à des activités de lobbying.

La valse des commissaires emporte bien souvent les hauts fonctionnaires qui les entourent. Chargés de faire tourner la machinerie européenne au jour le jour, ceux-ci représentent des prises de choix pour les agences de conseil en lobbying, les cabinets d'avocats ou d'autres lobbys industriels. C'est particulièrement le cas pour certains retraités récents des institutions. Pour les plus jeunes, le microcosme bruxellois peut vite ressembler à un carrousel, qui les conduit à alterner

(1) Lire notre dossier « Les puissants redessinent le monde », *Le Monde diplomatique*, juin 2014.

(2) Cité par Transparency International UK dans « Cabs for hire. Fixing the revolving door between government and business », *Policy Paper Series*, n° 2, Londres, mai 2011.

(3) www.european-experience.de/english/Our-Values

(4) Code de conduite des commissaires, révisé en 2011.

* Chercheuse au sein de l'organisation non gouvernementale Corporate Europe Observatory (CEO). Elle pilote l'observatoire des conflits d'intérêts bruxellois RevolvingDoorWatch (<http://corporateeurope.org/revolvingdoorwatch>).

rue des étudiants
JE SUIS ÉTUDIANT, JE M'ABONNE

21 GRANDS TITRES DE PRESSE À PRIX UNIQUE ET IMBATTABLE!

PRIX UNIQUE 39€ l'abonnement

Jusqu'à -77% de remise

Les élus

PAR SYLVAIN LAURENS *

POURQUOI perdre son temps avec un député lorsque l'on peut s'adresser directement à ceux qui détiennent le pouvoir ? Dans un restaurant chic de Bruxelles, le lobbyiste Erik Polnius (1) ne s'embarrasse pas de simagrées : « Pour moi, il y a deux types de lobbyistes : d'abord, ceux qui, quand ils ont une proposition de texte, viennent voir un membre du Parlement... » Une moue moqueuse suggère ce que lui inspire la démarche et appelle la question : mais qui sont ces personnes si puissantes auxquelles préfère s'adresser la seconde catégorie de lobbyistes ? La grimace se transforme en sourire satisfait : « Les bureaucrates de la Commission, bien sûr. »

Il ne s'agit pas d'une boutade. Les traités constitutifs de l'Union européenne confèrent aux 21 000 fonctionnaires de la Commission, et notamment à ses 11 000 administrateurs (« AD » en sabir bruxellois), un pouvoir d'impulsion législative fondamentale.

M. Polnius n'est pas le seul lobbyiste à avoir découvert leur importance. Ils sont nombreux à faire le siège de leurs bureaux. Or tisser des liens avec ces interlocuteurs prend du temps – une forme d'investissement. « Il y a des fonctionnaires qui arrivent et qui repartent, c'est certain, admet en haussant les épaules un lobbyiste de la puissante fédération patronale des machines-outils et des appareils mécaniques (Orgalime). Mais quand vous connaissez quelqu'un qui était chef d'unité et qui devient directeur général, c'est l'idéal : les bons rapports de travail, ça ne se perd pas. »

Recrutés sur concours, les bureaucrates de la Commission sont nommés à vie. Si les nouveaux arrivants touchent 4 359 euros net par mois (impôts prélevés à la source), ils peuvent espérer atteindre 14 953 euros net en fin de carrière. Et ils se trouvent au cœur du processus décisionnel communautaire. Chefs de bureau, ils rédigent les premiers brouillons des futures directives ; chefs d'unité ou directeurs généraux, ils arbitrent les conflits que soulèvent les textes en discussion. Grâce à eux, il est donc possible d'intervenir deux fois : en amont, en orientant directement les fondements et le libellé des futures réglementations ; et en aval, en influant sur les

* Sociologue. Vient de publier *Les Courtiers du capitalisme. Milieux d'affaires et bureaucrates à Bruxelles*, Agone, Marseille, 2015.

EUROPÉENS ENTRE LA COMMISSION ET LES AFFAIRES

pantoufles bruxelloises

contrats temporaires au sein des institutions et contrats temporaires pour l'industrie. Plus chanceux encore, certains fonctionnaires européens profitent de congés sabbatiques pour batifoler en entreprise, sachant qu'un emploi les attend dans leur institution.

Un exemple parmi tant d'autres. Jusqu'en avril 2014, M. Hervé Jouanjan comptait parmi les directeurs généraux de la Commission, le poste le plus élevé dans la hiérarchie des fonctionnaires européens. Un mois plus tard, il rejoignait le cabinet d'avocats français Fidal. Si la Commission lui a interdit tout lobbying direct, il demeure libre de le pratiquer de façon indirecte ou de fournir des conseils à ses clients, comme il l'a lui-même expliqué : « Rejoindre Fidal représente pour moi une formidable opportunité de mettre à la disposition des clients de la société ma connaissance du fonctionnement des institutions européennes et les compétences que j'ai acquises tout au long de ma carrière, notamment dans les domaines du marché intérieur et du commerce extérieur ainsi que dans la maîtrise des procédures de la Commission (5). »

La médiatrice européenne, M^{me} Emily O'Reilly, chargée des plaintes formulées par les citoyens et organisations non gouvernementales (ONG) à l'encontre des institutions de l'Union, s'est récemment intéressée à la façon dont la Commission traite le pantouflage de ses fonctionnaires. En dépit du style alambiqué propre à ce type de textes, sa conclusion ne laisse que peu de place au doute. Elle déplore « une mauvaise administration systématique de la mise en œuvre de certains aspects de l'approche de la Commission (6) », à commencer par la façon dont ses décisions sont explicitées et documentées. Elle propose que les cas de pantouflage de hauts fonctionnaires fassent l'objet d'une information publique en ligne, avant d'indiquer qu'elle enquêtera lorsque ce ne sera pas le cas et de préciser qu'elle n'hésitera pas à « faire usage de [ses] pleins pouvoirs, y compris de l'obligation pour les officiels de témoigner devant [ses] services, dans les cas où l'application des réglementations concernant les conflits d'intérêts soulèverait certains doutes ».

« Evidemment, a-t-elle en outre souligné, les principes sur lesquels reposent mes recommandations s'appliquent également aux commissaires européens » (7).

Ces conclusions s'inscrivent dans la lignée de celles qui l'avaient conduite à critiquer la décision prise en 2008 par la Commission de nommer à la tête du comité interne chargé de se prononcer

sur les cas de pantouflage M. Michel Petite, qui venait de quitter la Commission pour devenir lobbyiste au sein du cabinet d'avocats Clifford Chance et divers clients de celle-ci (8). Illustrant sa maîtrise de la litote, la médiatrice avait considéré qu'il était « difficile de suggérer que les activités privées [de M. Petite] ne constituaient pas un conflit d'intérêts potentiel (9) ».

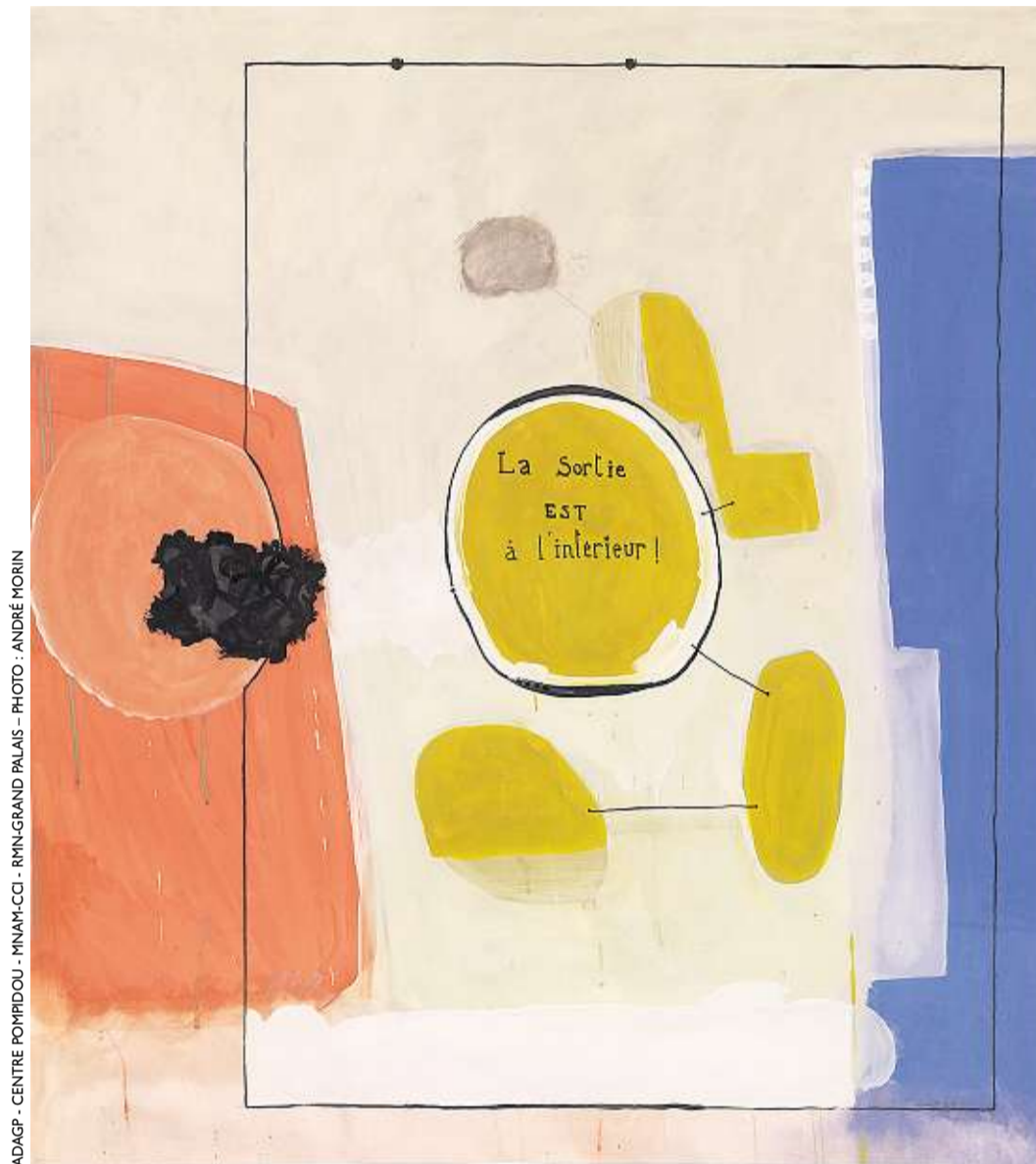
Si les députés européens dénoncent également la Commission pour sa gestion des pantouffles, leur réquisitoire se résume parfois au proverbial « Faites ce que je dis, pas ce que je fais ».

A la suite des élections européennes de mai 2014, une partie des députés ayant perdu leur mandat ont accepté des responsabilités dans le secteur privé en rapport

étroit avec leurs missions au sein du Parlement. Particulièrement critiqués, trois Britanniques et une Néerlandaise, qui avaient été membres de la très influente commission économique et monétaire, chargée de réglementer les secteurs de la finance et de l'assurance : M^{me} Sharon Bowles, ex-présidente de la Commission, a rejoint le conseil d'administration du London Stock Exchange Group en tant que directrice non exécutive ; M^{me} Arlene McCarthy, ex-vice-présidente, a été nommée vice-présidente de la société de lobbying Sovereign Strategy, où elle est chargée de la stratégie européenne ; M. Peter Skinner est devenu conseiller senior pour la compagnie d'assurances Allianz SE sur les questions internationales et européennes ; et M^{me} Corien Wortmann-Kool siège désormais aux conseils d'administration du géant de l'assurance Aegon et du fonds de pension ABP. Dans le même temps, la Danoise Emilie Turunen est passée de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs à la banque Nykredit, en tant que responsable des affaires publiques. La Britannique Fiona Hall, autrefois membre de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, a créé une société qui conseille entre autres l'entreprise Rockwool, spécialisée dans les matériaux d'isolation.

Il est vrai que le code de conduite des députés européens s'avère aussi peu disert sur la question du pantouflage que celui qui s'applique aux commissaires.

VICKY CANN.



ADAGP - CENTRE POMPIDOU - MNAM-CCI - RMN-GRAND PALAIS - PHOTO : ANDRÉ MORIN

JEAN-MICHEL ALBEROLA. – « La sortie est à l'intérieur », 2005

passent, les eurocrates restent

arbitrages effectués entre le Parlement et le Conseil (ce que l'on appelle le « trilogue » [2]). Un bon lobbyiste peut encore intervenir lors du processus dit de « comitologie », qui consiste à confier à des groupes de travail composés de fonctionnaires européens et d'experts nationaux la rédaction des actes d'application concrète des textes déjà votés.

Pour un entrepreneur de l'influence, le Parlement apparaît comme un lieu beaucoup plus incertain. Les milieux d'affaires ne peuvent jamais avoir la certitude que leur position ne sera pas menacée par telle ou telle organisation non gouvernementale (ONG) alliée aux Verts ou à la Gauche unitaire européenne (GUE). La discussion avec les bureaucrates, d'autant plus fructueuse qu'elle est discrète, garantit souvent de meilleurs résultats. « On s'est aperçus qu'on pouvait davantage influencer le processus décisionnel au niveau de la Commission, avant que les projets de directive ne deviennent publics. Donc, on se concentre sur ce travail », nous explique M^{me} Paulina Draga, de l'association qui représente le secteur du gaz (Eurogas). Evoquant de prochaines discussions autour de la question des infrastructures dans l'Union, elle glisse : « Là, par exemple, nous avons eu les documents de travail très tôt, alors même qu'ils étaient confidentiels. »

NUL BESOIN d'insister pour que M. Polnius détaille ses succès. Il a obtenu que la directive relative aux déchets introduite en 2008 soit dotée d'un volet recyclage favorable à ses employeurs. Cela lui a ensuite permis de suggérer que la Commission cofinance le développement de modes de production dits innovants pour le papier : les bioraffineries fabriquées par ses clients et hors de portée de la concurrence asiatique. Classique, l'opération illustre les ravages de ce type de lobbying, qui s'effectue en deux temps : d'abord, convaincre les fonctionnaires de la Commission de durcir certaines normes environnementales ou sanitaires ; ensuite, obtenir des subventions pour mettre au point les technologies adaptées par le biais de partenariats public-privé (PPP). On défend donc l'environnement, les salariés ou les consommateurs... pour mieux servir les grandes entreprises européennes. Le 17 décembre 2013, la Commission a ainsi annoncé le lancement de huit PPP dits « d'importance stratégique pour l'industrie ». Montant : 6 milliards d'euros sur six ans.

Dans les secteurs les plus engagés dans la compétition internationale, les sommes consacrées au travail de « représentation » sont donc un

investissement très profitable : vingt-cinq des quarante entreprises les plus subventionnées par la Commission figurent également dans le top 50 de celles qui dépensent le plus pour le lobbying auprès des institutions de l'Union. Un groupe comme EADS pourrait-il maintenir sa position dans l'aviation et la défense sans engager chaque année environ 4,5 millions d'euros en lobbying à Bruxelles ? Sans doute pas. La société reçoit à la fois 39 millions d'euros de subventions directes annuelles de la part de l'administration européenne et 239,7 millions d'euros de financement indirect annuel de la Commission sous la forme de marchés publics. Plus rare, certains groupes originaires de pays extérieurs à l'Union parviennent à des résultats similaires : ainsi Microsoft, qui investit chaque année 4,5 millions d'euros pour sa représentation, bénéficie de 17,8 millions d'euros de marchés auprès de la Commission et de 1,4 million d'euros de subventions (chiffres de 2013).

LES LOBBYISTES visent tout particulièrement les fonctionnaires qui ont la main sur les crédits de la recherche et sur les décisions des agences techniques. De plus en plus de fédérations patronales européennes se muent en centres de recherche, déposant leurs statuts en tant qu'organismes scientifiques industriels de droit belge afin de remodeler les orientations du champ scientifique le plus proche de leur périmètre d'activité. Sans surprise, ces évolutions s'accompagnent d'une modification du profil des lobbyistes.

Les recrutements de docteurs en sciences dures se sont systématisés, notamment dans les fédérations de la chimie. Ainsi, M. Barrie Gilliat, directeur exécutif d'Eurochlor, le lobby du chlore, raconte dans une conférence organisée par Ernst & Young ce qu'il décrit comme « un tournant dans les années 1990 après les débuts difficiles du produit (3) ». Alors que le chlore était jusque-là dénoncé pour l'asthme ou les allergies qu'il était susceptible de provoquer, le recrutement de cinq docteurs en toxicologie a permis de se positionner au plus près des directions générales de l'énergie (DGE) et de la recherche (DGR) à la Commission. Et de repérer les chercheurs disposés à remettre en cause l'idée selon laquelle le chlore utilisé dans les piscines provoquerait de l'asthme chez certains enfants.

Comme a pu le montrer le scientifique américain Robert Neel Proctor à partir de son enquête sur les lobbys du tabac, le financement des scientifiques par les milieux d'affaires ne vise pas à obtenir systématiquement de « mauvais résultats scientifiques (4) ». Au contraire, il peut être utile

de subventionner tel ou tel grand nom de la recherche toxicologique pour crédibiliser un institut privé qui, dans un second temps, sera invité dans les cénacles où se dessine l'avenir de la recherche. Il ne s'agit plus seulement de déboucher quelques experts ; c'est la structure même de la bureaucratie de la recherche qui est aujourd'hui un enjeu pour les représentants d'intérêts économiques.

AINSI, nous explique un fonctionnaire de la DGR, la définition des futurs programmes-cadres pour la recherche et le développement (PCRD) s'opère dans des comités opaques, « sans obligation de représentativité », ni de nationalité, ni de spécialité scientifique. Sont d'abord conviés les représentants des mondes de la recherche les plus proches de l'industrie, ceux qui seront écoutés à la fois par les patrons et par leurs pairs. L'idéal ? « Un grand scientifique qui a fait aussi une carrière dans l'industrie, comme ça on ne risquera pas d'être attaqué. »

L'imbrication de la bureaucratie communautaire, de la recherche et de la représentation patronale est telle que, dans bien des secteurs, on peine à comprendre qui travaille pour la Commission européenne, pour l'université ou pour l'industrie. Sur les trente-deux personnalités convoquées par la DGR dans son groupe d'experts sur les nanotechnologies censé préparer « l'horizon 2020 », quinze travaillent directement pour l'industrie et dix-sept dans le monde de la recherche (5). Mais, parmi ces dernières, huit dirigent leur propre entreprise ou un consortium mêlant intérêts privés et investissements publics. Changer les majorités électorales peut-il suffire à mettre un terme à de telles pratiques ?

SYLVAIN LAURENS.

(1) Les noms des lobbys sont réels, mais ceux des lobbyistes ont été changés.

(2) Lire Pierre Souchon, « Une directive trop cruciale pour être débattue publiquement », *Le Monde diplomatique*, avril 2014.

(3) Barrie Gilliat, « Operating in contested environments : The experience of the chlorine industry », dans Justin Greenwood (sous la dir. de), *The Challenge of Change in EU Business Associations*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2003.

(4) Robert Proctor et Londa Schiebinger (sous la dir. de), *Agnology : The Making and Unmaking of Ignorance*, Stanford University Press, 2008.

(5) « Horizon 2020 advisory group for nanotechnologies, advanced materials, biotechnology and advanced manufacturing and processing », Registre des groupes d'experts de la Commission, <http://ec.europa.eu>

Résister à l'uberisation du monde

(Suite de la première page.)

De la même façon, on fait comme s'il n'existait aucun lien entre, d'une part, la multiplication des applications conçues pour suivre notre état de santé et, d'autre part, les problèmes qu'une population vieillissante, souffrant déjà d'obésité et d'autres maladies, pose à un système de santé fragilisé : non, ce dernier traverse seulement son « moment Napster » (1). Les exemples de ce type abondent, qui montrent que le récit exaltant du bouleversement technologique a éclipsé celui, bien plus déprimant, du bouleversement politique et économique.

Or il faut souligner que ces deux phénomènes sont entrelacés, et que la toile de fond de l'évangile de l'innovation n'est guère reluisante. Illustration à Barcelone : comme beaucoup d'institutions culturelles espagnoles, un club de stand-up (one-man-show humoristique), le Teatreneu, connaissait une baisse de fréquentation depuis que le gouvernement, cherchant désespérément à couvrir ses besoins de financement, avait décidé d'augmenter la taxe sur les ventes de billets de 8% à 21%. Les administrateurs du Teatreneu ont alors trouvé une solution ingénieuse : en passant un partenariat avec l'agence de publicité Cyranos McCann, ils

ont équipé le dos de chaque fauteuil de tablettes dernier cri capables d'analyser les expressions faciales. Avec ce nouveau modèle, les spectateurs peuvent entrer gratuitement mais doivent payer 30 centimes à chaque rire reconnu par la tablette – le tarif maximum étant fixé à 24 euros (soit 80 rires) par spectacle. Du même coup, le prix moyen du billet a augmenté de 6 euros. Une application mobile facilite le paiement. En outre, vous pouvez partager avec vos amis des selfies de vous riant aux éclats. Le chemin de la rigolade au viral n'a jamais été aussi court.

Du point de vue de la Silicon Valley, on a là un parfait exemple de bon « bouleversement » : la prolifération des capteurs intelligents connectés à Internet crée de nouveaux modèles d'entreprise et de nouvelles sources de revenu. En outre, elle génère de nombreux emplois chez les intermédiaires, fabricants de matériel ou concepteurs de logiciels. Jamais il n'a été aussi simple d'acheter des services et des produits : nos smartphones s'en chargent à notre place. Bientôt, nos cartes d'identité pourront faire la même chose : MasterCard a déjà passé un accord avec le gouvernement nigérian pour lancer une carte d'identité faisant aussi office de carte de crédit.

Des problèmes qui ne se posent pas

Pour la Silicon Valley, il n'y a là rien d'autre qu'un renouvellement technologique. Il s'agit de « bouleverser » l'argent liquide. Si cette explication peut satisfaire, voire attirer entrepreneurs et capital-risqueurs, pourquoi tout le monde devrait-il l'accepter sans discussion ? Il faut être totalement aveuglé par l'amour de l'innovation – la vraie religion de notre temps – pour ne pas voir son véritable prix : le fait que, du moins à Barcelone, l'art est devenu plus coûteux. Ce cadre technocentrique, en dissimulant l'existence du bouleversement financier, occulte la nature et les raisons des transformations en cours. Réjouissons-nous de pouvoir acheter plus, plus facilement. Mais ne devons-nous pas nous inquiéter de ce que, grâce à cette même infrastructure, il est aussi infiniment plus facile de débiter notre compte en banque ?

Il y a sans doute pas mal d'argent à gagner en « bouleversant » les espèces. Mais est-ce réellement souhaitable ? L'argent liquide, qui ne laisse pas de trace, représente une barrière significative entre le client et le marché. La plupart des transactions effec-

tuées en monnaie de papier sont singulières, au sens où elles ne sont pas rattachées les unes aux autres. Lorsque l'on paie avec son téléphone portable, ou que notre selfie est enregistré pour la postérité, voire partagé sur un réseau social, on produit une trace que les publicitaires et d'autres entreprises sont susceptibles d'exploiter.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si une compagnie publicitaire est à l'origine de l'expérience barcelonaise : l'enregistrement de chaque transaction est un bon moyen de récupérer des données qui serviront à personnaliser les publicités (2). Ce qui signifie qu'aucune de nos transactions électroniques n'est jamais réellement terminée : les données qu'elles génèrent permettent non seulement de nous suivre à la trace, mais aussi d'établir un lien entre des activités dont on préférerait peut-être qu'elles restent séparées. Soudain, votre partie de rigolade dans un club de stand-up est rapprochée des livres que vous avez achetés, des sites que vous avez fréquentés, des voyages que vous avez effectués, des calories que vous avez brûlées. Bref, avec



Le sens du placement

QUI ACHÈTE QUI ? La question n'épuise assurément pas la subtilité des organisations humaines. Mais y répondre offre un robuste aperçu de leur hiérarchie. Début août, une dépêche de l'agence Bloomberg annonçait : « Le groupe Goldman Sachs a embauché M. Anders Fogh Rasmussen, ancien premier ministre du Danemark et ex-chef de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), afin de surmonter les obstacles politiques auxquels se heurte la banque depuis qu'elle est entrée au capital d'une entreprise publique l'an passé (1). » L'information se savoure comme un distillat des raisons qui fondent le discrédit du monde politique.

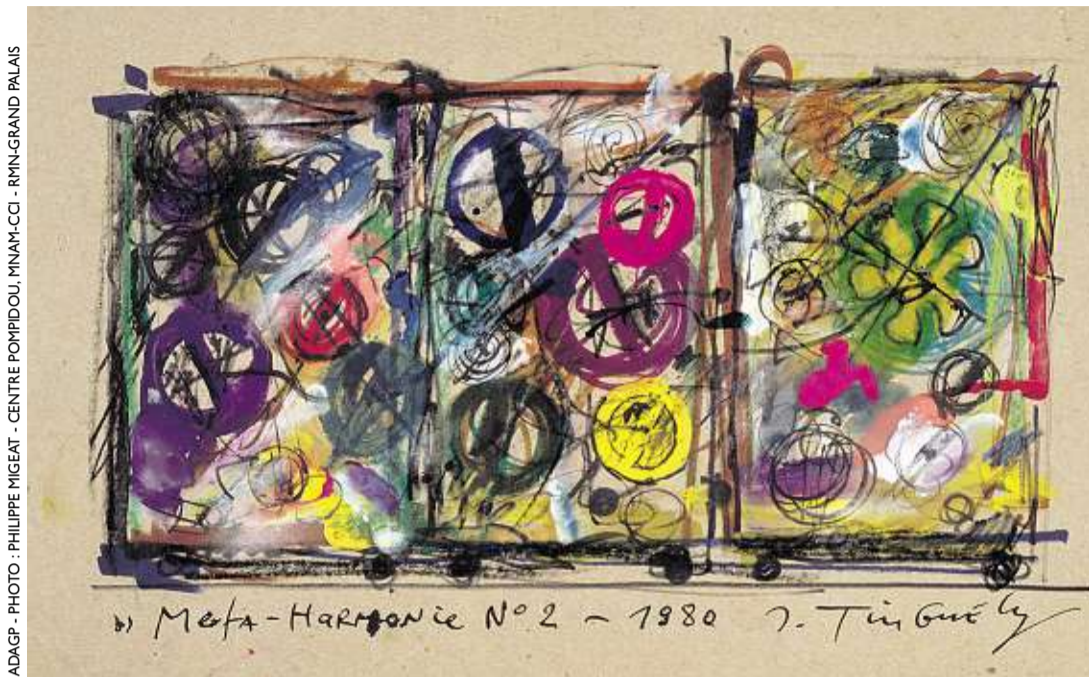
Il y a d'abord la trajectoire : chef de gouvernement partisan du moins d'impôts et de la guerre en Irak, M. Rasmussen démissionne en avril 2009 pour prendre la direction de l'OTAN. Son mandat échoué, il crée un cabinet de conseil baptisé en toute sobriété luthérienne Rasmussen Global et enchaîne les conférences tarifées (40 000 dollars la prestation de base) par l'intermédiaire d'une société domiciliée en Andorre – une principauté dont le climat fiscal accommodant délecte cet ancien ministre des impôts. Le voici donc au service de Wall Street.

Mais il y a surtout le contexte. Si Goldman Sachs a ressenti l'urgence de s'acheter un ancien premier ministre danois, c'est que la colère gronde à Copenhague contre la banque d'affaires, soupçonnée d'avoir grugé le contribuable. L'histoire est édifiante. Début 2014, l'exécutif danois autorise Goldman Sachs à prendre une participation de 18% dans le capital de Dong, la compagnie publique d'énergie. La décision provoque la fureur populaire et la démission de six ministres du Parti populaire socialiste (écococialiste) opposés au projet. Fin mars 2014, la presse danoise révèle que le prix de la participation aurait été largement sous-évalué : un projet de champ géant d'éoliennes, connu de Dong et de Goldman Sachs, n'aurait pas été pris en compte dans le montant de la transaction. Exaspérés, les Danois balayaient la coalition au pouvoir emmenée par les sociaux-démocrates. Soucieux de refermer cet embarrassant dossier, le nouveau gouvernement libéral a promis de divulguer certains documents relatifs à la vente, jusque-là jugés trop sensibles pour être communiqués aux parlementaires.

Une nouvelle tempête s'annonce. Le réseau d'obligances et de connivences tissé par M. Rasmussen lors de ses mandats publics ne sera pas de trop pour protéger la banque privée. Cela tombe bien : l'actuel premier ministre danois était le ministre des finances du nouveau conseiller de Goldman Sachs.

PIERRE RIMBERT.

(1) Peter Levring, « Goldman hires ex-NATO chief to guard \$1.5 billion Danish stake », Bloomberg, 5 août 2015.



ADAGP - PHOTO : PHILIPPE MICEAT - CENTRE POMPIDOU, MINAMCCI - RMN-GRAND PALAIS
JEAN TINGUELY. - « Etude pour "Méta-Harmonie n° 2" », 1980

les nouvelles technologies, tous vos faits et gestes s'intègrent dans un profil unique monétisable et optimisable.

Si ce bouleversement passe par la technologie, ses origines sont ailleurs. Favorisé par les crises politiques et économiques, il aura une profonde incidence sur notre mode de vie et nos relations sociales. Il paraît difficile de préserver des valeurs comme la solidarité dans un environnement technologique fondé sur des expériences personnalisées, individuelles et uniques. La Silicon Valley ne ment pas : notre vie quotidienne se trouve bel et bien bouleversée ; mais par des forces bien plus surnoises que la numérisation ou la connectivité. Le fétiche de l'innovation ne doit pas servir de prétexte à nous faire encaisser le coût des récentes turbulences économiques et politiques.

C'est ce qu'ont compris les chauffeurs de taxi confrontés à la montée en puissance d'Uber, une entreprise qui propose à des particuliers recherchant un complément de revenu de transformer leur véhicule en taxi et de les connecter avec des clients. Pris à la gorge, les professionnels ont protesté. Comme les autorités de régulation, de l'Inde à la France, s'attaquaient à Uber, la société californienne s'est lancée dans une opération de séduction. Ses patrons, que l'on a connus si virulents et sourds aux critiques, clament désormais haut et fort qu'il faut réguler le secteur. Ils semblent aussi avoir compris pourquoi leur entreprise est une cible facile : ses pratiques sont tout simplement trop ignobles. L'hiver dernier, sous le feu nourri des critiques, Uber a dû renoncer à faire payer aux clients des tarifs exorbitants lorsque la demande augmentait en période de pointe. Mais ce n'est pas tout. Dans un génial coup publicitaire, elle a aussi proposé à l'un de ses plus farouches adversaires, la ville de Boston, d'accéder au trésor que constituent les données (anonymisées) relatives aux itinéraires, pour l'aider à limiter les embouteillages et à améliorer l'aménagement urbain. C'est bien entendu une pure coïncidence si l'Etat du Massachusetts, où se trouve Boston, a récemment reconnu les plates-formes de partage de taxis comme un moyen de transport légal, éliminant par là même l'un des principaux obstacles auxquels Uber faisait face...

Uber s'inscrit dans le sillage de start-up plus modestes qui rendent leurs données accessibles aux urbanistes et aux municipalités, ces dernières étant ravies d'affirmer qu'avec ces informations, l'aménagement urbain deviendra plus empirique, plus participatif, plus innovant. L'année dernière, la régie des transports publics de l'Oregon a passé un accord avec Strava (application pour smartphone très populaire qui suit les mouvements des coureurs et des cyclistes) et payé une forte somme pour accéder aux données concernant les itinéraires empruntés par les cyclistes utilisateurs de l'application, dans le but d'améliorer les pistes cyclables et de concevoir des trajets alternatifs.

Le fait qu'Uber apparaisse comme un réservoir de données indispensables aux urbanistes est tout à fait conforme à l'idéologie solutionniste de la Silicon Valley, qui consiste à régler d'urgence par voie numérique des problèmes qui ne se posent pas, ou pas en ces termes. Comme les entreprises de technologie ont accaparé l'une

des plus précieuses ressources actuelles, les données, elles ont pris l'ascendant sur des municipalités aussi dénuées d'argent que d'imagination, et peuvent se poser en sauveurs bienveillants des ternes bureaucraties peuplant les administrations.

Le problème est que les villes qui font ami-ami avec Uber risquent de développer une dépendance excessive à ses flux de données. Pourquoi accepter que l'entreprise devienne l'intermédiaire unique en la matière ? Au lieu de la laisser aspirer la totalité des informations relatives aux déplacements, les villes devraient chercher à obtenir ces données par leurs propres moyens. Ensuite, elles pourraient autoriser les entreprises à les utiliser pour implanter leur service. Si Uber se montre si efficace, c'est parce qu'elle contrôle la source de production des données : nos téléphones lui disent tout ce qu'il a besoin de savoir pour planifier un itinéraire. Mais si les villes prenaient le contrôle de ces données, l'entreprise, qui ne possède quasiment aucun actif, n'atteindrait pas les 40 milliards de dollars de sa valorisation actuelle. On peut douter qu'il soit si coûteux de concevoir un algorithme capable de mettre en relation l'offre et la demande... Sans doute sous la pression des compagnies de taxis, des villes comme

New York et Chicago semblent avoir enfin compris qu'il fallait réagir : l'une et l'autre tentent de lancer une application centralisée, capable d'envoyer des taxis traditionnels avec l'efficacité d'Uber. En plus de contre-carrer la domination de cette dernière, le programme empêchera les données relatives aux itinéraires de devenir une marchandise coûteuse – que les villes doivent acheter.

Mais le vrai défi consiste à savoir comment faire fonctionner ces applications avec d'autres modes de transport. La vision d'Uber apparaît désormais clairement : vous lancez l'application sur votre téléphone et une voiture vient vous chercher. Dire que cela ne traduit pas une imagination débordante serait très en deçà de la réalité. Cette approche fonctionne aux Etats-Unis, où l'on ne marche guère et où les transports publics sont la plupart du temps inexistant. Mais pourquoi ce modèle devrait-il être repris dans le reste du monde ? Ce n'est pas parce que la marche ne rapporte rien à Uber qu'il faut exclure ce mode de transport. La critique du solutionnisme s'applique ici parfaitement : non seulement celui-ci donne une définition trop étroite des problèmes sociaux, mais il le fait d'ordinaire en des termes qui profitent avant tout aux concepteurs de la « solution ».

Qui possède les données maîtrise les transports

IMAGINEZ que l'application développée par votre municipalité puisse vous informer de toutes les possibilités de transport dont vous disposez (à l'exclusion d'Uber) : vous pourriez prendre le vélo qui vous attend au coin de la rue, sauter dans un minibus dont l'itinéraire serait adapté à votre destination et à celle des autres passagers, puis marcher le reste du trajet pour goûter les charmes du marché de quartier. Certaines villes ont déjà lancé de tels projets. Helsinki, en collaboration avec la start-up Ajelo, a créé Kutsuplus, intriguant croisement d'Uber et d'un système de transports publics traditionnel. Les passagers commandent une navette sur leur téléphone et l'application calcule le meilleur moyen de conduire tout le monde à destination, à partir de données en temps réel. Elle donne aussi une estimation du temps de trajet, avec Kutsuplus comme avec d'autres modes de transport.

La réussite de projets comme celui-ci dépend de plusieurs facteurs. D'abord, les municipalités ne doivent pas considérer Uber comme le seul moyen d'améliorer l'efficacité des transports publics, et encore moins de réduire les embouteillages (et l'on peut être certain que jamais les données qu'elle fournit n'indiqueront qu'il faut moins de taxis mais davantage de pistes cyclables ou de voies piétonnes). Ensuite, les combats relatifs aux services publics seront remportés par ceux qui possèdent les données et les capteurs qui les produisent. En laissant tout cela à Uber – ou, pis encore, aux entreprises de technologie géantes qui cherchent à accaparer une part du juteux marché des « villes intelligentes » –, on se prive d'expérimentations qui permettraient aux collectivités d'organiser leurs transports comme elles l'entendent.

Le partenariat entre Uber et la ville de Boston soulève en outre une question

politique : peut-on seulement autoriser Uber à « posséder » les données de ses clients, qu'elle les utilise comme un atout dans ses négociations avec les municipalités ou qu'elle veuille tout simplement les vendre au plus offrant ? Uber, sans avoir réellement posé la question à quiconque, a répondu par l'affirmative. Comme Google et Facebook l'avaient fait avant elle.

La réalité est toutefois plus nuancée, notamment parce que les capteurs intégrés dans les infrastructures publiques peuvent assez facilement reproduire ces données. Imaginez ce que serait capable de faire un réseau combinant des lecteurs automatiques de plaques d'immatriculation, des routes et des feux de signalisation intelligents : il pourrait repérer et suivre les véhicules Uber exactement comme le font les smartphones de leurs conducteurs et passagers. Il ne s'agit pas de prôner un renforcement de la surveillance, mais simplement de souligner qu'Uber se prétend propriétaire de données qui ne lui appartiennent pas.

Ce n'est pas parce qu'Uber vient de Californie, région connue pour la piètre qualité de ses transports publics, que l'on doit croire que les véhicules individuels à moteur sont l'avenir des transports. C'est malheureusement ce qui pourrait arriver à cause de la baisse des investissements dans les infrastructures publiques. La solution serait de les rétablir et, pour cela, de combattre les politiques de coupes budgétaires.

EVGENY MOROZOV.

(1) Nom du site de partage de fichiers musicaux dont le succès, au début des années 2000, avait semé la panique dans l'industrie du disque.

(2) Lire Marie Bénédicte, « La traque méthodique de l'internaute révolutionne la publicité », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.

UN PLAN D'AMÉNAGEMENT POUR ENRAYER LE TOURISME DE MASSE

Corse, d'autres armes contre le béton

Le plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (Padduc) doit être soumis au vote de l'assemblée territoriale cet automne. En adaptant les modalités d'application des lois montagne et littoral aux spécificités locales, ce texte renvoie à la question de la relation des Corses avec le milieu naturel. Il implique aussi de revenir sur une forme d'organisation sociale singulière.

PAR DOMINIQUE FRANCESCHETTI *

LORSQU'IL est question de la Corse, un point semble faire consensus : sa beauté et la préservation de son territoire, relativement épargné par le tourisme de masse et le bétonnage qui ont ravagé les Baléares ou d'autres côtes méditerranéennes. Pour le philosophe portugais José Gil, « les Corses ont toujours possédé un "dispositif" unique, précieux, qui fonctionne comme un objet artistique : le "corps" de l'île (1) ». Avant même le scandale foncier et viticole qui a conduit aux événements d'Aléria, en août 1975 (2), puis à la création du Front de libération nationale corse (FLNC), l'affaire des boues rouges toxiques déversées au large du cap Corse par la société italienne Montedison, sans que le gouvernement français s'en émeuve, avait donné lieu à de grandes mobilisations populaires et aux premières actions clandestines.

Dans son rapport exécutif, la collectivité territoriale de Corse, chargée d'élaborer le plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (Padduc), formule ses principales visées : « Le plan définit une stratégie de dévelop-

pement durable du territoire en fixant les objectifs de la préservation de l'environnement de l'île et de son développement économique, social, culturel et touristique », stratégie « qui garantit l'équilibre territorial et respecte les principes du code de l'urbanisme ». Avec ce texte, qui sera opposable aux documents d'urbanisme, se jouent le destin des plus beaux paysages de l'île, de ses 1 047 kilomètres de côtes et l'utilisation de ses espaces agricoles (19 % du territoire, contre 49 % pour la moyenne française).

L'immobilier résidentiel, le tourisme de masse et l'industrie des loisirs représentent toujours pour certains acteurs politiques ou économiques une manne irremplaçable – ou une grande lessiveuse d'argent sale. Or ces activités dévoreuses de paysages heurtent de front la conviction qui anime aujourd'hui encore un grand nombre d'insulaires : le caractère inviolable et inaliénable de la terre. Pour les Corses, « dans le village, au sommet de la montagne et entouré d'autres cimes, il n'y a pas de coupure radicale entre l'univers humain et l'univers physique », écrit José Gil.

Désarroi de l'administration française

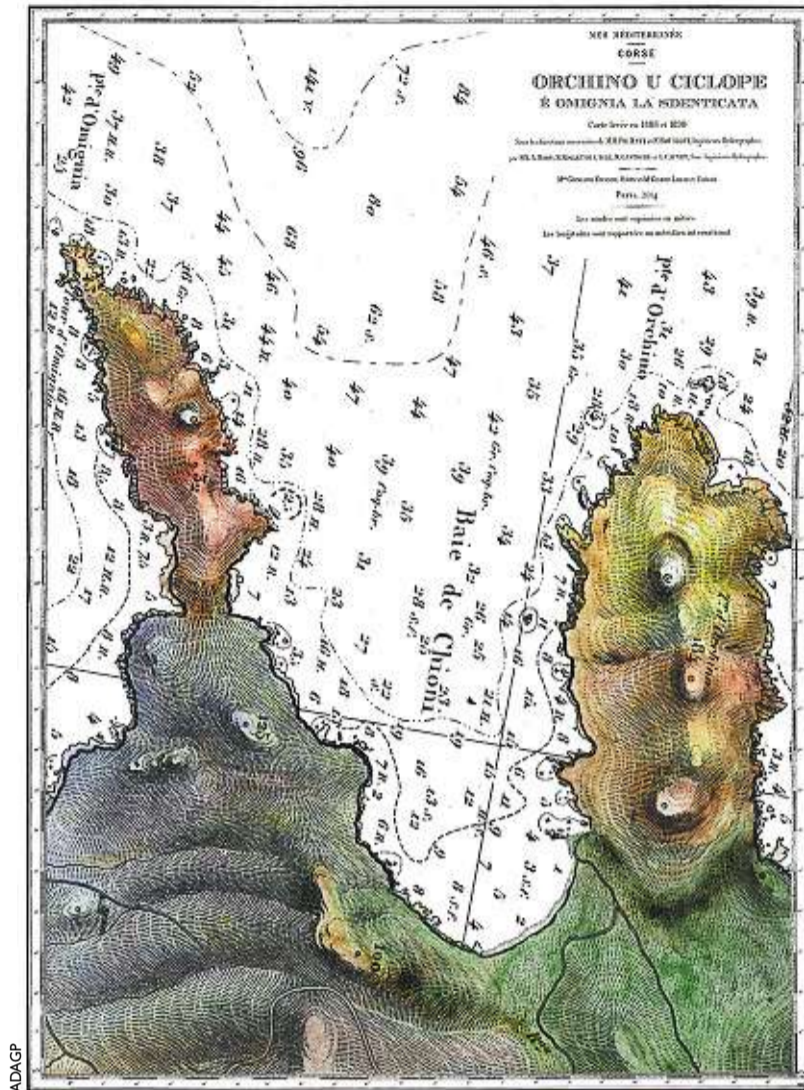
SOUVENT, la société traditionnelle impliquait des communautés déconnectées du marché et des transactions monétaires. A tel point que dans nombre de vallées, la circulation du numéraire ne s'est véritablement imposée qu'entre les deux guerres mondiales. La position stratégique de l'île en Méditerranée lui a valu d'être régulièrement confrontée aux prétentions colonisatrices des puissances régionales qui s'en disputaient le contrôle. Mais la Corse est d'abord une montagne bien difficile à occuper et à administrer, où trente-cinq sommets culminent à plus de deux mille mètres et où, en 1786, on dénombrait 380 villages. Fuyant les côtes insalubres, lieux de fréquentes razzias, les Corses ont toujours préféré les hauteurs. En dépit de l'exode, de l'urbanisation et de l'occupation tardive du littoral, le creuset de cette civilisation insulaire demeure villageois, et l'Etat a toujours été perçu comme une instance extérieure.

Vue du continent, cette « société en mosaïque (3) » est aujourd'hui priée de se dissoudre dans la mondialisation. Ainsi, pestant contre le projet de statut de résident, qui oblige à justifier de cinq années de présence pour devenir acquéreur d'un bien foncier, l'éditorialiste Christophe Barbier suggérait finement : « Si l'immobilier est un peu trop cher là où on est né, eh bien,

c'est l'occasion d'aller s'installer ailleurs ! » (Europe 1, 10 août 2013). Ignorance et mépris aujourd'hui, ignorance et perplexité hier, lorsque l'administration française lançait, au milieu du XIX^e siècle, le recensement pour le partage par feux des biens communaux. Comment dresser cet état des lieux selon ses catégories et sa nomenclature ? Dans les villages du Niolu, par exemple, dans le centre de l'île, l'agent recenseur dut constater que « bien souvent deux ou trois familles n'ont qu'un seul feu en commun, c'est-à-dire une seule cheminée, sans avoir pour cela un ménage commun (4) ». Difficile, dans ces conditions, de mettre en œuvre le morcellement des terres du « commun » pour les transformer en de multiples propriétés privées titrées individuellement...

Cette double question de l'Etat et de la propriété privée contrarie le mode de fonctionnement de cette société villageoise organisée, selon l'anthropologue Gérard Lenclud, autour d'un « idéal de souveraineté cultivée dans chaque vallée, dans chaque communauté, dans chaque maisonnée, où l'autosuffisance familiale et villageoise n'est pas seulement un objectif fonctionnel ; elle est aussi une valeur, un idéal à atteindre ».

Dans cette économie agropastorale, l'exploitation des ressources reposait sur des instances collectives de délibération,



GHISLAINE ESCANDE. – « Le Cyclope Orchino et Omigna l'édentée », « Cartes marines », 2015

avec l'indivision comme meilleure garante de l'unité familiale et villageoise ; « une invention constamment renouvelée du "génie" social et culturel villageois », estime Lenclud. Ainsi, lorsque l'Etat affirme son intention de s'attaquer au partage des biens, au libre passage des troupeaux, à la vaine pâture, ou quand il veut transformer le « commun » de fait en communal de droit, le voilà qui se retrouve dans la situation de la poule qui ne sait quoi faire du couteau...

Sacrifiant cette histoire pour satisfaire des intérêts privés, misant sur une économie « résidentielle » ouverte à l'urbanisation, le premier projet de Padduc a réveillé la Corse et a dû être retiré, le 15 juin 2009, faute de majorité pour le voter. Contre l'exécutif tenu par la droite, la tentative de bétonnage a rassemblé non seulement la gauche insulaire et les nationalistes, mais aussi un mouvement inattendu de simples citoyens.

Présents lors de cette première bataille, les militants d'U Levante, une association de protection de l'environnement corse, ont d'abord adhéré aux orientations initiales du nouveau Padduc et salué la démarche de concertation. Mais ils estiment aujourd'hui que « les différentes évolutions du document, l'imprécision des cartes et les choix des représentations dans la cartographie conduisent à entretenir le flou et seront potentiellement sources de conflits ». Ils s'inquiètent par exemple de la possibilité d'édifier des « auberges du pêcheur », qui pourrait ouvrir la voie à une multiplication des paillotes. Dirigée pour la première fois par la gauche depuis 2010, l'Assemblée de Corse devra

se prononcer sur le texte et la cartographie du Padduc à l'automne.

La conseillère exécutive chargée du texte, Mme Maria Guidicelli, élue Front de gauche, estime qu'il faut « respecter le principe de la libre administration, ce qui suppose de faire confiance aux élus locaux, aux maires, qui doivent pouvoir élaborer leur plan local d'urbanisme [PLU] dans un rapport de compatibilité avec le Padduc ». Pour les indépendantistes de Corsica libera, qui

Que vont faire les nationalistes ?

L'ISSUE de la séance plénière de l'Assemblée de Corse du 25 juin dernier, son président Front de gauche, M. Dominique Bucchini, maire communiste de Sartène de 1977 à 2001, rappelait l'échec de ses prédécesseurs, ajoutant : « Nous sommes repartis de zéro, avec un centre de gravité : la disparition d'une économie de la rente concentrée sur quelques portions de littoral au détriment du reste de l'île, notamment de l'intérieur, et au profit d'un développement susceptible d'enrayer la fracture sociale et territoriale. »

L'irruption sur la scène politique du mouvement nationaliste a contribué à briser de fait l'un des éléments constitutifs du clanisme : le bipartisme. Les nationalistes seraient-ils alors devenus les arbitres des majorités insulaires ? Dans les premières années du FLNC, avant que les idéaux de la lutte émancipatrice ne soient pervertis par certaines dérives, le choix de l'explosif comme message politique et rempart à la spéculation foncière a parfaitement rempli son office. On peut également considérer que d'autres avancées, comme la renaissance de l'université de Corte, doivent beaucoup à ce rapport de forces avec l'Etat. En revanche, un an après l'adieu aux armes décrété par le mouvement clandestin (5), il reste à savoir quelle vision – plutôt libérale ? plutôt progressiste ? – entendent porter les différents groupes nationalistes qui siègent à l'Assemblée de Corse.

On peut supposer qu'à l'occasion des prochaines élections régionales, en décembre, certains groupes seront tentés de jouer le fauteuil de la présidence ou, à tout le moins, de signifier à l'actuelle majorité de gauche que la pérennité de ses projets et de sa direction est loin d'être acquise. On peut le déduire du vote de défiance des élus nationalistes modérés de Femu a Corsica, qui ont refusé d'approuver le compte administratif de la collectivité lors de la session de l'assemblée territoriale du 25 juin. Pour Sanguinetti, « la mise en échec du Padduc aurait un

ont déjà fait adopter des amendements relatifs à la protection d'espaces remarquables, « le Padduc tourne définitivement le dos à une vision donnant la primauté aux forces de l'argent au nom de l'économie résidentielle. La seule attitude raisonnable consiste non pas à rejeter le plan actuel, mais à l'améliorer ».

Avec 105 000 hectares réservés aux espaces agricoles stratégiques, le Padduc semble encourager le développement des activités agricoles et pastorales. « C'est une très bonne chose, mais il faudrait pouvoir articuler cette disposition avec des aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs et éleveurs », observe M. Antoine Poggioli, un éleveur de porcs de race corse, dont le mode d'élevage naturel et l'alimentation à la châtaigne produisent une charcuterie de grande qualité.

Maire de Bocognano depuis 2014, M. Achille Martinetti a mis fin à certaines pratiques, comme les délibérations signées sans réunion du conseil municipal... Cet éleveur-aubergiste de sensibilité nationaliste est également l'un des fondateurs et animateurs du collectif I Trè Vaddi, qui regroupe depuis 2007 les vallées de la Gravona, du Prunelli et du Cruzino, près d'Ajaccio. Ce réseau associe agriculteurs, artisans, éleveurs, apiculteurs, castanéiculteurs : « La trentaine de producteurs que nous sommes s'est engagée dans une démarche de qualité, sans cultiver la nostalgie, mais en s'appuyant malgré tout sur les savoir-faire de nos anciens, tout en s'ouvrant sur les pratiques et les techniques des pays voisins », précise M. Martinetti.

« Le développement de l'agriculture et de l'élevage aiderait à réduire la dépendance de l'île en fournissant des denrées qu'il est tout à fait possible de produire sur place, mais il permettrait également d'offrir aux touristes une autre approche de la Corse, en phase avec la réalité insulaire et sa culture, en proposant des produits de qualité issus de circuits courts », se plaît à penser le journaliste Sampiero Sanguinetti, cofondateur de la chaîne publique France 3 Corse ViaStella.

beneficiaire politique : le système clanique. Au moment où il est sérieusement ébranlé, cela lui permettrait d'obtenir un sursis en s'appuyant sur la vieille idéologie du "Vous voyez bien, on ne peut rien faire en Corse" – sous-entendu : avec les outils juridiques de l'Etat. Partant de là, à chacun de s'en remettre, à titre individuel ou familial, au clan et à son chef... »

Après un déclin qui semblait inéluctable jusqu'aux années 1980, une nouvelle poussée démographique s'affirme (314 000 habitants en 2012 contre 240 000 en 1982). Mais le fragile et subtil équilibre actuel pourrait bien se trouver mis à mal si se combinaient l'indétermination, les forces du passé et celles de l'argent.

(1) José Gil, *La Corse entre la liberté et la terreur*, La Différence, Paris, 1991.

(2) Le 21 août 1975, à Aléria, des militants nationalistes occupent une cave viticole appartenant à un ancien pied-noir d'Algérie. Un millier de gendarmes venus du continent donnent l'assaut le lendemain ; deux d'entre eux sont tués et plusieurs occupants blessés.

(3) Gérard Lenclud, *En Corse, une société en mosaïque*, Editions de la Maison des sciences de l'homme, coll. « Ethnologie de la France », Paris, 2012.

(4) Gérard Lenclud, « Des feux introuvables », *Etudes rurales*, n° 76, Paris, 1979.

(5) Lire Pierre Poggioli, « Corse, l'adieu aux armes », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

Le clanisme en quête d'un sursis

IL FAUT inscrire le système clanique dans les institutions de patronage du monde méditerranéen. Succédant aux caporali, ces chefs de guerre élus par les assemblées populaires qui menaient la lutte contre les occupants ou les féodaux, les chefs de clan se sont glissés dans les replis des évolutions institutionnelles (en tant que maires, conseillers généraux, sénateurs, députés, etc.), incarnant sur l'île les relais de l'Etat et, en même temps, faisant écran entre lui et la société corse.

Le clanisme politique associe quatre éléments : le bipartisme, l'affiliation obligée, l'organisation en clientèles et l'exercice partisan du pouvoir. Commentant l'élection des maires au suffrage universel articulée à ce système, un notable de Saint-Florent, parlant de ses électeurs dans les années 1880, lance tout de go au journaliste Paul Bourde, de passage en Corse : « Autrefois, ils nous suivaient à la guerre ; aujourd'hui, ils nous suivent au scrutin (1). »

L'une des principales caractéristiques de la vie politique, en particulier au village, c'est la faible place occupée par

les idéologies. « Le Corse vote par affection personnelle plus que par considération politique. Il faut l'avoir pour soi ou contre soi », écrivait le préfet de Corse en 1974. Les regroupements se font par le jeu des solidarités familiales. Si l'on en croit l'adage clanique, « est juste ce qui est bon pour le clan ». Au moment où l'Assemblée de Corse doit se prononcer sur le plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (Padduc), on peut légitimement se demander comment ce *spirito di partito* (« esprit de clan »), qui entend favoriser les siens et contrer l'adversaire, pourrait prétendre porter une vision et un projet de développement de l'île, dans la mesure où l'addition des intérêts locaux et individuels ne saurait coïncider avec l'intérêt général de la Corse...

D. F.

(1) Paul Bourde, *En Corse : l'esprit de clan, les mœurs politiques, les vendettas, le banditisme*, Calmann-Lévy, Paris, 1885.

Imprimerie du Monde
12, r. M.-Günzburg
98852 IVRY

PRESE PAYANTE
2009

Commission paritaire des journaux et publications : n° 0519 1 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts
Paris : 0 805 050 147
Banlieue/province : 0 805 050 146.



LITTÉRATURES

AMÉRIQUES

THE OCCUPIERS. The Making of the 99 Percent Movement. – Michael A. Gould-Wartofsky
Oxford University Press, New York, 2015, 328 pages, 29,95 dollars.

Né à l'automne 2011, Occupy Wall Street (OWS) a fait couler beaucoup d'encre, mais peu d'ouvrages permettent de comprendre ce qu'a été ce mouvement. Dans un récit détaillé, Michael Gould-Wartofsky insiste sur les tensions internes, la reproduction des formes de domination – en dépit de la volonté de fonctionner « horizontalement » – et la répression policière et politique.

Ayant lui-même participé activement à l'occupation de Zuccotti Park, l'auteur, militant et jeune doctorant en sociologie, montre à partir d'une riche enquête que « le phénomène Occupy ne se réduit pas aux occupants ou aux occupations ». Loin de se cantonner à la dénonciation des inégalités de revenus, le discours des « 99 % » – face aux « 1 % » les plus riches –, en fédérant sous une bannière commune étudiants, syndicalistes, militants associatifs et politiques, travailleurs pauvres et chômeurs, aurait « renouvelé le langage » de la gauche. Au-delà du cliché des assemblées générales interminables, OWS a remis au centre des débats la question des rapports entre autorité publique et richesse privée, pouvoir économique et pouvoir d'Etat, favorisant, selon l'auteur, l'émergence de nouvelles forces progressistes dans le ventre de la bête.

CLÉMENT PETITJEAN

DE PETITS VAUTOURS SANS PLUMES ? Les enfants qui travaillent au recyclage des ordures à Lima. – Marie-Pier Girard

Presses de l'Université Laval, Québec, 2014, 313 pages, 40 dollars.

Dans un quartier marginal situé au nord de la métropole de Lima, au Pérou, des familles survivent grâce au recyclage de déchets. A partir d'une étude ethnographique et d'une méthodologie participative, Marie-Pier Girard nous plonge dans l'expérience de la pauvreté urbaine et des inégalités sociales telle qu'elle est vécue, décrite et construite par les enfants. Il est également question de leurs capacités à agir en l'absence d'intervention de l'Etat.

Prenant ses distances avec l'idée d'une abolition pure et simple du travail des enfants, ce livre suggère une pénétration lente de leurs droits dans les secteurs sociaux les plus défavorisés. Depuis la Convention des droits de l'enfant de 1989, la diffusion de ces notions a fait émerger une plus grande attention à leurs besoins. Mais la persistance des problèmes de violence domestique et d'abandon scolaire montre le chemin qu'il reste encore à parcourir.

ROBIN CAVAGNOUD

LATINES, BELLES ET REBELLES. – Hernando Calvo Ospina

Le Temps des cerises, Montreuil, 2015, 200 pages, 15 euros.

Ce livre présente les histoires étonnantes et souvent passionnées de trente-trois femmes engagées dans les luttes sociales et politiques du continent latino-américain depuis l'arrivée des conquistadors espagnols. Le journaliste Hernando Calvo Ospina présente à la fois des résistantes indigènes célèbres du XVIII^e siècle, telles que la Péruvienne Micaela Bastidas (1744-1781) ou la Bolivienne Bartolina Sisa (1750-1782) – toutes deux reconnues et célébrées dans leurs pays –, et d'autres que l'histoire a reléguées dans l'anonymat ou dans l'ombre de personnages masculins, comme Manuela Sáenz, oubliée au profit du Libertador Simón Bolívar. Cet ouvrage témoigne du rôle majeur joué par les femmes dans le combat pour l'égalité et dans l'émergence politique du continent. Les biographies, de quelques pages chacune, se distinguent d'un discours féministe en ce qu'elles insistent sur l'émancipation de tous, hommes ou femmes. Une autre entrée dans l'histoire d'un continent marqué par la domination masculine.

R. C.

CARAÏBES

LE CODE NOIR. Idées reçues sur un texte symbolique. – Jean-François Niort

Le Cavalier bleu, Paris, 2015, 124 pages, 10,95 euros.

Historien du droit à la faculté des sciences juridiques de Guadeloupe, Jean-François Niort bouscule quelques idées reçues. Il nous apprend par exemple que le Code noir (1685) ne s'appelait pas ainsi à l'origine, et qu'il ne doit pas grand-chose à Colbert, qui mourut avant sa parution, mais davantage à son fils. Cet opuscule introduit, préfacé et postfacé par les meilleurs connaisseurs des sociétés esclavagistes n'a pas eu l'heur de plaire à des esprits inquisiteurs. En lisant sans lunettes l'« Ordonnance sur les esclaves des Iles de l'Amérique », l'auteur ne remet pourtant pas en cause la monstruosité de l'esclavage ni son caractère criminel ; mais il montre qu'il est faux de prétendre que l'esclavage était chosifié ou d'affirmer que ce texte témoignait d'une volonté exterminatrice. Au moment où vient de naître, à Pointe-à-Pitre, le Memorial ACTe – avec Niort au conseil scientifique –, il importe de relire les textes emblématiques pour ce qu'ils sont et de ne pas enfermer les hommes dans la caverne de l'ignorance.

ANDRÉ BENDJEBBAR

ASIE

VIETNAM. L'ÉPHÉMÈRE ET L'INSUBMERSIBLE. – Jean-Claude Pomonti

Navicata, coll. « L'âme des peuples », Bruxelles, 2015, 96 pages, 9 euros.

Un quart de siècle de paix, « enfin ! », souligne Jean-Claude Pomonti, qui fut correspondant du Monde pendant la guerre du Vietnam. La petite nation qui atteindra bientôt cent millions d'âmes trace sa route à la recherche de la croissance et même du profit. Vers où ? Pomonti esquisse des pistes tout en sensibilité. Et de rappeler avec humour : « Le Vietnam n'est pas une guerre, c'est un pays. » Au risque de surprendre le lecteur européen, c'est aussi un pays de croyances, où se côtoient dans l'imaginaire populaire les figures, les saints, les héros – tel le général Vo Nguyen Giap, héros de la guerre d'indépendance transformé en génie tutélaire. On connaît également davantage le rôle marqué des femmes au sein de la société grâce à ce petit livre aux airs de portrait intime... Mais la grande affaire reste la géopolitique, singulièrement le combat avec Pékin pour les îles Spratley et Paracel, en mer de Chine orientale.

XAVIER MONTHÉARD

DOUCEUR DE L'AUBE. Souvenirs doux-amers d'un Parisien dans la Chine de Mao. – Hervé Denès

L'Insomniaque, Montreuil, 2015, 96 pages, 9 euros.

Hervé Denès a publié de nombreux ouvrages critiques sur le régime chinois, souvent en duo avec Charles Reeve, sous le pseudonyme de Hsi Hsuan-wou (« Douceur de l'aube »), dont il révèle ici l'origine. 1964 : la France vient d'établir des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine. L'auteur part enseigner le français à l'université de Nankin. Derrière l'égalitarisme de façade, il va vite découvrir l'institution d'une nouvelle classe dirigeante, l'université fonctionnant comme une caserne. Il noue pendant un an un lien amoureux et clandestin avec l'une de ses étudiantes, Hsi Hsuan-wou ; mais la police veille, et la jeune fille disparaît. Lui reste jusqu'en septembre 1966, quand commence la « grande révolution culturelle prolétarienne ». Il apprendra plus tard que « Douceur de l'aube », accusée d'« intelligence avec l'étranger », s'est suicidée. Pour lui, cette période de sa vie « demeurera une plaie jamais refermée ».

JEAN-JACQUES GANDINI

EUROPE

LA POSTE DU GOTHARD OU LES ÉTATS D'ÂME D'UNE NATION. – Peter von Matt

Zoë, Genève, 2015, 474 pages, 24 euros.

Ce recueil d'essais vaut surtout pour le premier texte, long d'une centaine de pages. Prenant pour point de départ le tableau de Rudolf Koller *La Poste du Gothard* (1873), articulant les références picturales, littéraires et historiques, Peter von Matt montre comment s'est forgé l'image d'une Suisse idyllique et champêtre, figée dans un éternel âge d'or, à l'abri des corruptions du monde moderne. Récupéré par l'industrie du tourisme, ce cliché ne correspond à aucune réalité : « Les Suisses sont des acteurs continentaux depuis qu'ils existent. » « Une société est plus fortement régie par son imaginaire collectif que par les faits historiques », affirme l'universitaire, et il le démontre brillamment. On n'est pas obligé de le suivre quand il plaide pour une participation à la construction européenne, mais le propos n'en revêt pas moins une grande force à l'heure où le fantôme du repli fait la fortune de l'extrême droite helvétique.

MONA CHOLLET

MAGHREB

QUAND UNE NATION S'ÉVEILLE. Mémoires, tome 1 (1928-1949). – Sadek Hadjères

Inas Editions, Alger, 2014, 405 pages, 9 euros.

Acteur majeur de l'éveil du sentiment national au sein de son peuple colonisé, Sadek Hadjères fut chef du groupe des scouts musulmans à Larba'a, dans la Mitidja, militant du Parti du peuple algérien (PPA) de Messali Hadj, puis du Parti communiste algérien à partir de 1951, et médecin dans les maquis de la guerre de libération. Ce premier tome de ses Mémoires apporte un éclairage neuf sur les stratégies de mobilisation mises en place par les partis et associations indépendantistes – surtout après les massacres du 8 mai 1945 – et sur les crises qui les ont secoués. Pour Hadjères, les racines de la « décennie noire » (les années 1990) et de l'indigence de la vie politique actuelle remontent aux ratés de l'éveil de la nation algérienne, des « confrontations idéologiques et des luttes d'appareil » ayant « atrophié l'esprit de participation et de responsabilité critique des citoyens ». Un second volume sera consacré à la crise du parti de Messali Hadj en 1949.

ALI CHIBANI

IDÉES

LA FABRIQUE DES SCIENCES MODERNES. – Simon Schaffer

Seuil, coll. « Science ouverte », Paris, 2014, 446 pages, 24 euros.

L'historien et philosophe des sciences britannique Simon Schaffer propose ici un panorama très large d'un processus s'échelonnant du XVII^e au XIX^e siècle, qu'il choisit de dénommer « la fabrique des sciences modernes ». Qu'il s'intéresse à l'astronomie, à la médecine ou à la météorologie, Schaffer déploie un même souci de description des réseaux informationnels et matériels ainsi que des appuis institutionnels de l'activité scientifique. Un résultat emblématique de cette méthode est la déconstruction du mythe du génie solitaire, tel Isaac Newton. L'auteur met en évidence un « ordre de l'information » coïteux en instrumentation, en observations et en évaluation du crédit des observateurs. Cette attention au travail artisanal, aux expériences publiques et aux réseaux d'échange qui ont fait la science moderne offre un éclairage sur nos modèles contemporains de la recherche, de l'innovation ou de l'expertise.

EMILE GAYOSO

FREEDOM FALLACY. The Limits of Liberal Feminism. – Sous la direction de Miranda Kiraly et Meagan Tyler

Connor Court Publishing, Ballarat (Australie), 2015, 290 pages, 29,95 dollars.

Réunissant une vingtaine d'auteurs, ce recueil s'appuie principalement sur les mouvements féministes au Royaume-Uni, en Australie et au Canada. D'un article à l'autre, une même conviction : « La libération ne se gagne pas à l'échelle individuelle, ne se construit pas en s'adaptant ou en acceptant simplement les conditions de l'oppression », mais bien par la lutte collective. L'ouvrage expose les limites ou le galvaudage des notions de choix et de liberté en contexte néolibéral. Il réserve une large place à la dénonciation de l'industrie du sexe, « en plein accord avec l'affirmation féministe radicale selon laquelle la construction sociale de la sexualité est au fondement de l'inégalité femmes-hommes ». Concernant la prostitution, les enjeux d'une perspective abolitionniste sont rappelés à travers le soutien au modèle dit « nordique », le seul qui s'attaque à la demande – celle des clients.

BENJAMIN CALLE

Vies en solde

Sur le rivage de Rafael Chirbes

Traduit de l'espagnol par Denise Laroutis
Rivages, Paris, 2015, 510 pages, 24 euros.



DANS les marais, « deux chiens se battent pour un bout de barbaque ». Il s'agit, vu de plus près, d'une main. Ce pourrait être le début d'un polar ; mais il va s'agir d'un crime autrement plus important : la mise à sac d'un pays, l'Espagne.

Dans une petite localité balnéaire, non loin de Valence, Esteban, qui a dans les 70 ans, s'occupe de son vieux père silencieux. Il est propriétaire d'une menuiserie qui est en faillite, tout comme sa propre vie. Au cours de son monologue intérieur, c'est cet échec qui se martèle : l'enlèvement dans un quotidien terne, les amours trahies, une famille minée par les querelles financières et, pour seul refuge, la chasse ou une passe occasionnelle au bord de la route. D'autres voix traversent le récit, tout en libres associations et bifurcations intimes, créant cette dynamique qui est l'une des grandes forces de Rafael Chirbes : voix de l'un des employés d'Esteban, qui n'a désormais plus de boulot – le seul qui restera bientôt possible, c'est celui de « croque-mort pour suicidés » –, de son ex-femme de ménage et de son père, à travers quelques pages que ce dernier a griffonnées jadis. La débâcle est collective.

Disparu le 15 août dernier, Chirbes est l'un des plus importants écrivains espagnols de la période récente. Il a reçu à deux reprises le prix national de la critique. Son œuvre enregistre, avec un réalisme proche du documentaire, les changements survenus dans son pays depuis la transition démocratique (1975-1982) jusqu'à l'interminable catastrophe de ces dernières années. A travers ses personnages, *Sur le rivage* met en scène ce qui a conduit le pays au désastre : un passage à la démocratie qui a évité de régler les comptes avec les crimes du franquisme et, pour y parvenir, a anesthésié la société civile, laissant la porte ouverte à la marchandisation des rapports sociaux, tandis que prospérait une économie fondée sur la pierre et, parallèlement, sur la corruption politique et la spéculation. Euphorie des années de bulle immobilière, puis raz de marée de la crise. L'apathie désabusée d'Esteban, c'est l'état d'une grande partie de la société.

On pourrait craindre le schématisme. Tous les personnages de *Sur le rivage*, que ce soit l'immigrée colombienne ou l'imprésario à succès, semblent dire la même chose, partager le même imaginaire : il n'y a de salut que dans l'argent. Seule exception : le père d'Esteban, un combattant républicain qui, après la guerre civile, a connu la prison, puis l'ostracisme. Mais il est rongé par la frustration et le mépris. En fin de compte, il n'incarne que l'autre face de la soumission générale à l'ordre des choses. De surcroît, le récit détaillé de l'organisation de la spoliation du pays semble confiner par moments à l'entreprise de pédagogie. Mais ce qui peut apparaître comme un défaut concourt en vérité au déchiffrement d'une vaste tragédie.

La mise en regard d'une vie mutilée, celle d'Esteban, et de la mutilation de la société espagnole vient dissiper tout espoir d'une échappatoire individuelle lorsque le corps social entier s'écroule, gangrené par un passé mal assumé, sinon nié. S'y ajoute la tentative en cours d'homogénéisation des humains, qui accompagne le capitalisme tardif et conduit tous les personnages à reproduire, sous des apparences diverses, le même modèle d'existence. On ne saura pas qui a tué dans les marais. Mais on saura qui est l'assassin des autres vies possibles.

JOSÉ ANTONIO GARCIA SIMON.

POÉSIE

Juan Gelman, l'enfer et l'émerveillement

NÉ en 1930, contraint à l'exil en 1975, l'Argentin Juan Gelman n'a cessé, jusqu'à sa mort en 2014, de dénoncer la dictature militaire qui a ravagé son pays et tué son fils, sa belle-fille et nombre de ses amis. Si les livres publiés en France depuis 1981 par des éditeurs clairvoyants (1) lui ont assuré une indiscutable notoriété, la sortie chez Gallimard, dans la collection « Poésie », de *Vers le sud et autres poèmes* (2) devrait accroître son rayonnement. Avec la mise en perspective de cinq recueils majeurs, une traduction qui sait restituer les rythmes et les ruptures de l'original et un court dossier comportant un salut de Julio Cortázar, ce volume démontre que Gelman est l'un des poètes marquants des cinquante dernières années, à l'échelle de la poésie hispano-américaine mais aussi de la littérature mondiale – il a d'ailleurs obtenu les prix les plus importants en Argentine, en Italie, au Mexique, en Espagne et au Chili.

morts que je parle et qui me parlent
dans les paroles que je parle/
ces mêmes paroles qui
ferment ma voix comme une nuit/
ou comme visages compagnons
qui tournent beaux de leur lumière
comme paroles/comme des ombres
s'emparant avec la mort

La réunion de *Notes, Commentaires, Citations, Vers le sud et Cela*, écrits entre 1978 et 1984, c'est-à-dire,

à peu de chose près, pendant la période du « processus de réorganisation nationale » qui fit trente mille disparus et quinze mille fusillés, permet de mesurer la cohérence d'un art qui transforme sa langue d'origine et renouvelle les rapports entre écriture, politique et histoire.

Trois constantes unissent ces titres, parfaitement rendues par le traducteur de Gelman, Jacques Ancet. D'abord, l'imaginaire est celui d'un psychisme bouleversé par la souffrance et la terreur, où les hallucinations sont devenues réalités. Ensuite, la langue utilisée est particulière, forgée à coups de néologismes, d'entorses grammaticales, de contaminations par le parler populaire de Buenos Aires (le porteño) et d'emprunts littéraires (au grand baroque Francisco de Quevedo, aux mystiques...). Enfin, la ponctuation, ramenée au point d'interrogation, à la barre diagonale qui prend en charge les autres signes et à la coupe des vers, invente une logique d'enchaînement et une respiration, et donc une présence.

Il importe de ne pas hiérarchiser ces caractéristiques ; elles s'engendrent mutuellement. La transformation du langage ne relève pas d'une instrumentalisation : le poète compose avec ce qui lui vient, quitte à plonger dans le non-compréhensible. Malgré la transposition en français, on repère les fulgurances caractéristiques de ce langage profond dont les novations formelles échappent au volontarisme des avant-gardes : pour le

meilleur, cette poétique est l'expression du séisme qui a bouleversé l'être de Gelman.

Vers le sud, composé à Rome en 1981-1982, est une bonne initiation à l'ampleur de cette œuvre. Née dans « l'enfer véritable », l'écriture garde en elle, malgré la douleur et les sarcasmes, « une charge de tendresse, d'émerveillement devant la vie » qui, affirme Jacques Ancet, répond à la célèbre interrogation de Theodor Adorno, « Comment écrire après Auschwitz ? », et la retourne en un « Comment ne pas écrire ? ».

Riche de plus de cinquante titres, appelant le capitalisme par son nom, ne cédant pas plus à la facilité d'essentialiser les crimes qu'à la tentation d'oublier la tendresse, l'œuvre de Gelman a imposé une beauté tragique sans équivalent ces dernières décennies : les auteurs qui ont vécu en démocratie ont exploré d'autres dimensions et ceux qui ont affronté le pire ne sont pas parvenus à son degré de formalisation. Il ne suffit malheureusement pas qu'existe l'Inquisition pour qu'automatiquement surgisse un Goya et que des *Caprices* voient le jour.

GÉRARD NOIRET.

(1) Notamment Differdange (Luxembourg), Le Temps des Cerises et Caractères (Paris).

(2) Juan Gelman, *Vers le sud et autres poèmes*, traduction de Jacques Ancet, Gallimard, 2015, 400 pages, 9,70 euros.

DU MONDE

En étrange pays

Les coqs cubains chantent à minuit
de Tierno Monénembo

Seuil, Paris, 2015, 192 pages, 17 euros.

LÉLONG des ruelles pavées de La Havane, un touriste court derrière une mélodie. Tierno, alias El Palenque, natif de Guinée, installé à Paris, mais dont les racines maternelles sont cubaines, espère qu'en retrouvant l'origine de la chanson qui lui trotte entre les oreilles depuis l'enfance, il retrouvera aussi cette partie-là de son histoire.

Entre de mystérieuses visites au cimetière et à la bibliothèque catholique du père Cardoso, son chemin croise des figures typiques de la faune nocturne havanaise, dont Ignacio Rodríguez Aponte, un aigrefin à la peau noire qui embobine les visiteurs à l'aéroport et qui sera le narrateur de ce roman en forme de longue lettre adressée à El Palenque: «*Pour moi, tu étais un pigeon comme un autre, rien de plus; un de ces enfants gâtés venus d'Europe ou des Etats-Unis pour profiter des merveilles de Cuba: les plages, les filles, les tronches de Castro et du Che, les pannes de courant (si exotiques, mon vieux, que nous les appelons apagones [1], les pénuries d'essence, les vieilles Pontiac, les cigares, le rhum, les mélodies de Cecilia Valdés. Dans mon esprit, nous devons juste nous asseoir sur une terrasse de La Rampa, faire une virée dans un endroit sympathique et danser le changüü en écoutant un groupe diablement cubain comme ces enfoirés d'Agua del Guaso (...). J'étais loin de me douter que cette rencontre banale et imprévue se terminerai ainsi, c'est-à-dire dans le trou du cul de l'enfer.*»

Des visions du passé resurgissent dans les vapeurs de rhum et de marijuana qui permettent à El Palenque de reconstituer l'origine de ses liens avec l'île. Des liens nés d'une rencontre entre la grande et la petite histoire: un grand-père noble qui pactise avec Fidel Castro pendant la révolution et un père venu de l'autre côté de l'océan. Ce dernier, saxophoniste dans un orchestre national guinéen, a ensorcelé les danseuses de son souffle brûlant lors du Festival mondial de la jeunesse et des étudiants à La Havane, en 1978, et séduit celle qui deviendra la mère de Tierno, Juliana. Sa quête des secrets d'hier va suffisamment perturber divers intérêts pour mener à l'expulsion d'El Palenque.



En 2012, après quarante années d'exil et un prix Renaudot pour *Le Roi de Kahel* (Seuil, 2008), Tierno Monénembo, 65 ans, a quitté sa maison de Normandie et retrouvé sa Guinée natale. Il prête ici son prénom et ses origines à son personnage principal et, comme souvent, les questions d'identité guident sa plume. Ce roman ardent au rythme chaloupé, placé avec justesse sous le parrainage de Guillermo Cabrera Infante, l'auteur majeur de *Trois Tristes Tigres* (Gallimard, 1970), raconte aussi en creux les rapports douloureux et compliqués qu'entretient la diaspora africaine des Caraïbes avec le continent de ses ancêtres. «*Un Africain à Cuba à la recherche de ses racines! s'écrie le narrateur. C'était bien la première fois que j'entendais ça. En temps normal, c'était l'inverse qui se produisait. Dans les années 1960, après vos désastreuses indépendances, des milliers de Nègres de Harlem, de Louisiane et d'ailleurs déferlèrent dans les ports de la Guinée et du Ghana, larmes aux yeux et caméra en bandoulière, dans une quête éperdue de leurs aïeux. Ils se rendirent vite compte de leur méprise. C'étaient bien des Noirs comme eux qu'ils croisaient dans les marchés et les cimetières, les forêts sacrées et les temples vaudous, mais des Noirs étrangers!*»

DAVID COMMEILLAS.

(1) Pannes, précisément, en espagnol.

BIOGRAPHIES

FAUX PAPIERS. Journal 2000-2010. – Paul Nizon

Actes Sud, Arles, 2014, 426 pages, 24 euros.

Dans ce cinquième tome de son journal, traduit par Matthieu Dumont, Paul Nizon, auteur suisse de langue allemande né en 1929 à Berne et vivant à Paris, continue l'analyse captivante d'une trame qui entrecroise la vie et ce qui «*enchaine la vie à l'écriture*». Il veut saisir au plus près ce qui fait l'existence, travail épuisant, assujéti à la solitude. «*La difficulté de mon activité d'écrivain est due au fait qu'elle mobilise à la fois un projet existentiel et un projet d'écriture...*» C'est peut-être cette exigence qui l'empêche de vivre la vie comme les autres l'attendent. Cette période de son journal est ainsi traversée par la douleur de l'éloignement, puis du divorce: «*L'homme et la femme ne partagent jamais le même horizon.*» Vient la panique de la vieillesse et de l'oubli... Mais aussi Paris, cette ville «*d'une telle éternité minérale*», saturée d'histoire, au fil de longues marches, loin du monde littéraire local auquel il préfère la fréquentation d'autres solitaires: Robert Walser, Vincent Van Gogh, James Joyce, Peter Handke.

PIERRE DESHUSSES

LES ANARCHISTES. Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone. – Collectif

Editions de l'Atelier, coll. «*L'Atelier en poche*», Ivry-sur-Seine, 864 pages, 15 euros.

Dans les dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier publiés par l'équipe qui poursuit le travail de Jean Maitron, on trouve des notices sur des anarchistes ayant participé aux grandes luttes ouvrières. Mais c'est la première fois en France qu'un volume est entièrement consacré aux militants de ce mouvement. Aux côtés de Pierre-Joseph Proudhon, Mikhaïl Bakounine, Pierre Kropotkine ou Elisée Reclus figurent des inconnus, syndicalistes, communistes libertaires, des manuels autant que des intellectuels ou des artistes, bref, tous ceux qui font la diversité de ce courant.

Avec l'aide de Radio Libertaire, une équipe mixte de militants et d'historiens a collecté cinq cents biographies pour l'édition papier et plus de trois mille pour le site Internet. Aux francophones s'ajoutent des exilés espagnols, italiens, bulgares ou chinois ayant participé aux combats pour l'émancipation sur le sol français. Ce dictionnaire fait découvrir la richesse humaine d'un mouvement bien moins connu qu'il n'y paraît.

DIDIER ROY

ÉCONOMIE

L'ÉCONOMIE MONDIALE 2015. – Centre d'études prospectives et d'informations internationales

La Découverte, Paris, 2014, 125 pages, 10 euros.

En dépit du rebond global des économies les plus avancées, la croissance des économies émergentes marque le pas, particulièrement en Chine. L'opus annuel du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) analyse les principales sources de fragilité de l'économie mondiale. Le risque d'un retournement du flux des capitaux est plus élevé pour les «*cinq fragiles*»: Afrique du Sud, Brésil, Inde, Indonésie et Turquie. En zone euro, le rééquilibrage des balances courantes s'effectue par la contraction de la demande intérieure des pays déficitaires, excluant toute résorption des excédents. Aux commentaires pressés évoquant le spectre de la déflation pour les économies les plus développées, les experts du CEPII opposent l'hypothèse de l'installation probablement durable d'un régime de faible inflation, moins pernicieux que la spirale déflationniste, mais constituant un frein au désendettement. Sur le plan des prescriptions, Michel Aglietta, s'appuyant sur l'histoire des dettes publiques et privées, plaide pour une remise en ordre des systèmes financiers, instituant en zone euro le chaînon manquant entre politique monétaire et finances publiques.

ANDRÉ PRIOU

IMPÉRATIF TRANSITION. Construire une économie solidaire. – Michael Lewis et Pat Conaty

Ecosociété, Montréal, 2015, 420 pages, 29 euros.

Pour un changement «*social, écologique et économique*», cet ouvrage ne propose pas de modèle théorique, mais une boîte à outils fondée sur des expériences: la banque suédoise JAK (terre-travail-capital), qui prête sans intérêts; le réseau de coopératives Mondragon, dans la région basque, qui prospère depuis cinquante ans; le Seikatsu Club («*Club de la vie*») japonais, fédération de coopératives qui se consacrent principalement à l'autonomie alimentaire; les services énergétiques du Yorkshire; le mouvement international Via Campesina et ses actions pour le droit à la souveraineté alimentaire, etc. Logement abordable à perpétuité, agriculture soutenable, économies de proximité, innovations bancaires conviviales: les auteurs expliquent les principes et donnent des clés d'appropriation au lecteur. La structure du livre permet de lire un thème en particulier, mais l'ensemble, passionnant, donne envie de passer à l'action concrète.

BRUNO LOMBARD

PHILOSOPHIE

Constellation Marx

QUAND Lucien Sève est entré en politique, dans l'immédiat après-guerre, Friedrich Engels était mort depuis à peine un demi-siècle et Lénine, depuis deux décennies. En devenant communiste et en se revendiquant marxiste, le jeune agrégé de philosophie adhère à un mouvement historique qui pouvait se donner comme la «*jeunesse du monde*», pour reprendre les mots de Gabriel Péri. Plus de cinquante ans plus tard, alors que le communisme est décrit comme moribond et Karl Marx comme une figure académique, Sève propose une imposante tétralogie, *Penser avec Marx aujourd'hui*. Le troisième volume (1) interroge la place de la philosophie chez un Marx qui s'est refusé à avoir recours aux «*mauvaises abstractions philosophiques*», ces concepts larges et universels jamais déterminés historiquement qui peuvent tout expliquer et ainsi n'expliquent rien.

Sève propose de parler du «*philosophique*» plutôt que de «*philosophie*» dans *Le Capital*, évidemment, mais aussi dans le manuscrit dénommé *Grundrisse*. Plus qu'un système de concepts préétablis et harmonieux, Marx élabore un réseau de catégories (contradiction, essence, loi...) qu'il met en relation pour produire une théorie critique du mode de production capitaliste. Appuyé sur la relecture de la *Logique* de Hegel, son travail ne reprend pas simplement ce qu'on a appelé la méthode dialectique, mais transforme les catégories hégéliennes. Cette pensée, Sève l'analyse en en proposant une «*lecture développante*», enrichissant les catégories de «*contradiction*» et d'«*antagonisme*», identifiant des dialectiques «*internes*» ou «*externes*», des phénomènes de «*scission*» ou de «*fusion*» dialectiques, etc.

La dialectique, que Sève propose d'étendre aux objets naturels, à la suite de certaines avancées scientifiques récentes, a souvent été remise en question par des penseurs comme Michel Foucault ou Gilles Deleuze. Si Sève tient à faire le point sur ces attaques, il a également une autre cible: le «*marxisme*» dans sa forme contemporaine, notamment universitaire. Sévère vis-à-vis des querelles de chapelles, il voit dans le marxisme un objet rendu «*non identifiable*» par les multiples approches qui en ont été proposées, et suggère donc de l'abandonner au profit de la «*pensée Marx*».

La lecture du recueil *Marx politique* (2) permet de juger sa critique sur pièces. Jean-Numa Ducange et Isabelle Garo, qui ont réuni les textes, sont membres de l'équipe du séminaire «*Marxisme au XX^e siècle*»

et comptent parmi les animateurs de la Grande Edition Marx-Engels (GEME) en cours aux Editions sociales. S'ils affichent une volonté de pluralisme et rejettent l'idée d'une orthodoxie à maintenir ou recréer, ils sont, tout autant que Sève, conscients du danger de voir Marx transformé en un penseur «*inoffensif*», «*économiste digne d'intérêt mais piètre penseur politique*». Acceptant la validité des critères universitaires de recherche, ils cherchent à les associer à une perspective ouvertement politique. Ainsi, Stathis Kouvelakis, membre du comité central de Syriza en Grèce, analyse la recherche par Marx des formes de l'émancipation sociale, des révolutions de 1848 à la Commune de Paris; Ellen Meiksins Wood interroge l'articulation nécessaire entre les luttes contre l'oppression économique et contre les oppressions extra-économiques (racisme, sexisme).

Le politique est ainsi au cœur de ces études, tout comme dans l'important ouvrage de Kevin Anderson (également présent dans *Marx politique*) sur les

nations et les ethnies dominées, *Marx aux antipodes* (3). Il y montre que, parti d'un eurocentrisme pétri d'orientalisme, Marx en est venu à changer de point de vue au milieu des années 1850 pour devenir un féroce critique du colonialisme, mais aussi des autres formes d'aliénation raciale (l'esclavage noir) et nationale (ainsi de la Pologne et de l'Irlande). Dans sa conception du capitalisme, «*universalité et particularité interagissent dans le cadre d'une totalité dialectique*». Cette lecture démontre que la rigueur de la recherche n'exclut pas que l'on puisse choisir un camp et s'y tenir.

BAPTISTE EYCHART.

(1) Lucien Sève, *Penser avec Marx aujourd'hui*, tome 3: «*La philosophie*», La Dispute, Paris, 2014, 703 pages, 40 euros.

(2) Jean-Numa Ducange et Isabelle Garo (sous la dir. de), *Marx politique*, La Dispute, 2015, 220 pages, 18 euros.

(3) Kevin Anderson, *Marx aux antipodes. Nations, ethnicité et sociétés non occidentales*, Syllepse, Paris, 2015, 408 pages, 25 euros.

BEAU LIVRE

Nationalistes, communistes et brigands

AU PAYS du Cerf Blanc, la rivalité séculaire entre les clans Bai et Lu perturbe gentiment le cheminement des saisons. Dans ce village sis à une journée de marche de la cité de Xi'an (1), les deux chefs de clan entretiennent les codes et les rites d'une Chine impériale dont ils ignorent la déliquescence... La dynastie mandchoue s'écroule bientôt, et les fureurs de la modernité atteignent Bailu et ses habitants. Jacqueries, guerres et révolutions donnent alors aux vengeances mesquines une ampleur inédite, qui dépasse les frontières du village. Nationalistes, communistes ou brigands, les fils reviennent toujours célébrer au vieux temple la mémoire des ancêtres...

Belle et charbonneuse, cette adaptation graphique du roman à succès éponyme de Chen Zhongshi (Seuil, 2012) s'incarne dans un genre aujourd'hui désuet, le *lianhuanhua* – bande des-



sinée traditionnelle chinoise où chaque page contient généralement une grande vignette et un court texte (2). Li Zhiwu délaisse ici le style

clair et réaliste de ce format pour puiser dans le dessin chinois classique et la calligraphie. Mais les lignes noires et irrégulières des trognons truculents tracés par ses pinceaux rappellent aussi certaines des œuvres libres et expressives de la bande dessinée indépendante européenne. Si *Au pays du Cerf Blanc* ne suffira probablement pas à provoquer le renouveau du *lianhuanhua*, il en constitue une somptueuse réinterprétation.

GUILLAUME BAROU.

(1) Il y fut signé, en 1936, un accord instaurant une trêve entre les nationalistes et les communistes chinois au profit d'une lutte conjointe contre l'occupant japonais.

(2) Chen Zhongshi et Li Zhiwu, *Au pays du Cerf Blanc*, Les Éditions de la Cerise, Bordeaux, 2015, 826 pages sur deux volumes, 29 euros chacun.



ARTS

LE CONCERT HÉROÏQUE. L'histoire du siège de Leningrad. – Brian Moynahan

Jean-Claude Lattès, Paris, 2014, 450 pages, 22 euros.

La genèse de la Septième Symphonie de Dmitri Chostakovitch, *Leningrad*, est l'une des plus incroyables de l'histoire de la musique. Écrite durant le siège de la ville par les nazis, l'œuvre fut dès sa création un objet de propagande. Jouée le 9 août 1942 par un orchestre affamé, retransmise en direct à la radio malgré les bombardements, elle fit le tour du monde et fut perçue comme un défi du monde libre lancé aux manipulateurs de Friedrich Nietzsche et de Richard Wagner. Brian Moynahan, rédacteur en chef du *Sunday Times* britannique, n'a nulle sympathie pour l'épopée soviétique. Armé d'une distance bienvenue et d'une documentation solide, il renouvelle l'analyse des purges stalinienne et dresse le portrait d'un Chostakovitch toujours à deux doigts du goulag. On croise les figures célèbres de la poétesse Anna Akhmatova, du compositeur Aram Khatchatourian, du dramaturge Vsevolod Meyerhold, mais aussi de nombreuses victimes du stalinisme et du nazisme. L'ouvrage de Moynahan, historien et habile conteur, démontre que la grande musique ne naît jamais hors sol, à l'abri de l'histoire et du politique.

VINCENT BOREL

HISTOIRE

PARIS, BIVOUAC DES RÉVOLUTIONS. La Commune de 1871. – Robert Tombs

Libertalia, coll. « Ceux d'en bas » Paris, 2014, 472 pages, 20 euros.

Dans la lignée des travaux de Jacques Rougerie dans les années 1960 et 1970, ce livre d'un professeur de Cambridge poursuit le renouvellement de l'histoire de la Commune de Paris. Il propose une synthèse ouverte, riche et dense, tenant compte des études les plus récentes, en particulier celles qui portent sur l'importance des transformations urbanistiques du Paris du Second Empire. La mise à distance critique des faits et des témoignages, qui n'empêche pas une écoute « compréhensive » des acteurs, loin de la position de surplomb académique, le conduit également à une réévaluation à la baisse du nombre des victimes de la Semaine sanglante, qui paraîtra iconoclaste à certains. Son insistance sur le rôle de la guerre dans l'éclosion de la Commune, ainsi que son analyse de la garde nationale et de la place des femmes, viennent souligner la capacité des acteurs à saisir le nouveau pour s'engouffrer dans les brèches d'une histoire qui, hier comme aujourd'hui, n'est pas terminée.

CHARLES JACQUIER

MÉDIAS

LA COMMUNICATION INTERNATIONALE DU ZAPATISME, 1994-2006. – Benjamin Ferron

Presses universitaires de Rennes, 2015, 218 pages, 17 euros.

Tiré de sa thèse de doctorat, le livre de Benjamin Ferron revient sur les stratégies politiques et médiatiques du néozapatisme mexicain, considéré comme l'un des précurseurs de la mouvance altermondialiste à l'orée des années 2000. Mobilisant une sociologie constructiviste des problèmes publics, s'appuyant sur un matériau empirique et une littérature très denses, l'auteur analyse la structuration d'un réseau transnational de militants autour de l'édification d'une cause globale : la lutte contre le néolibéralisme. L'examen du répertoire du zapatisme met en évidence « la corrélation négative entre l'évolution de sa couverture médiatique et l'investissement des militants dans des réseaux de "médiats alternatifs" ». Loin du « rapport amoureux à l'objet » qui caractérise trop souvent nombre de publications sur ce phénomène, cet essai est un outil précieux pour comprendre le rôle joué par les médias dans l'internationalisation des mouvements contestataires.

NILS SOLARI

MUSIQUE

ELITISM FOR THE PEOPLE, 1975-1978, de Pere Ubu

Five Records, distribution Differ-Ant, coffret 4 vinyles (+ MP3), 39 euros.

Cleveland, dans l'Ohio, fut la première ville américaine à connaître un défaut de paiement. Théâtre d'émeutes raciales ultraviolentes dans les années 1960, sujette à l'une des plus fortes pollutions du pays, la cité s'est alors vidée peu à peu de ses habitants. Le déclin postindustriel, la toxicité ambiante, l'allure fantomatique des quartiers inspirèrent les premières compositions de Pere Ubu, un groupe de rock hors du commun, à la croisée du punk, de la musique industrielle et de l'avant-garde électro, formé en 1975. Le chanteur David Thomas a choisi de faire référence à Alfred Jarry « parce que cela ajoutait un aspect grotesque à la musique ». Les chansons les plus significatives du groupe sont réunies dans ce coffret : *Final Solution*, *Heart of Darkness*, *Street Waves*, ou *30 Seconds over Tokyo*, qui évoque le premier bombardement américain de la capitale japonaise après Pearl Harbor, en 1941. « C'est parce que la foule est une masse inerte, incompréhensive et passive qu'il faut la frapper de temps en temps », écrivait Jarry en 1897.

ERIC TANDY

MUSIQUE

Techno hors pistes

Le DJ et compositeur britannique Matthew Herbert est avant tout associé à l'univers de la *dance culture*. Mais la quinzaine d'albums qu'il a publiés ces vingt dernières années vont du jazz aux expérimentations les plus extrêmes en passant par la *house music*, des bandes originales pour le théâtre, le cinéma et même, en 2014, une relecture minimaliste façon Steve Reich du *Faust* de Charles Gounod, *The Crackle*, pour le Royal Opera de Londres. En 2000, il a pris ses distances avec les modes habituels de production de la techno et du hip-hop en s'appuyant une règle comparable au « dogme » du cinéaste Lars von Trier : interdiction des boîtes à rythmes, des synthétiseurs et des enregistrements d'instruments si ces derniers sont encore disponibles. Il s'appuie exclusivement sur son jeu, sur celui de ses musiciens et sur les sons de l'environnement pour construire de la musique concrète, en prise avec le réel, pour dénoncer les dérives de la société.

Les convictions de cet artiste de 42 ans se sont aiguisées dans l'Angleterre thatcherienne. « *La vague des free parties [raves gratuites] est arrivée dans cette triste période comme une grande vague de joie et d'optimisme, la première manifestation d'une société sans classes* », se souvient-il. Aujourd'hui, il se dit déçu par ce mouvement, retourné dans les discothèques « d'où il ne revendique plus rien ». « *Le système capitaliste détruit notre planète, détruit notre sens de la communauté, détruit notre environnement. Et la musique fournit une bande-son à cette course vers l'abîme. Partout, elle dit la même chose : ce bar est cool, cet hôtel est cool, tout va bien, rien ne va déranger tout ça. Elle se contente de jouer le rôle de papier peint, de contribuer à cette bulle d'aveuglement au lieu de la casser.* »

Il s'attache donc à faire le travail lui-même, parfois de façon élémentaire et brutale. Dans *The Mechanics of Destruction* (1), sorti en 2001, il compose en direct à partir de l'enregistrement sur scène de la destruction de produits de multinationales : il vide puis écrase une canette de soda, dissèque un hamburger, casse un téléviseur... Les sons enregistrés, travaillés puis assemblés en temps réel composent une techno bruitiste particulièrement agressive mais très intelligible.

En 2012, l'heure est davantage à la contemplation avec *One Pig*. Il capte et met en musique la vie d'un cochon, de son premier grognement à son dépeçage et à la mastication de sa chair. L'album a beau être particulièrement sinistre, on n'y perçoit pas de dénonciation évidente, et une association de défense des animaux a pu s'indigner de son « cynisme ». Herbert plaide dans le livret pour un élevage responsable, mais refuse tout didactisme : « *Je ne dénonce pas l'exploitation animale, je propose de l'écouter. Je n'avais jamais vu un cochon naître, grandir, être tué et découpé. Pourtant, j'ai mangé des cochons. Je voulais comprendre ce que cela signifiait, prendre conscience de cette vie.* » *The Shakes* (2), tout récent, semble plus léger et dansant, mais s'appuie sur une structure rythmique composée à partir du tintement de balles et de chargeurs...

La plupart des albums de Herbert fourmillent de références sonores au point qu'ils nécessitent parfois une notice pour être compris. Derrière les cuivres et le piano de l'orchestration jazz de *There's Me and There's You*, en 2008, des bips d'ingénierie médicale interrogent sur les décès dus à la guerre en Irak, et des froissements de pages de magazines évoquent les malversations du magnat australien Rupert Murdoch. Le très abrupt *The End of Silence*, en 2013, s'appuie sur les cinq secondes d'un enregistrement réalisé pendant la guerre en Libye : un moteur d'avion, un cri et l'explosion d'une bombe.

Pour autant, Herbert assure ne pas craindre d'être incompris et faire confiance à l'implication du public : « *Il doit se demander ce qu'est ce son, la signification de ce titre, le sens de cette pochette, la raison pour laquelle je me produis sur scène avec un sac en papier sur la tête. Je donne cinq cents indices et chacun prend ce qu'il veut. C'est le contraire d'une publicité Coca-Cola qui vous dit : "Bois cette canette et tu seras heureux." Le véritable challenge et la beauté de la vie, c'est dans la complexité. Pas d'être assis devant une télévision qui explique comment penser.* »

ANTOINE CALVINO.

(1) Tous les albums de Matthew Herbert sont sortis chez Accidental (Londres), sauf *Scale*, chez Studio ! K7 (Berlin).
(2) Matthew Herbert, *The Shakes*, Accidental, 2015, 15 euros.

ÉCOLOGIE

Guerre totale contre la nature

DANS *Tout peut changer* (1), la journaliste canadienne Naomi Klein livre sa prise de conscience du lien entre capitalisme et changement climatique. La brutalité de l'exploitation des hydrocarbures au Canada, où elle réside, lui apparaît comme un élément de l'« écocide », cette guerre globale contre la nature. L'auteur de *No Logo* décrit un monde qui se gave d'énergies fossiles récoltées dans des conditions de plus en plus insensées, au moment où tous les signaux climatiques sont au rouge. Nul n'est désormais à l'abri de la fureur de l'extractivisme, comme en témoigne le cas de l'île de Nauru, dans le Pacifique sud, dévastée par l'exploitation des phosphates et confrontée à la hausse du niveau des mers. Klein décrit les mobilisations qui naissent jusque dans les contrées les plus reculées de l'Amérique du Nord, de l'Alaska à l'Ontario, du delta du Mississippi au Vermont, du Texas à la Californie.

Partout, riverains, agriculteurs et militants affrontent les pipelines géants, bloquent les engins de fracturation hydraulique et s'enchaînent aux plates-formes offshore à grande profondeur. Ces actions forment la « Blocadie », ce grand élan pour la justice environnementale qui permet d'espérer que quelque chose est en train de changer. Klein y voit la source d'une résistance d'un type nouveau, qui fait la jonction entre les luttes anticapitalistes, les mouvements écologistes et les révoltes des peuples autochtones. Elle en appelle à enraciner la critique du système dans une conscience de la Terre, tout en luttant contre les mystifications des tenants de la « croissance verte » et autres « géocliques » philanthropiques : pour eux, il s'agit de « régénérer » et de guérir la Terre-mère en « perpétuant la vie » sans pour autant réduire l'empreinte écologique de l'humanité, estime-t-elle, laissant le lecteur quelque peu sur sa faim à l'issue de cet essai-fleuve.

Les mêmes entreprises qui extraient les minéraux de la croûte terrestre sont les premières bénéficiaires des marchés de la nature, selon Sandrine Feydel et Christophe Bonneuil, dont l'enquête saisissante, *Prédation* (2), raconte l'histoire de la mainmise économique et bancaire sur les ressources vivantes à l'échelle planétaire. Des banques et des fonds d'invest-

tissement achètent aujourd'hui d'immenses zones naturelles riches d'espèces animales et végétales en danger. Puisque aucune limite ne doit venir entraver la croissance, le capitalisme donne la prééminence au marché pour réguler l'environnement. La prise de contrôle des Nations unies et de ses entités par les multinationales les plus destructrices de l'écosystème parachève cette boucle, avec l'aval de certaines grandes organisations non gouvernementales (ONG). Celles-ci sont mises à contribution dès lors qu'il s'agit d'évaluer la valeur des espèces. La plus grande biobanque du monde, qui détient une concession de trente-quatre mille hectares dans la jungle de Bornéo, en Malaisie, entend ainsi mettre un prix sur les grands singes afin de les protéger. Bientôt, des « paniers multi-espèces » permettront d'élargir le marché des produits dérivés.

La première « Bourse verte » a d'ores et déjà été créée au Brésil et inaugure l'échange de titres sur la forêt amazonienne, légitimant ainsi la déforestation. L'ensemble de la planète devient une marchandise cotée. La nature est un sous-système du système financier, un « capital » qui génère des « flux de services » évalués par des organismes de notation. Ecologues et climatologues sont recrutés pour orienter les *cat bonds*, ces « obligations catastrophe » qui émergent comme les nouveaux fleurons de l'écoblanchiment (3). Désormais, les acteurs financiers peuvent spéculer sur la dégradation des écosystèmes. L'ouvrage s'achève sur un scénario fictionnel situé en 2029, année de crise boursière où la tonne de carbone chute de 100 à 3 dollars. Les investisseurs soldent alors le « capital » naturel pour reconstituer leurs liquidités. Puisque séquestrer le carbone sous la forme d'arbres n'est plus rentable, écobanques et multinationales « vertes » livrent les forêts aux tronçonneuses...

AGNÈS SINAÏ.

(1) Naomi Klein, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, Actes Sud-Lux, Arles-Montréal, 2015, 640 pages, 24,80 euros.
(2) Sandrine Feydel et Christophe Bonneuil, *Prédation. Nature, le nouvel éldorado de la finance*, La Découverte, Paris, 2015, 216 pages, 16,50 euros.
(3) Lire Razmig Keucheyan, « Quand la finance se branche sur la nature », *Le Monde diplomatique*, mars 2014.

DANS LES REVUES

▣ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** La campagne anticorruption du président Xi Jinping pourrait toucher 10 % des cadres communistes et 40 millions de Chinois. Comment expliquer que des jeunes veulent rejoindre l'Organisation de l'Etat islamique ? (Vol. LXII, n° 13, 13 août, bimensuel, 6,95 dollars. – PO Box 23022, Jackson, MS 39225-3022, Etats-Unis.)

▣ **DISSENT.** Ce numéro consacré aux mouvements sociaux aux Etats-Unis compare différents types d'engagement (pacifisme, écologie, lutte contre les inégalités raciales, combat syndical...). A noter également, une analyse du rôle de la Réserve fédérale américaine pendant la crise financière. (Été, trimestriel, 10 dollars. – PO Box 15025, North Hollywood, CA 91615, Etats-Unis.)

▣ **MOTHER JONES.** A défaut d'être élu président l'année prochaine, le socialiste Bernie Sanders peut-il transformer la politique américaine ? Comment, aux Etats-Unis où six cliniques pratiquant des avortements doivent fermer chaque mois, la droite a grignoté les conquêtes du féminisme. (Septembre-octobre, bimensuel, 32 dollars par an. – 222 Sutter Street, suite 600, San Francisco, CA 94108, Etats-Unis.)

▣ **UTNE READER.** Entretien avec Laura Poitras, réalisatrice du documentaire *Citizenfour*, consacré au lanceur d'alerte Edward Snowden. Quelles sont les raisons avancées par Washington pour détenir hors de tout cadre légal les prisonniers de Guantanamo ? (N° 197, été, trimestriel, 6,99 dollars. – 1503 SW 42nd Street, Topeka, KS 66609, Etats-Unis.)

▣ **LONDON REVIEW OF BOOKS.** Un article sur la crise grecque estime que l'extrême droite va en profiter pour répéter à son électorat que « l'Union européenne est l'arène de l'humiliation des nations ». Qui sont les djihadistes britanniques ? Un hommage de Perry Anderson à l'intellectuel russe Dmitri Furman. (Vol. 37, n° 16, 27 août, bimensuel, 3,50 livres sterling. – 28 Little Russell Street, Londres WC1A2HN, Royaume-Uni.)

▣ **INTERNATIONAL AFFAIRS.** Et si l'annexion de la Crimée par la Russie se traduisait par une prolifération nucléaire dans le monde ? (Vol. 91, n° 3, bimensuel, abonnement un an : 122 euros. – Chatham House, 10 Saint James's Square, Londres SW1Y 4LE, Royaume-Uni.)

▣ **GARE DE L'EST.** La dernière interview de Boris Nemtsov, l'un des principaux opposants à M. Vladimir Poutine, recueillie par la radio Echo de Moscou quelques heures avant son assassinat, le 27 février 2015, et un dossier sur le « nouveau patriotisme russe ». (N° 4, mai-novembre, semestriel, 22 euros. – L'Harmattan, 5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris.)

▣ **NEW LEFT REVIEW.** Perry Anderson sur les contradictions de la politique intérieure et extérieure russe. Entretien avec Jan Breman, sociologue du travail en Asie. (N° 94, juillet-août, bimensuel, 10 euros. – 6 Meard Street, WIG OEG, Londres, Royaume-Uni.)

▣ **AFKAR/IDÉES.** Dossier sur l'affrontement par procuration entre l'Arabie saoudite et l'Iran au Proche-Orient. Egalement, plusieurs textes sur l'orientalisme dans le cinéma américain. (N° 46, été, trimestriel, 6 euros. – Estudios de Política Exterior, Nunez de Balboa 49, 28001 Madrid.)

▣ **MAGHREB-MACHREK.** Une livraison consacrée au Kurdistan, avec, entre autres, une analyse sur l'évolution du statut de la langue kurde en Irak, ainsi qu'un point sur la situation des Kurdes de Syrie. (N° 222, avril, trimestriel, 20 euros. – Editions ESKA, 12, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris.)

▣ **PERSPECTIVES & RÉFLEXIONS.** La revue de L'Œuvre d'Orient, association catholique française dédiée aux chrétiens orientaux, consacre son dossier aux chrétiens arméniens, assyro-chaldéens et libanais qui furent victimes du génocide de 1915, pour « stimuler la vigilance », notamment aujourd'hui en Irak. (N° 3, avril, hors-série annuel, 10 euros, sur commande. – 20, rue du Regard, 75006 Paris.)

▣ **SAHARA INFO.** Après la résolution des Nations unies du 28 avril dernier – saluée par le Maroc – prorogé d'un an le mandat de la mission onusienne au Sahara occidental (Minurso), la revue dresse l'état des lieux de ce territoire dont Rabat contrôle la majeure partie depuis 1975. (N° 168-169, juin, biannuel, 3,50 euros. – 356, rue de Valenciennes, 75015 Paris.)

▣ **CAHIER DU RETEX.** Le Centre de doctrine d'emploi des forces de l'armée française (CDEF) analyse les évolutions tactiques du conflit en Syrie entre 2011 et 2014. (Mars, pas de prix indiqué, version électronique disponible sur www.cdef.terre.defense.gouv.fr - CDEF, Division Recherche et retour d'expérience, 1, place Joffre, Case 53, 75700 Paris SP 07.)

▣ **FUTURIBLES.** La transition démographique en Afrique ne suit aucun modèle connu. L'explosion de la population à l'horizon du siècle pose d'urgentes questions aux responsables politiques : urbanisme, éducation, alimentation, etc. Mais les réactions sont lentes. (N° 407, juillet-août, bimensuel, 12 euros. – 47, rue de Babylone, 75007 Paris.)

▣ **LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE.** Un dossier consacré aux « devenirs humanitaires ». Un entretien sur la difficile définition du cadre de l'intervention humanitaire et les vicissitudes de la « responsabilité de protéger ». (N° 98, été, trimestriel, 20 euros. – Armand Colin, Paris.)

CINÉMA

Et le western italien fit sa révolution

Expression d'une lucidité politique, le « western spaghetti » a profondément renouvelé un genre à bout de souffle tout en démythifiant la fondation de l'Amérique. Décliné en « western Zapata », avec pour toile de fond les révolutions mexicaines, il donne le beau rôle au paysan basané du sud du Rio Grande, qui vole la vedette au héros yankee...

PAR DANIEL PARIS-CLAVEL *

A LA suite de la révolution stylistique lancée par Sergio Leone avec *Pour une poignée de dollars*, en 1964, le western italien enfonce le clou et battait le fer, entre parabole politique et divertissement populaire. En 1966, alors que l'Italie, déchirée par les écarts de richesse entre le Nord et le Sud, célèbre le centenaire de son unification tout en s'acheminant vers ses « années de plomb (1) », le mètre étalon de ce qu'on allait appeler « western Zapata » surgit sur les écrans. *El Chunchu*, réalisé par Damiano Damiani, narre la rencontre, durant la révolution mexicaine de 1910, d'un chef de bande, El Chunchu (Gian Maria Volonte), et du « pied-tendre » yankee El Niño (Lou Castel). Le second pousse le premier à s'engager davantage pour la révolution... dans le but inavoué d'approcher et de tuer un général révolutionnaire pour le compte de l'inamovible dictateur Porfirio Diaz.

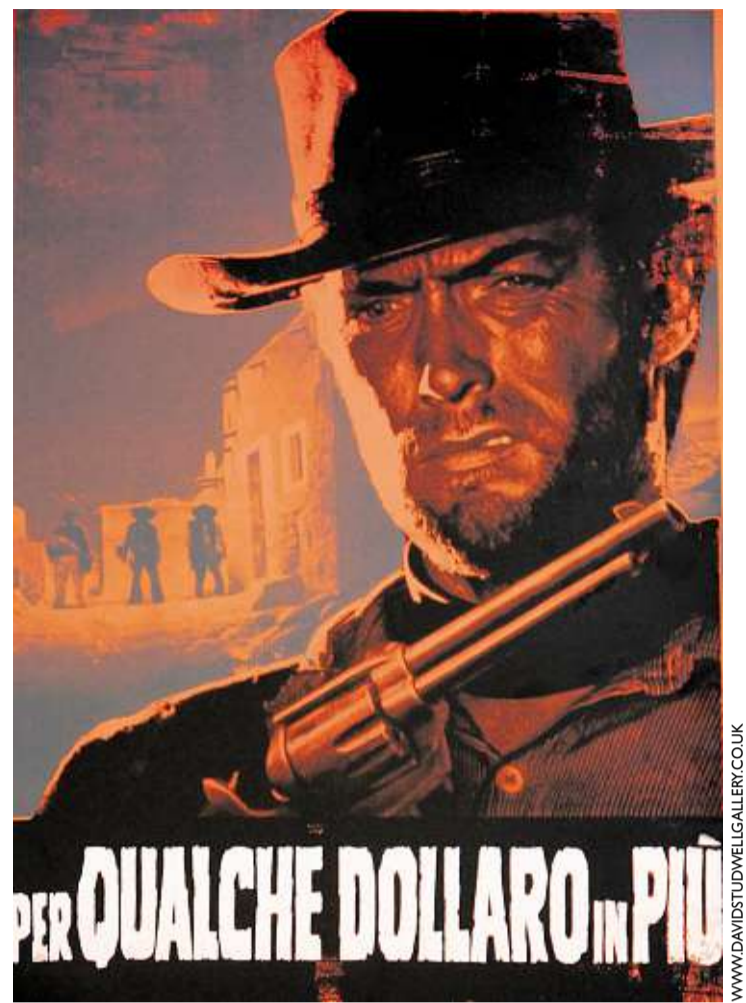
Au-delà de la référence aux assassinats d'Emiliano Zapata et de Pancho Villa, le film pointe l'ingérence de Washington en Amérique latine (et ailleurs). Un péon insurgé y note que les Etats-Unis ont soutenu la révolution puis la contre-révolution au gré de leurs intérêts. Ce même péon, quand le propriétaire terrien du coin lui demande : « Tu veux me tuer parce que je suis riche ? », réplique : « Non, señor, parce que nous sommes pauvres... et que vous avez tout fait pour ça. » Le ton est donné. Un parallèle transparait entre l'opposition Nord-Sud en Amérique et en Italie. Comme les Latinos, les Italiens du Sud ont eu leur lot de promesses non tenues quant à la redistribution des terres aux mains des grands propriétaires. La ressemblance des drapeaux mexicain et italien facilite encore le rapprochement.

Entre attaques de train et cavalcades révolutionnaires – tournées en Andalousie au nez du régime franquiste –, *El Chunchu* définit les canons du genre : un péon/bandit se retrouve dans des situations développant de fil en faulx sa conscience de classe ; la cause du peuple l'emporte petit à petit sur l'appât du gain. Le gringo, lui, cache son jeu (*El Chunchu* ou *Trois pour un massacre*, de Giulio Petroni), est cynique et vénal (*El Mercenario* et *Compañeros*, de Sergio Corbucci), au mieux désabusé (*Il était une fois... la révolution*, de Leone), mais toujours manipulateur. Fin stratège, il émerveille le Mexicain, jusqu'à ce que ce dernier s'aperçoive qu'il s'est fait avoir. Cela permet non seulement d'user de la vieille recette narrative et dialectique des antagonistes devenant complémentaires dans l'action, mais aussi d'opposer deux visions du monde et deux réalités de classe : celle des opprimés qui n'ont d'autre choix que la lutte collective et celle du « touriste » qui poursuit ses propres desseins. Car ce dernier « n'aime pas le Mexique », comme le répètent El Niño dans *El Chunchu* et l'Anglais Price dans *Trois pour un massacre*.

La dimension politique d'*El Chunchu* est évidente, et se retrouve dans la composition de son équipe : membre du Parti communiste italien, Gian Maria Volonte promènera son regard fiévreux dans bien des thrillers explicites, comme *Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon*, d'Elio Petri (1970), ou *L'Affaire Mattei*, de Francesco Rosi (1972, Palme d'or à Cannes). De son côté, le militant d'extrême gauche Lou Castel sera expulsé d'Italie en 1972. Entre-temps, il aura également tourné *Les Poings dans les poches*, de Marco Bellocchio (1965), et *Tue et fais ta prière*, de Carlo Lizzani (1967), autre western parabolique, avec Pier Paolo Pasolini dans le rôle d'un prêtre révolutionnaire.

Mais surtout, derrière *El Chunchu* se cache la patte d'un scénariste d'exception, Franco Solinas. Ce militant communiste né en Sardaigne, ouvrier,

DAVID STUDWELL.
– « For a Few Dollars More »
(Pour quelques dollars de plus), 2013



étudiant, puis journaliste et romancier, écrivit notamment pour Gillo Pontecorvo : *La Bataille d'Alger* (1966), interdit en France mais Lion d'or à Venise, ou *Queimada* (1969), tableau du colonialisme aux Caraïbes. Pontecorvo souhaitait réaliser une œuvre « tout public », en l'occurrence un western, Solinas signe *El Mercenario*, finalement tourné par Corbucci en 1968. Franco Nero y interprète le Polak, un mercenaire qui vend ses talents au prix fort à des péons insurgés. Comme dans *El Chunchu*, c'est le comportement méprisant du gringo qui fait prendre conscience à Paco (Tony Musante), ouvrier révolté par ses conditions de travail à la mine, de l'importance des valeurs de sa propre classe. Quand le Polak lui demande : « C'est quoi la révolution pour toi ? », Paco répond : « Poursuivre les patrons et leur prendre leur fric » – ingénieuse solution à l'évasion fiscale. Arrêté après avoir fait irruption dans un banquet bourgeois, il constatera que « prendre aux riches pour donner aux pauvres n'est jamais populaire... chez les riches ».

Enfin, comment oublier cette scène où, au lit avec une Mexicaine nue et endormie, Paco se fait expliquer la fracture sociale par le Polak : « Imagine que les riches, c'est la partie supérieure, la tête, et les pauvres, la partie inférieure, les fesses. Faire la révolution, c'est tenter de mettre ces deux parties au même niveau. Mais c'est impossible, parce qu'entre la tête et les fesses, il y a le dos. » Paco, philosophe, passe la main sur les fesses de son amante et déclare : « Alors, s'il faut choisir, je reste avec les pauvres. »

CORBUCCI récidive avec le très drôle *Compañeros* (1970), où Nero joue un marchand d'armes suédois débarquant au milieu de révolutionnaires dirigés par un Tomás Milián au look guévarresque. Icône du western Zapata, le versatile acteur cubain a plus que quiconque personnifié un lumpenproletariat aussi dépenaillé que débrouillard, notamment dans les trois westerns de Sergio Sollima, qui l'élevèrent au rang de « star du tiers-monde ». Outre le rôle récurrent du péon Cuchillo dans *Colorado* (1967) et *Saludos, hombre* (1968), il incarne un bandit fruste confronté à un professeur (Gian Maria Volonte) qui prend l'illégalisme comme prétexte à ses pulsions sadiques dans *Le Dernier Face-à-Face* (1967). Sollima signe là une réflexion acerbe sur la fascination et la fascisation que peut engendrer le recours à la violence.

Une fascisation souvent combattue, au sens propre du terme, par les cinéastes italiens. Sollima prit part à la Résistance, de même que Petroni. En 1969, ce dernier réalise le très sombre *Trois pour un massacre*, scénarisé par Solinas, où Tomás Milián incarne Tepepa, un guérillero qui soutient Francisco I. Madero. Celui-ci deviendra président du Mexique (1911 à 1913) avant d'être renversé et assassiné par le général Huerta. Il avait demandé aux paysans de rendre les armes en échange des terres promises ; Tepepa comprend vite que le slogan « Terre et liberté » est loin d'être devenu réalité, et il reprend la lutte face à un colonel cruel incarné par... Orson Welles !

Après avoir recréé le western en déconstruisant les faux-semblants hollywoodiens au profit d'un réalisme cru et documenté, Leone s'oppose paradoxalement à l'optimisme politique de ses collègues avec *Il était une fois... la révolution*, en 1971. Sean (James Coburn), membre de l'Irish Republican Army (IRA) en exil, appâte Juan (Rod Steiger) et sa famille de hors-la-loi avec la promesse d'un casse mirifique.

Mais la banque ne renferme que des prisonniers politiques, et Juan devient malgré lui un leader révolutionnaire. Leone suit de près les codes du western Zapata avec cette allégorie émaillée de multiples références au fascisme : scène d'exécutions rappelant le massacre de 335 personnes par les nazis le 24 mars 1944 dans les fosses Ardéatines de Rome ; officier allemand caricatural.

DE manière plus désabusée (moins violente ?) que dans *El Chunchu*, c'est encore une fois le péon qui fait la leçon au gringo : « C'est pas à toi, nom de Dieu, à me parler de révolution, je sais très bien comment ça éclate ! (...) Tu comprends, ceux qui savent lire dans les livres vont voir ceux qui ne savent pas lire dans les livres, les pauvres, et disent : "Ici, il faut du changement !" », et les pauvres bougres font le changement. Après ça, les plus malins de ceux qui savent lire s'assoient autour d'une table et ils parlent et ils mangent (...) et pendant ce temps qu'est-ce qu'ils font, les pauvres bougres ? Ils sont morts ! » Cette scène, improvisée durant le tournage, reflète la désillusion politique du cinéaste : « Les hommes de ma génération ont entendu trop de promesses. Ils avaient des rêves ; il ne leur reste que des regrets (2). »

L'amitié qui finit par lier le bandit mexicain à l'artificier irlandais va aboutir à l'émancipation de l'un et au nihilisme de l'autre, qui n'a plus que les moyens explosifs de noyer son spleen. On peut y voir une critique de la fuite en avant opérée par certains des groupes d'extrême gauche d'alors, tandis que le contexte social italien va se mettre à ressembler aux images d'Epinal du cinéma populaire : émergence du néofascisme, pénétration de l'Etat par les réseaux secrets comme Gladio, attentat meurtrier de la piazza Fontana à Milan attribué à tort aux anarchistes, grèves et émeutes dans le sud de l'Italie...

Après que Leone a sifflé la fin de la récréation, le genre glisse vers la blague plus ou moins fine. Dans *Viva la Muerte... tuya!*, de Duccio Tessari (1971), Franco Nero et Eli Wallach jouent, en les chargeant, les rôles qui les ont rendus célèbres. Dans *Mais qu'est-ce que je viens foutre au milieu de cette révolution ?*, farce parodique de Corbucci (1972), un comédien (Vittorio Gassman) et un curé (Paolo Villaggio) se retrouvent pris dans la tourmente révolutionnaire.

Reste qu'à travers le western Zapata, les Solinas, Sollima ou Corbucci ont su mêler divertissement et commentaire social en une dialectique intense. Glissant nombre d'allusions politiques au milieu de scènes d'action et faisant du « populo » leur héros, leurs films ont touché un large public, ce dont l'austérité du cinéma militant ne peut guère se vanter. Malgré ce succès, la critique a considéré le genre avec condescendance, lui reprochant pêle-mêle sa dimension commerciale, sa violence, son second degré et, globalement, ses sujets trop sérieux. Or, loin de toute caricature manichéenne et sans prétention paternaliste à éduquer les masses, le western Zapata traite fondamentalement de l'auto-émancipation des classes populaires. En cela, il n'a rien perdu de son actualité.

(1) Les années 1960-1980, marquées par la corruption du pouvoir, les enlèvements et les attentats.

(2) Cité dans Noël Simolo, *Conversations avec Sergio Leone*, La Petite Bibliothèque des Cahiers du cinéma, Paris, 1999.

DANS LES REVUES

❑ **AUTREPART.** L'enfant, objet et acteur du développement, se trouve au cœur des contradictions entre normes universelles et traditions locales. Pourtant, une alchimie positive peut se construire pour améliorer son sort, comme le montre l'exemple du Sénégal. (N° 72, trimestriel, 25 euros. – Presses de Sciences Po, 117, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.)

❑ **AFRIQUE RENOUVEAU.** Trente ans après la grande famine, comment va l'Éthiopie ? C'est un pays en transition qui attire même les investisseurs chinois. Mais, surtout, les populations s'affirment malgré les contraintes politiques. (Vol. 29, n° 2, août, trimestriel, gratuit. – Nations unies, NY 10017-2513, Etats-Unis.)

❑ **ALTERNATIVES SUD.** Ce numéro consacré à l'économie sociale et solidaire (ESS) confirme la vitalité de ce secteur, en particulier en Amérique latine, mais aussi en Afrique. (Vol. XXII, 2015/2, trimestriel, 13 euros. – Cetri, avenue Sainte-Gertrude 5, B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique.)

❑ **REVUE INTERNATIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE.** Un focus sur l'Équateur montre comment les initiatives populaires rencontrent les préoccupations gouvernementales inscrites dans la Constitution au titre du « bien-vivre ». En Bolivie, c'est la notion d'économie communautaire qui pousse le progrès social. (N° 323, janvier, trimestriel, 30 euros. – 76, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.)

❑ **MONDES EN DÉVELOPPEMENT.** Un numéro qui s'intéresse à la santé et aux institutions dans les pays en développement, notamment à travers la lutte contre le paludisme. De plus en plus formulée en termes biomédicaux, cette dernière sous-estime les facteurs sociaux et économiques. (N° 43, trimestriel, abonnement un an : 145 euros. – De Boeck, fond Jean-Pâques 4, B-1348, Louvain-la-Neuve, Belgique.)

❑ **CAHIERS DE LA RECHERCHE SUR L'ÉDUCATION ET LES SAVOIRS.** Scolarisation et socialisation des élites du Nord et du Sud : « Quels sont les traits de savoirs mobilisés pour constituer et légitimer les dominants ? Peut-on retrouver des invariants dans différents contextes nationaux et historiques ? » (N° 14, annuel, 20 euros. – ARES, 32, avenue Henri-Varagnat, 93143 Bondy Cedex.)

❑ **REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE.** Un dossier sur les « territoires de la transition énergétique ». Quel est l'échelon le plus pertinent pour la conduire ? Quelle répartition de compétences entre collectivités ? Quels financements ? (N° 1073-1074, octobre 2014 - mars 2015, trimestriel, 37 euros. – 42, rue de Bassano, 75008 Paris.)

❑ **LA REVUE NOUVELLE.** Un dossier interroge le projet écologiste en redéfinissant le lien entre la lutte contre les inégalités et celle contre les menaces écologiques. Inquiétude grandissante au Burundi, où la « boîte de Pandore » serait ouverte avec un président qui s'accroche au pouvoir. (N° 5, huit numéros par an, 10 euros. – 19, rue du Marteau, 1000 Bruxelles, Belgique.)

❑ **ESPRIT.** Dans un entretien, Jürgen Habermas esquisse sa propre biographie intellectuelle dans un discours officiel, et définit les tâches de la philosophie. (N° 417, août-septembre, bimestriel, 20 euros. – 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.)

❑ **SAVOIR/AGIR.** Réinventer les partis politiques. Si discrédités qu'annoncer leur disparition est devenu un genre à part entière, les partis persistent. Enquêtes sur le ripollage du Front national, les primaires en France, Podemos, Syriza... (N° 32, juin, trimestriel, 10 euros. – Editions du Croquant, 73340 Bellecombe-en-Bauges.)

❑ **LA PENSÉE.** Que faire de la pensée de Louis Althusser, vingt-cinq ans après sa mort ? Amis, disciples ou contradicteurs, de nombreux philosophes (Etienne Balibar, Lucien Séve, André Tosel...) interrogent son rapport au matérialisme, à la dialectique, à la causalité. (N° 382, avril-juin, trimestriel, 19 euros. – 14, rue Scandicci, 93500 Pantin.)

❑ **LES MONDES DU TRAVAIL.** Les nouvelles dimensions du lien de subordination salariale : enquête dans huit multinationales. Les nouveaux mouvements syndicaux et sociaux en Europe de l'Est. (N° 15, avril, semestriel, 15 euros. – 2, rue du Facteur-Cheval, 91000 Evry.)

❑ **FAKIR.** Quand Pablo Iglesias, dirigeant de Podemos, admoneste ses militants d'un « Le problème, c'est vous ! ». Qui est Romaric Godin, le journaliste de *La Tribune* qui, sur la Grèce, a défendu un point de vue romping avec celui de la plupart des médias ? Le modèle agricole breton sur la paille. (N° 71, juillet-septembre, bimestriel, 3 euros. – 303, rue de Paris, 80000 Amiens.)

❑ **LUTOPIK.** Un dossier consacré à la critique des médias évoque sa récupération par l'extrême droite, le chantier des aides à la presse, le traitement de la banlieue, l'information en continu. (N° 7, été, trimestriel, 4 euros. – 2, Sous-la-Côte, 25340 Fontaine-lès-Cleval.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

* Créateur et animateur de la revue *ChériBibi*, consacrée aux cultures populaires (www.cheribibi.net).

MIGRANTS PERDUS EN MER

Ce sont nos enfants

PAR AMINATA D. TRAORÉ *

Lettre à Yayi Bayam Diouf, ma sœur

DEUX CENTES de tes concitoyens et presque autant des miens figurent parmi les huit cents morts du naufrage du 18 avril 2015 au large de la Sicile. Nombreux sont ceux dont on ne parle déjà plus, ceux dont on ne parlera jamais, enfouis dans ces fosses communes que sont devenus le désert du Sahara et la Méditerranée.

Ton fils unique (1) est un jour parti pour l'Europe avec quatre-vingt-neuf autres jeunes de Thiarye (Sénégal) à bord d'une embarcation que la mer a engloutie. Nous nous sommes rencontrés parce que, dans mon pays, d'autres mères de migrants disparus qui ne veulent ni oublier ni baisser les bras m'ont interpellée : « *Nous n'avons pas revu nos enfants ni vivants ni morts. La mer les a tués. Pourquoi ?* » Elles ne savaient rien non plus de cette mer tueuse, notre pays le Mali étant enclavé.

Je me souviendrai toujours, courageuse Yayi, de ce profond moment de recueillement, de communion et de partage qu'aura été le « cercle de silence » que nous avons organisé ensemble lors du Forum social mondial (FSM) de Dakar en février 2011.

Nous espérons que nos prises de parole, nos mobilisations ainsi que nos initiatives de femmes à la base, dans nos villages et nos quartiers, auraient contribué de manière significative à conjurer ce sort que la mondialisation néolibérale inflige à tant et tant d'humains de par le monde. Des milliers de kilomètres de murs sont en train d'être érigés pour séparer les peuples en les dressant les uns contre les autres, alors qu'ils seraient capables d'empathie, de fraternité et de solidarité véritables s'ils se savaient broyés par le même rouleau compresseur. Mais aux blessés européens du capitalisme mondialisé et financiarisé, ceux qui jouent sur les peurs laissent entendre que l'Afrique a été aidée en vain. Le paysage politique européen en est aujourd'hui transformé. Les extrêmes droites qui s'enracinent dans ce terreau progressent et défient les autres formations. Les droites et, comble de l'horreur, une partie de la gauche qui ne veut pas se laisser distancer dans la surenchère sur la « protection » des Européens contre les « barbares » occultent le pillage des richesses du continent, les ingérences et les guerres de convoitise.

Ce sera de l'« humanité » pour les migrants éligibles à la loi sur l'asile, et de la « fermeté » pour les migrants dits économiques. Ils sont majoritairement subsahariens et noirs. « *L'Europe est-elle capable d'écoute ?* », demandons-nous, l'écrivaine Nathalie

* Ancienne ministre de la culture du Mali. Auteure notamment de *L'Afrique humiliée*, Fayard, coll. « Pluriel », Paris, 2011 (1^{re} éd. : 2008).

M'Dela-Mounier et moi, dans « Le monologue européen (2) ». Pour l'heure, nous en doutons.

Nous vivons, chère Yayi, un grand moment de dévoilement de la nature et des dessous de ce puissant voisin à travers sa gestion de la question migratoire et de la crise de la dette grecque. Ce tournant offre une occasion historique de comprendre l'Europe telle qu'elle est devenue, et non pas telle qu'elle voulait se donner à voir, en cette année 2015 qu'elle a proclamée Année européenne du développement – ce qui aurait pu être une opération de communication de plus visant à soigner son image de plus grand contributeur à l'aide au développement. De nombreux citoyens européens ne reconnaissent pas le projet des pères fondateurs dans le bras de fer qui l'a opposée au peuple et au gouvernement démocratiquement élu de la Grèce jusqu'à ce que ceux-ci cèdent. Elle persiste ainsi dans l'« horreur économique ». Comme dans ce pays, au Mali, au Sénégal et ailleurs en Afrique, le « courage des réformes douloureuses » consiste, pour les dirigeants démocratiquement élus, à imposer à leurs peuples des mesures assassines, au nom d'une dette extérieure contractée à leur insu pour des dépenses non conformes, la plupart du temps, à leurs besoins prioritaires.

Je te suis reconnaissante, ainsi qu'à Demba Moussa Dembélé (3), d'être venue en débattre avec nous à Bamako lors de la journée de réflexion du 11 juillet 2015, que le Forum pour un autre Mali (Foram) a consacré à la question suivante : « La justice, la paix et la sécurité humaine font-elles bon ménage avec la dictature des créanciers ? » « *Assurément pas !* », avons-nous conclu après avoir rapidement passé en revue les conséquences de l'arrimage du franc CFA à l'euro, des accords commerciaux (Union européenne-pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique [ACP]), des accords de partenariat économique, des accords migratoires et des accords militaires imposés à nos pays.

L'opacité étant la principale caractéristique des accords signés par nos pays, le recours du premier ministre grec Alexis Tsipras à l'arbitrage de son peuple face à l'intransigeance des créanciers ne pouvait pas passer inaperçu sous nos yeux.

« Fermeté » est le maître mot de l'Union européenne tant dans sa gestion de la crise grecque que dans celle des flux migratoires en Méditerranée. Combien de Grecs ont-ils pris le large ces six derniers mois, et combien seront-ils à émigrer dans les mois à venir ? A quelles formes de violence faut-il s'attendre dans ce pays dont la jeunesse, contrairement à une partie de celle de la France, de la Belgique et du Royaume-Uni, n'est pas attirée par le djihadisme ? Pourquoi ceux qui prétendent lutter contre ce dernier phénomène ne se disent-ils pas que des projets migratoires avortés peuvent pousser les jeunes à se radicaliser ? Je me pose cette question, Yayi, à propos du nord de mon pays, où ceux qui n'ont plus



ROMUALD HAZOUMÉ. – « Mon gouvernement », 1997

ADAGP - OCTOBER GALLERY, LONDRES

la possibilité d'aller travailler en Libye sont parfois devenus passeurs, djihadistes ou narcotrafiquants.

Du sommet extraordinaire du 23 avril 2015 à Bruxelles, nous n'attendions pas de miracle. Mais nous avons davantage de raisons de nous inquiéter maintenant, en raison de l'option militaire qui a été privilégiée. Inefficace et, surtout, dangereuse pour les migrants sera l'opération « Navfor Med » lancée par l'Union européenne. Il s'agit d'une opération de surveillance des côtes européennes par les patrouilles et le renseignement – faute d'accord du Conseil de sécurité des Nations unies pour la destruction des embarcations des passeurs. Selon la chef de la diplomatie européenne, M^{me} Federica Mogherini, « *les cibles ne sont pas les migrants, mais ceux qui gagnent de l'argent sur leur vie et, trop souvent, sur leur mort* » (22 juin 2015).

COMME pour lui répondre, Diawori Coulibaly de Didiéni, qui a elle aussi perdu un fils dans un naufrage, dit ceci : « *Faites en sorte que nos enfants puissent travailler et vivre dignement ici.* » Que dis-tu d'autre toi-même, Yayi, lorsque tu rends compte du bouleversement, de fond en comble, de la vie des communautés de pêcheurs du fait du pillage des eaux poissonneuses du Sénégal ? Par le passé, il suffisait, fais-tu remarquer, d'aller à cent mètres des côtes pour accéder au poisson qui vous garantissait l'alimentation et le revenu dans la dignité. A présent, des « accords de pêche » déséquilibrés et injustes permettent à des bateaux-usines de séjourner des mois durant au nez et à la barbe des pêcheurs pour se servir et mettre le poisson en boîtes avant de lever l'ancre (4).

Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que des pêcheurs appauvris et désemparés, comme des paysans sans terre et des commerçants ruinés par les produits subventionnés qui inondent nos marchés, ou des migrants humiliés, deviennent des passeurs ? L'offre de ces derniers répond par ailleurs à une demande incompressible, demande pour un départ qui a tout d'une fuite, dans l'espoir de revenir plus tard et de vivre mieux parmi et avec les siens. Mais tout est verrouillé, Yayi, comme tu le

rappelles : des navires, des hélicoptères et des avions survolent les côtes pour que ceux qui n'ont plus les moyens de gagner leur vie chez eux ne puissent pas non plus émigrer. Aux injustices et aux frustrations engendrées par ces accords de pêche s'ajoutent l'assignation à résidence et l'humiliation liées à des accords migratoires injustes et déshumanisants.

A l'issue de notre journée de réflexion, l'un des jeunes participants s'est adressé à toi en ces termes : « *Chère maman Yayi, je suis moi aussi fils unique. Sèche tes larmes. La mer t'a enlevé un fils ; dis-toi que nous sommes tous tes enfants.* » J'en ai l'intime conviction, chère sœur. C'est pour cette raison que, avec le Centre Amadou Hampâté Bâ de Bamako et le Forum, nous avons décidé de promouvoir la notion de « mère sociale ». Aux valeurs guerrières du capitalisme mondialisé et financiarisé, opposons des valeurs pacifistes et humanistes. Les figures féminines – mère, tante, sœur aînée – qui les incarnent jouent souvent un rôle central dans la préservation de la cohésion sociale et de la solidarité. Le Mali a cruellement besoin de ce socle culturel qui constitue une force intérieure de changement et de progrès.

L'Université citoyenne que nous sommes convenus de créer au dernier FSM de Tunis, en mars 2015, nous offrira le cadre de cette éducation citoyenne. Selon Susan George, « *la connaissance est toujours un antidote à la manipulation et au sentiment d'impuissance. Sans elle, on ne peut rien faire. Elle n'est pas une fin en soi, mais bien un préliminaire à l'action* » (5). C'est aussi ce que nous pensons, ce que nous disons et ce qui donne sens à notre engagement et à notre combat.

(1) Yayi Bayam Diouf est la mère d'Alioune Mar, 26 ans, qui s'est noyé en 2006 alors qu'il tentait de rejoindre l'Espagne avec d'autres jeunes Sénégalais.

(2) Cf. le Forum pour un autre Mali, www.foram-forum-mali.org

(3) Directeur du Forum africain des alternatives.

(4) NDLR. Lire Jean-Sébastien Mora, « Ravages de la pêche industrielle en Afrique », *Le Monde diplomatique*, novembre 2012.

(5) Susan George, *Les Usurpateurs. Comment les entreprises transnationales prennent le pouvoir*, Seuil, Paris, 2014.

SOMMAIRE

PAGE 2 :
Il ne s'est rien passé à Athènes, par **PIERRE RIMBERT**. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

PAGE 3 :
Ernesto Laclau, inspirateur de Podemos, par **RAZMIG KEUCHEYAN ET RENAUD LAMBERT**.

PAGES 4 ET 5 :
Aux Etats-Unis, l'art de rançonner les pauvres, par **MAXIME ROBIN**. – Barboter dans les privilèges (**M. R.**).

PAGES 6 ET 7 :
La Bolivie les yeux vers les flots, par **CÉDRIC GOUVERNEUR**. – Une conséquence de la guerre du salpêtre (**C. G.**).

PAGES 8 ET 9 :
Le pape contre le « fumier du diable », suite de l'article de **JEAN-MICHEL DUMAY**. – Changement de cap pour la conquête des âmes (**J.-M. D.**).

PAGE 10 :
La course à l'Arctique passe par Reykjavik, par **FLORENT DETROY**. – Razzia chinoise sur le lait, par **JORDAN POUILLE**.

PAGE 11 :
L'ours polaire, animal géopolitique, par **FARID BENHAMMOU ET RÉMY MARION**.

PAGE 12 :
Les Iraniens dans l'incertitude du lendemain, par **CAMELIA ENTEKHABIFARD**.

PAGE 13 :
L'emballage guerrier du président turc, par **AKRAM BELKAÏD**.

PAGES 14 ET 15 :
La cérémonie de l'humiliation, par **ABAHAR EL SAKKA**.

PAGES 16 ET 17 :
La base américaine d'Okinawa, épine dans le pied du premier ministre japonais, par **GAVAN MCCORMACK**. – Une Constitution pacifiste en péril, par **KATSUMATA MAKOTO**.

PAGE 18 :
Syriza et les chausse-trapes du pouvoir, par **BAPTISTE DERICQUEBOURG**.

PAGE 19 :
En Allemagne, main basse sur les terres de l'Est, par **RACHEL KNAEBEL**.

PAGES 20 ET 21 :
De si confortables pantoufles bruxelloises, par **VICKY CANN**. – Les élus passent, les eurocrates restent, par **SYLVAIN LAURENS**.

Septembre 2015

PAGE 22 :
Résister à l'uberisation du monde, suite de l'article d'**EVGENY MOROZOV**. – Le sens du placement (**P. R.**).

PAGE 23 :
Corse, d'autres armes contre le béton, par **DOMINIQUE FRANCESCHETTI**. – Le clanisme en quête d'un sursis (**D. F.**).

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : « Sur le rivage », de Rafael Chirbes, par **JOSÉ ANTONIO GARCIA SIMON**. – « Les coqs cubains chantent à minuit », de Tierno Monénembo, par **DAVID COMMEILLAS**. – Juan Gelman, l'enfer et l'émerveillement, par **GÉRARD NOIRET**. – Constellation Marx, par **BAPTISTE EYCHART**. – Nationalistes, communistes et brigands, par **GUILLAUME BAROU**. – Techno hors pistes, par **ANTOINE CALVINO**. – Guerre totale contre la nature, par **AGNÈS SINAÏ**. – Dans les revues.

PAGE 27 :
Et le western italien fit sa révolution, par **DANIEL PARIS-CLAVEL**.